

Université de Montréal

Les militaires français et la Communauté européenne de défense, 1950-1954

par

Nicolas Gagné

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de maître  
ès arts en histoire

Août 2018

© Nicolas Gagné, 2018

## Résumé

Ce mémoire étudie la Communauté européenne de défense (CED), un projet d'armée européenne supranationale lancé par des hommes politiques français en octobre 1950 puis rejeté par l'Assemblée nationale française en août 1954. Plus précisément, il se penche sur la position d'un groupe directement concerné par le projet, l'armée française, position qui a été relativement négligée par l'historiographie. Pour l'armée, l'exigence était double et antinomique: combattre avec les alliés la menace qu'aurait posée l'Union soviétique sans sacrifier sa souveraineté. Ce mémoire s'intéresse, entre autres, aux arguments développés en appui ou en opposition à la CED, aux divergences d'opinion au sein de l'armée, aux facteurs pouvant expliquer ces divergences, à l'importance relative des partisans et des détracteurs du projet, et aux variables prises en compte dans la réflexion des militaires des deux camps (menace communiste, puissance nationale, puissance coloniale, supranationalité, indépendance, etc.) Il est basé sur les archives du Service historique de la Défense (SHD), situées à Vincennes, près de Paris. Le mémoire constate que, si l'opposition à la CED fut clairement majoritaire, il exista également un courant pro-CED significatif dont l'importance a souvent été sous-estimée par les historiens, et que les arguments politiques furent les plus importants dans les deux cas.

Mots clés: France; CED; armée; supranationalité; indépendance nationale; Union française; anticommunisme.

## **Abstract**

This thesis studies the European Defence Community (EDC), a plan for a European supranational army proposed by French politicians in October 1950 and rejected by the French National Assembly in August 1954. It is more precisely concerned with the position of the French army, a group directly concerned by the project. The subject has been relatively neglected by historians. The army was being asked to pursue two contradictory tasks: fight alongside its allies the threat the Soviet Union was supposed to represent without sacrificing its independence. This thesis will focus, among other things, on the arguments presented for and against the EDC, the differences of opinion within the army, the factors that might account for these differences, the relative importance of the supporters and detractors of the project, and the variables taken into consideration by the members of the army on both sides (the communist threat, national power, colonial power, supranationalism, independence, etc.) It is based on the archives of the Service historique de la Défense (SHD), located in Vincennes, near Paris. This thesis shows that, although a majority clearly opposed the EDC, there was also a significant pro-EDC current, whose importance has often been underestimated by historians, and that both sides primarily used political arguments.

Keywords: France; EDC; army; supranationality; national independence; French Union; anticommunism.

## Table des matières

Résumé.....	ii
Abstract.....	iii
Table des matières.....	iv
Liste des sigles et abréviations.....	vii
Remerciements.....	viii
Introduction.....	1
État de la question .....	1
La Communauté européenne de défense .....	1
La position des militaires français face au projet de Communauté européenne de défense .....	9
Problématique.....	16
Hypothèses .....	17
Intérêt du sujet.....	19
Sources .....	21
Méthodologie .....	21
Plan.....	22
Chapitre 1. Les origines de la Communauté européenne de défense .....	24
<b>Première partie. Mise en contexte</b> .....	24
La situation diplomatique de la France au tournant des années 1950 .....	24
La politique française de défense, 1947-1950.....	28
La situation de l'armée au tournant des années 1950.....	31

<b>Deuxième partie. Les origines immédiates de la CED et l'évolution du projet jusqu'au traité de Paris</b> .....	36
La nécessité du réarmement allemand .....	36
Du plan Pleven (octobre 1950) au traité de Paris (27 mai 1952) .....	38
Chapitre 2. L'évolution de la position des militaires français face au projet de Communauté européenne de défense .....	42
Une acceptation hâtive du réarmement allemand .....	42
L'indifférence initiale (automne 1950-été 1951) .....	46
L'acceptation conditionnelle (été 1951).....	47
La route vers l'opposition (été 1951-printemps 1952).....	51
Le refus total (été 1952-août 1954).....	58
Conclusion.....	64
Chapitre 3. Le point de vue des militaires cédistes.....	67
Les arguments en faveur de la CED.....	67
Un réarmement allemand contrôlé .....	67
Une véritable réconciliation franco-allemande.....	68
L'intégration européenne: dernière chance de demeurer une grande puissance .....	69
L'efficacité militaire .....	71
Les conséquences négatives de la non-ratification.....	73
Analyse des arguments cédistes .....	76
L'importance du courant cédiste .....	81
Les facteurs à l'origine du courant cédiste.....	83
Conclusion.....	86

Chapitre 4. Le point de vue des militaires anticédistes.....	88
Les arguments contre la CED.....	88
Inefficacité sur le plan militaire.....	88
Une armée dirigée par l'Allemagne.....	94
Aucune véritable garantie contre le militarisme allemand .....	96
La fin de l'Union française.....	97
La mort de l'armée française .....	100
Analyse des arguments anticédistes .....	101
L'importance du courant anticédiste .....	107
Les facteurs à l'origine du courant anticédiste.....	113
Conclusion.....	114
Conclusion générale.....	116
Bibliographie.....	124
Annexe I. Les principaux chefs militaires français de 1950 à 1954 .....	128
Annexe II. Les principales instances dirigeantes et leurs titulaires de 1950 à 1954.....	129

## **Liste des sigles et abréviations**

AFN – Afrique française du Nord

CCEM – Comité des chefs d'état-major

CDN – Comité de Défense nationale

CECA – Communauté européenne du charbon et de l'acier

CED – Communauté européenne de défense

CICOCED – Comité intérimaire de la Conférence pour l'organisation de la Communauté européenne de défense

CSFA – Conseil supérieur des forces armées

EMA – État-major de l'Armée [de terre]

EMCFA – État-major combiné des forces armées

EMGFAA – État-major général des forces armées Air

EMGM – État-major général de la Marine

FFA – forces françaises en Allemagne

OECE – Organisation européenne de coopération économique

OTAN – Organisation du traité de l'Atlantique Nord

RFA – République fédérale d'Allemagne

SHD – Service historique de la Défense

UO – Union occidentale

URSS – Union des Républiques socialistes soviétiques

## **Remerciements**

J'aimerais tout d'abord remercier mon directeur de recherche, Samir Saul, pour ses corrections, ses précieux conseils et ses excellentes réflexions qui m'ont permis d'aller plus loin dans ma réflexion. Ayant suivi trois cours avec lui au baccalauréat, je connaissais déjà la clarté de ses propos, sa pensée extrêmement structurée et sa vaste érudition. Pendant ma maîtrise, j'ai découvert sa rigueur et son exigence, dont il m'a fait profiter malgré son horaire chargé.

Je tiens également à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC), qui m'ont accordé des bourses de maîtrise pour 2016-2017 et 2017-2018, respectivement. Cet appui financier m'a permis de me consacrer à temps plein à la rédaction.

Enfin, je dois absolument souligner l'importance de ma famille. À mes parents, je ne saurais jamais assez vous remercier de m'avoir toujours soutenu dans mes études et de m'avoir fait comprendre l'importance de l'éducation, de la connaissance, de la lecture, de la curiosité intellectuelle et du travail assidu et rigoureux. Je ne serais pas où j'en suis aujourd'hui sans eux. Pour ce mémoire, je suis particulièrement reconnaissant envers ma mère, qui m'a fait profiter de sa connaissance du milieu universitaire et m'a sans cesse talonné pour que je travaille fort et atteigne mon plein potentiel. À ma sœur, merci d'avoir toujours cru en moi.



## **Introduction**

La fin des années 1940 et le début des années 1950 furent, à plusieurs égards, une époque charnière pour la France sur la scène internationale. Après la Seconde Guerre mondiale, le pays, même s'il faisait officiellement partie du camp des vainqueurs, n'était désormais plus qu'une puissance moyenne dans un monde dominé par deux superpuissances. Cette nouvelle donne, cette relégation à un statut et à un rang subalternes difficiles à accepter pour nombre de Français, entraîna des remises en question et des débats déchirants, que ce soit pour la classe politique, les militaires ou la population. Un épisode particulièrement révélateur à cet égard est celui de la Communauté européenne de défense (CED), un projet d'armée européenne supranationale lancé par la France en octobre 1950, et finalement rejeté par l'Assemblée nationale française en août 1954. Ce paradoxe apparent d'un projet français porté puis rejeté par la France est indicatif des déchirements et des contradictions de la politique extérieure du pays à cette époque. Ce mémoire étudiera de façon plus précise la position d'un groupe directement concerné, les militaires français, face au projet. Il permettra de jeter de la lumière sur de nombreux enjeux importants pour les relations internationales de la France et du monde à cette époque.

### *État de la question*

#### *La Communauté européenne de défense*

Malgré le faible nombre d'ouvrages sur la CED, plusieurs historiens ont traité la question, quoique souvent de façon sommaire.

Jacques Bariéty offre plusieurs réflexions uniques sur le sujet<sup>1</sup>. Il considère révélateur que le gouvernement d'Antoine Pinay fut renversé en décembre 1952 sans avoir présenté le traité de Paris à l'Assemblée nationale pour ratification. Cette attente de sept mois faire dire à Bariéty que, dès 1952, il n'existait aucune majorité en faveur de la ratification.

Cela s'expliquerait par plusieurs facteurs. D'abord, par l'opposition intérieure. L'Assemblée nationale comptait 101 députés communistes (sur 627), forcément hostiles à tout réarmement de la RFA vu l'alignement de leur parti sur Moscou. Les gaullistes s'opposaient à tout abandon de souveraineté nationale. Une partie des socialistes et des radicaux doutaient de l'opportunité du traité. Enfin, le président de la République, Vincent Auriol, s'opposait à la CED et souhaitait que Georges Bidault remplace comme ministre des Affaires étrangères Robert Schuman, qu'il ne croyait pas assez ferme face à Adenauer. Cette volonté affaiblit forcément la position de Schuman à l'Assemblée<sup>2</sup>.

Ensuite, la politique internationale joua un grand rôle en 1952. Plusieurs personnalités déploraient l'absence d'engagement du Royaume-Uni. La question sarroise empoisonna les relations avec Bonn toute l'année. Enfin, la note soviétique du 10 mars, proposant la réunification d'une Allemagne neutralisée, que Schuman jugea impossible de refuser carrément (car les Occidentaux pourraient porter devant l'opinion publique allemande la responsabilité de la division du pays), donna lieu à une tactique dilatoire de Schuman, qui savait qu'il ne pourrait

---

<sup>1</sup> Jacques Bariéty, « La décision de réarmer l'Allemagne, l'échec de la Communauté Européenne de Défense et les accords de Paris du 23 octobre 1954 vus du côté français », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 71, fasc. 2, 1993, p. 354-383.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 358-359.

trouver de majorité parlementaire pour la ratification du traité de Paris avant qu'une dernière négociation à quatre sur l'Allemagne ait été tentée<sup>3</sup>.

Bariéty considère cependant que le facteur décisif fut le développement de la politique nucléaire de la France. En 1950, Paris ne pensait pas être en mesure de développer l'arme nucléaire. Cependant, une étude lancée en mars 1952 conclut que la France pourrait produire elle-même des armes atomiques dans les cinq années suivantes, mais le manque de communication entre les négociateurs du traité de Paris et les chercheurs atomistes fit en sorte que le gouvernement constata *après* la signature du traité que celui-ci pouvait empêcher la réalisation des projets nucléaires de la France. En effet, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), mis sur pied par de Gaulle en 1945, fut secrètement chargé, en septembre 1951, de planifier une production annuelle de 50 kilogrammes de plutonium qui permettrait la fabrication d'une bombe atomique. Or, l'annexe II de l'article 107 du traité de Paris stipulait qu'aucun membre de la CED ne pourrait disposer de plus de 500 grammes de plutonium annuellement sans l'approbation du futur Commissariat, c'est-à-dire l'accord unanime des autres membres. Cette disposition avait été prise pour empêcher la RFA de se doter de la bombe, mais s'appliquait aussi à la France en vertu du principe d'égalité des droits au sein de la CED réclamé et obtenu par Adenauer. En juin 1952, en parfaite contradiction avec le traité de Paris signé seulement un mois auparavant, l'Assemblée nationale vota à une très grande majorité un « projet de loi-programme pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique 1952-1957 » prévoyant une production de plutonium suffisante pour fabriquer l'arme atomique<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 360.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 362.

Il existait donc une contradiction entre les ambitions nucléaires de la France et la CED. La possibilité de produire la bombe de façon indépendante avait totalement changé la donne. Paris détiendrait une force de dissuasion lui permettant d'assurer par elle-même sa sécurité, et l'intégration de son armée au sein d'un ensemble supranational serait inutile. Cette logique fut renforcée par la stratégie américaine du *New Look*, adoptée en 1953 et rendue publique en janvier 1954 avant d'être étendue à l'OTAN en décembre 1954: menace de représailles nucléaires massives en cas d'attaque soviétique, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle. Les militaires français comprirent l'importance stratégique et politique de cette politique: plus que jamais, il existerait deux classes d'alliés au sein de l'OTAN: ceux qui détenaient l'arme nucléaire, et donc le « monopole de la décision » (pour citer Bariéty), et les autres<sup>5</sup>.

Bref, selon Bariéty, le rejet de la CED par la France s'explique par sa décision de fabriquer la bombe atomique, qui lui permettrait de jouer un rôle dirigeant au sein de l'OTAN, rendant le réarmement de la RFA et son admission à l'Alliance atlantique moins inquiétants. Cette conclusion est peu convaincante. Si l'incompatibilité entre le traité de Paris et le programme nucléaire français est claire, rien ne prouve qu'elle fut au cœur du débat sur l'armée européenne, du moins chez les militaires. Le nucléaire ne fut pas abordé lors des discussions sur la CED d'instances comme le Comité des chefs d'état-major (CCEM).

Selon Georgette Elgey, le débat sur la CED ne concernait pas fondamentalement le réarmement allemand, puisque tous le savaient inévitable, ni la défense de l'Europe, dont nul n'ignorait qu'elle dépendait de l'aide américaine, mais un choix fondamental pour l'avenir du pays: « En vérité, il s'agit sans doute, au-delà de ces décisions de circonstance, d'une option

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 370-371.

fondamentale du XXe siècle: la nation ou l'idéologie d'Europe politique, à l'origine de la CED et qui doit s'accomplir par elle, suppose une doctrine qui condamne la permanence de l'État souverain de la Royauté, de la Révolution. »<sup>6</sup> Il aurait été très difficile d'abandonner de façon abrupte la souveraineté nationale dans un domaine aussi névralgique que l'armée, symbole par excellence de la puissance des États.

Gérard Bossuat souligne que Paris n'avait pas les moyens de ses ambitions: « la France n'arrive pas à assumer à la fois la reconstruction, la modernisation, le réarmement, la guerre d'Indochine, d'autres combats de décolonisation en Afrique du Nord et à définir le type d'unité européenne qui lui convient. »<sup>7</sup> Selon lui, « la cause essentielle du rejet de l'Autorité politique et de la CED se trouve dans l'incapacité de la France à contrôler à son profit l'unité européenne [...] Affaiblie par ses échecs doctrinaux et pratiques à l'OECE [Organisation européenne de coopération économique], par la décolonisation en Indochine et dans les Protectorats d'Afrique Noire, la France n'est plus capable de conduire l'Europe, c'est-à-dire d'inventer des formes nouvelles de relations avec ses voisins. »<sup>8</sup>

Frédéric Bozo écrit qu'« il s'agissait de susciter une intégration militaire européenne sous autorité française, destinée à sauvegarder les intérêts français potentiellement menacés par le réarmement allemand ainsi que par la domination anglo-saxonne dans l'Alliance et son organisation militaire, tout en conservant l'avantage de l'engagement américain à la défense de

---

<sup>6</sup> Georgette Elgey, *Histoire de la IV<sup>e</sup> République. Deuxième partie: La République des contradictions (1951-1954)*, Paris, Fayard, 1993 [1968], p. 386. Selon Elgey, ces deux options étaient incarnées par Charles de Gaulle et Jean Monnet, respectivement.

<sup>7</sup> Gérard Bossuat, *L'Europe des Français 1943-1959. La IV<sup>e</sup> République aux sources de l'Europe communautaire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 221.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 220.

l'Europe. »<sup>9</sup> Plusieurs raisons expliqueraient l'échec de la CED. Elle était absurde sur le plan militaire, car on ne pouvait faire l'Europe de la défense avant d'avoir fait l'Europe politique ou même économique. Mais, surtout, elle ne pouvait apporter de solution durable aux dilemmes français, et pouvait même les aggraver: incapacité de mener la guerre en Indochine tout en maintenant en Europe des forces aux moins similaires à celles de la RFA; absence de garantie que la France pourrait toujours détenir le *leadership* politique et militaire européen auquel elle aspirait; risque pour la souveraineté française, car la CED était devenue « une simple zone de plus grande intégration militaire par rapport au reste de l'OTAN mais soumise pour l'essentiel à celle-ci. » En fin de compte,

l'échec de la CED révélait surtout la prise de conscience par les dirigeants français de la véritable marge de manœuvre et de la réalité de la puissance de leur pays, qui avaient été surestimées pendant des années. En dernière analyse, une construction juridico-militaire comme la CED apparaissait clairement insuffisante pour maintenir les prérogatives françaises face à une Allemagne intégrée à part entière au bloc occidental. L'alignement de la France dans l'OTAN en était ainsi arrivé, progressivement, à être perçu comme moins dangereux qu'un face-à-face franco-allemand dans la CED<sup>10</sup>.

Selon Jenny Raflik-Grenouilleau, « Pour les députés français, le 30 août se justifie non seulement par un refus de la supranationalité du traité – volonté de sauvegarder le caractère strictement national de l'armée française – mais c'est aussi un message envoyé à Dulles et à ses menaces de “révision déchirante”: la France refuse les pressions américaines. »<sup>11</sup>

Quelques historiens se sont intéressés aux liens entre décolonisation française, OTAN et intégration européenne. Par exemple, Jasmine Aimaq considère que la CED fut essentiellement

---

<sup>9</sup> Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN: de la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991, p. 40.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>11</sup> Jenny Raflik-Grenouilleau, *La IV<sup>e</sup> République et l'Alliance atlantique: influence et dépendance (1945-1958)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 185. Dulles fut secrétaire d'État des États-Unis de 1953 à 1959.

pour la France un moyen d'obtenir le soutien américain dont elle avait absolument besoin pour poursuivre la guerre en Indochine. Paris profita ainsi de l'importance accordée par Washington à l'intégration européenne et donc au projet d'armée européenne<sup>12</sup>. Lawrence Kaplan défend la même thèse: la France, tentant sans cesse de convaincre les États-Unis que les questions de l'Indochine et de la CED étaient indissociables, utilisa celle-ci comme appât pour obtenir plus de soutien américain dans le conflit<sup>13</sup>.

Michael Creswell pense également que la CED fut un instrument diplomatique des dirigeants politiques français. Son travail s'inscrit dans un courant historiographique qui cherche à réhabiliter la Quatrième République, un régime souvent mal vu, notamment pour ses échecs sur le plan des relations internationales. Selon Creswell, la France de la Quatrième République joua un rôle crucial après 1945 et contribua de façon significative à la mise en place du système de guerre froide en Europe (transformation de la République fédérale d'Allemagne en rempart contre l'URSS, présence à long terme de forces anglo-américaines sur le continent pour surveiller le comportement allemand et lier le destin des puissances américaine et britannique à la défense de l'Europe non communiste). Washington et Londres souhaitaient demeurer à l'extérieur du continent et confier l'essentiel des responsabilités à cet égard à la France; mais celle-ci refusa de voter sur la CED avant que ses deux alliés ne s'engagent dans la défense du continent<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Jasmine Aïmaq, « Rethinking the EDC: Failed Attempt at Integration or Strategic Leverage? », dans Michel Dumoulin, dir., *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain? / The European Defence Community, Lessons for the Future?*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, 2000, p. 92-93.

<sup>13</sup> Kaplan, Lawrence. « The United States, NATO, and French Indochina », dans Lawrence Kaplan et Denise Artaud, dir., *Dien Bien Phu and the Crisis of Franco-American Relations, 1954–1955*, p. 232-233.

<sup>14</sup> Michael Creswell, *A Question of Balance. How France and the United States Created Cold War Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 165-168. Nous ne reviendrons pas sur cette analyse fort intéressante quoique critiquable, notamment parce qu'elle ne touche pas directement notre sujet. Nous verrons que le pouvoir français multiplia les vagues-hésitations pendant la période étudiée.

Enfin, ce survol ne pourrait être complet sans *La querelle de la CED*, un recueil d'essais sous la direction de Raymond Aron et Daniel Lerner<sup>15</sup>. Jacques Vernant souligne que les dispositions économiques du traité de Paris aurait supprimé le contrôle du Parlement français sur l'utilisation du budget d'armement qu'il voterait, en plus de soumettre les industries françaises à la concurrence des industries des autres États-membres alors qu'elles étaient handicapées par leurs conditions monétaires et financières, des charges fiscales et sociales importantes, et une législation du travail sévère<sup>16</sup>.

Selon Alain Girard et Jean Stoetzel, l'indépendance nationale fut la variable cruciale dans la détermination d'une orientation hostile à la CED:

Étant donné l'état présent des choses et le rapport des forces, les Français savent qu'ils ne peuvent assumer seuls leur propre défense. Mais, conscients en majorité des menaces que fait peser la puissance soviétique, ils ne sont pas aveuglés par elle, et redoutent avant tout d'être impliqués dans un système militaire dont l'existence puisse mettre en péril à la fois la paix et leur indépendance. Le rejet de la C.E.D. ne signifie pas autre chose que le refus de compromettre cette indépendance. Il n'implique pas la négation de l'idée européenne, mais il la place dans une autre perspective et sur un autre terrain<sup>17</sup>.

Daniel Lerner, enfin, donne deux raisons qui expliquent selon lui l'échec du projet. D'abord, l'aspect psychologique:

En ce sens, la défaite de la C.E.D. est due à une impulsion sentimentale bien plus qu'à un choix éclairé. Aucun facteur psychologique ne fut aussi important que l'image mythique que l'on se fit de part et d'autre quant à la place que la France dans un monde défini par l'ensemble du projet. À l'idée familière d'une France grande puissance autonome dans le monde, la C.E.D. substituait la vision nouvelle d'une France engrenée dans le système européen, ce qui pouvait s'interpréter

---

<sup>15</sup> Raymond Aron et Daniel Lerner, dir. *La querelle de la CED. Essais d'analyse sociologique*, Paris, Armand Colin, 1956, 216 p.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 120-121.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 147.



affectivement de diverses façons. Ce fut l'aspect pessimiste de cette vision qui prévalut chez beaucoup d'adversaires<sup>18</sup>.

Selon Lerner, le problème de la défense européenne n'était pas un problème « réaliste » pour beaucoup de Français, de sorte que leur attention était « beaucoup moins facilement dirigée vers les problèmes de la position militaire de la nation, que vers ceux qui naissent des nuances existant entre les positions idéologiques individuelles. »<sup>19</sup> L'hostilité envers la supranationalité put donc s'exprimer librement et avoir un grand impact.

L'autre raison évoquée par Lerner est la garantie atomique fournie par les États-Unis à l'Europe continentale. Selon lui, des hommes politiques français, constatant l'impossibilité pour le pays d'assurer sa défense, pouvaient conclure que la France n'avait plus besoin de prendre ses responsabilités en ce domaine. Elle pouvait donc, au lieu de chercher à jouer un rôle dirigeant l'Europe, renforcer ce rôle dirigeant là où il existait déjà, notamment dans l'Union française<sup>20</sup>.

#### *La position des militaires français face au projet de Communauté européenne de défense*

Peu de chercheurs ont étudié cette question en détail. Les principaux travaux à retenir sont ceux de Pierre Guillen et de Philippe Vial.

Pierre Guillen est le premier historien à avoir abordé la question<sup>21</sup>. Il démontre que les militaires français furent très tôt convaincus de la nécessité du réarmement allemand, bien avant la classe politique. Poursuivant leur anticomunisme et leur antisoviétisme d'avant-guerre, ils

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>21</sup> Pierre Guillen, « Les chefs militaires français, le réarmement de l'Allemagne et la CED (1950-1954) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, vol. 33, n° 129, janvier 1983, p. 3-33.

se montrèrent méfiants envers les intentions de l'Union soviétique, vue comme une puissance expansionniste. La disproportion entre les armées occidentales et soviétiques sur le continent les alarma. Plusieurs autres justifications furent données en appui à une certaine forme de réarmement allemand: il serait absurde que les Allemands demeurent spectateurs alors qu'on prévoyait une défense le plus à l'Est du Rhin possible, et peu raisonnable de renoncer à l'apport d'un « peuple guerrier, farouchement anticommuniste »<sup>22</sup>; une RFA sans charge militaire pourrait trop se développer sur le plan économique; on ne pouvait laisser une Allemagne de l'Ouest désarmée face à son voisin oriental en voie de remilitarisation; une Allemagne neutralisée et démilitarisée entrerait dans le giron soviétique; la France, en raison de son engagement croissant en Indochine, était incapable de réaliser son propre programme de réarmement dans le cadre de l'OTAN, que ce soit sur le plan militaire ou financier; etc.<sup>23</sup>

Si les hautes instances militaires acceptèrent dans un premier temps le projet d'armée européenne, elles s'y montrèrent immédiatement réticentes et, plus tard, carrément hostiles. Les chefs de l'armée s'efforcèrent d'orienter les négociations de façon à préserver autant que possible l'autonomie et la cohésion de l'armée, et assurer à la France le rôle dirigeant au sein de la future CED. Selon Guillen, l'équilibre entre Paris et Bonn au sein de la CED constituait la principale préoccupation des chefs d'état-major. La France, qui devait déduire de ses contributions à l'armée européenne celles pour l'Indochine, l'Outre-Mer et l'armée métropolitaine demeurée nationale, ne pouvait consentir le même effort que l'Allemagne, que ce soit financièrement ou militairement. Or, il avait été établi que le pouvoir des membres de la CED serait proportionnel à leur contribution, ce qui faisait craindre une armée européenne

---

<sup>22</sup> Lettre du vice-amiral Lemonnier au général Lechères, 16 novembre 1948, citée dans *Ibid.*, p. 4.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 4-6.

dirigée par Bonn. On ne pouvait pas aligner la contribution financière et militaire allemande sur celle de la France, puisque l'armée européenne n'aurait pas eu les ressources nécessaires pour pouvoir remplir sa mission. La France serait alors accusée de freiner le réarmement européen et d'amener l'échec du projet<sup>24</sup>.

D'autres problèmes potentiels furent soulevés. Certains chefs croyaient que la CED désorganiserait l'armée française, compromettant la défense de l'Union française. La question du niveau d'intégration des troupes allemandes inquiéta; un niveau trop élevé rendrait Bonn trop puissante, un niveau trop faible nuirait à la valeur opérationnelle de l'armée européenne. Certains craignaient un Commissariat européen aux pouvoirs trop étendus, privant les pays de leur souveraineté, notamment en matière d'armement. Les chefs militaires reprochèrent aussi aux politiciens d'avoir mis la charrue avant les bœufs: il aurait fallu commencer par établir la communauté politique, bref lancer un processus d'intégration dont l'armée européenne aurait été le couronnement. Pour toutes ces raisons, ils demandèrent une période transitoire de durée indéterminée pendant laquelle les fonctions et responsabilités demeuraient nationales, et qui ne prendrait fin que quand la communauté politique serait établie.

La conclusion de Guillen est claire: « Ce qui frappe tout au long de ces années, dans la question de la participation allemande à la défense de l'Europe et de la place que la France doit s'assurer, c'est la grande continuité de vues des instances militaires françaises, face aux incertitudes, aux contradictions, aux illusions du pouvoir politique. »<sup>25</sup> Les rares chefs qui soutenaient la CED le firent sans enthousiasme, à son avis: « Le seul haut responsable militaire

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 15-16.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 33.

qui plaide pour la ratification, c'est le général Ély, non parce qu'il approuve le traité, mais parce qu'il estime que la France ne peut se déjuger. Comme il l'explique à l'ambassadeur Massigli le 5 avril 1954, "j'étais opposé à la signature, mais le traité a été signé, il faut le ratifier, notre tâche sera de le transformer dans l'application." »<sup>26</sup>

Philippe Vial offre un point de vue différent<sup>27</sup>. D'abord, il évoque l'existence, au sein du corps des officiers, d'un courant européen, significatif quoique nettement minoritaire, qui appuyait les thèses de Jean Monnet et Robert Schuman. Mais il s'intéresse surtout au général Paul Ély, chef d'état-major des Forces armées à partir d'août 1953, qui, selon lui, appuya réellement le projet de CED dès la fin 1950, essentiellement pour des raisons politiques. La proposition française pourrait contribuer de façon importante au processus d'intégration européenne: « L'armée européenne apporte en effet une solution qui se place bien au-dessus du simple plan de l'utilisation de contingents allemands, car elle s'élève au niveau de la réalisation d'une Europe unie, dont elle est une étape essentielle. »<sup>28</sup> Cette union permettrait à l'Europe de conserver un poids significatif dans ce nouveau monde bipolaire: « Je suis intimement convaincu de la nécessité de développer l'idée d'une Europe unie, non seulement pour faire face, avec l'aide de l'Amérique, au danger soviétique, mais aussi pour survivre entre les masses américaines et asiatiques, bien envahissantes toutes les deux. »<sup>29</sup> Ély représenterait un courant euro-atlantiste. Anticommunistes, les membres de ce courant se méfiaient également de la

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>27</sup> Philippe Vial, « Le militaire et le politique: le maréchal Juin et le général Ély face à la CED (1948-1954) », dans Michel Dumoulin, dir., *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain? / The European Defence Community, Lessons for the Future?*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, 2000, p. 135-158.

<sup>28</sup> Projet de lettre d'Ély, vraisemblablement à Hervé Alphand, 30 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233.

<sup>29</sup> Lettre d'Ély au général Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233.

superpuissance américaine, et considéraient que la France affaiblie ne pouvait éviter la vassalisation qu'en intégrant une union européenne qu'elle dirigerait.

Ély croyait également que « seule une Armée européenne, valable et cohérente, peut fournir le contre-poids nécessaire aux “forces” divergentes qui, en cas de conflit, attireraient puissamment les Britanniques vers les ports de la Mer du Nord, et les Américains vers ceux de l'Atlantique. »<sup>30</sup> Il fallait donc empêcher le retour de la stratégie périphérique de défense du continent européen, dont l'abandon au profit de la stratégie « en avant » ou continentale (maintien d'un grand nombre de troupes sur le continent, défense le plus à l'Est du Rhin possible) avait été difficilement obtenu.

Cependant, il ne faudrait pas croire que le général Ély appuyait aveuglément le projet de CED. Il n'hésita jamais à critiquer ses lacunes militaires et à demander une application très souple du traité de Paris.

Vial souligne le contraste entre la vision euro-atlantiste d'Ély et celle du maréchal Alphonse Juin, qu'il considère comme le chef de file du courant impérial-atlantiste: « Pour eux, l'Empire demeure le socle d'une puissance française, désormais inscrite dans le cadre atlantique, mais qui se suffit en elle-même. Car elle incarne, à elle seule, cette dimension eurafricaine qui assure à l'Occident tout entier la profondeur stratégique nécessaire pour contenir avec succès une attaque venue de l'Est. »<sup>31</sup> L'intégration européenne nuirait donc à la défense du continent. Pour cette raison, l'Europe des Six du traité de Paris était un non-sens.

---

<sup>30</sup> Lettre d'Ély à Plevin, 9 janvier 1953, citée dans Vial, « Le militaire et le politique... », p. 148. Nous n'avons pas trouvé cette lettre lors de notre recherche aux archives.

<sup>31</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 141. Notons que Vial présente la même distinction, quoique de façon moins développée, dans la conclusion de son mémoire de maîtrise.

Guillen et Vial présentent deux visions très différentes de l'appui d'Ély à l'armée européenne: pour le premier, le général n'approuvait pas le traité de Paris, dont il prôna la ratification seulement parce la France ne pouvait revenir sur son engagement; pour le second, Ély croyait sincèrement à la CED en raison de ses avantages politiques considérables: intégration européenne assurant à la France le maintien de son statut international, réconciliation franco-allemande, etc. Il faudra tenter de se situer par rapport à ces deux perspectives.

Enfin, il faut souligner le mémoire de maîtrise de Philippe Vial<sup>32</sup>. Selon lui, l'armée ne prit au sérieux le projet de CED qu'à l'été 1951, lorsque l'idée d'armée européenne devint un projet crédible. Elle accepta le projet sous conditions mais, celles-ci n'ayant pas été remplies à ses yeux, passa à l'opposition dès le printemps 1952 et tenta d'empêcher la ratification du traité de Paris, signé le 27 mai. Elle livra deux grandes batailles, à un an d'intervalle, et l'emporta en fin de compte malgré deux défaites apparentes, de sorte que le sort de la CED fut scellé en avril 1954, quatre mois avant son rejet officiel<sup>33</sup>.

Selon Vial, les chefs militaires avaient deux objectifs fondamentaux: assurer la sécurité de la France et préserver son rang de grande puissance. Or, si la CED devait assurer sa sécurité, elle pouvait menacer son rang. Les autorités politiques furent incapables d'établir clairement et durablement l'ordre des priorités militaires, ou de consentir les sacrifices nécessaires pour ne pas devoir choisir entre l'Europe et l'Indochine. Dans ces circonstances, la France aurait vraisemblablement fourni moins de troupes et d'argent à la CED que la RFA, consacrant la domination de celle-ci. L'indécision du pouvoir politique aurait donc été la cause centrale du

---

<sup>32</sup> Philippe Vial, « Les militaires français face aux constructions européennes de Défense (1950-1954) », mémoire de M.A, Université de Paris I, Département d'histoire, 1988, 175 p.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 164.

refus de la CED par les militaires<sup>34</sup>.

Vial évoque aussi des considérations d'ordre moral pour justifier l'hostilité spontanée et épidermique des militaires envers un projet supranational, soulignant « qu'une armée nationale ne peut, de gaieté de cœur, accepter de disparaître au profit d'une construction dont l'idéologie lui est opposée. »<sup>35</sup> La crise de l'armée française à cette époque contribuerait aussi à expliquer la violence de son rejet de la CED; en agissant de la sorte, elle aurait voulu démontrer qu'elle demeurait, malgré les apparences, l'armée de la nation.

Les chefs militaires ne se contentèrent pas de critiquer la CED, mais agirent afin de l'empêcher de naître. L'ampleur de la menace justifia à leurs yeux l'abandon du principe de neutralité politique de l'armée: « Parce qu'au travers de son existence, l'armée estime que c'est la nation qui est en cause, elle se voit contrainte d'utiliser tous les moyens pour la sauvegarder. »<sup>36</sup> C'est ainsi que commença la présence croissante de l'armée dans le domaine politique. Vial considère l'épisode de la CED révélateur de la dégradation des rapports entre le régime et son armée, qui devait atteindre son paroxysme quelques années plus tard.

L'épisode de la CED aurait eu deux conséquences importantes pour l'avenir de l'armée:

premièrement l'armée, en refusant la CED au lieu d'exiger qu'on lui sacrifie l'Indochine, confirme son engagement en tant qu'armée coloniale et hypothèque son avenir. Au lieu de saisir cette occasion pour effectuer sa mutation et devenir l'armée d'une moyenne puissance, elle demeure celle d'un pays qui a des ambitions dont il n'a plus les moyens. Deuxièmement, en conflit ouvert avec le pouvoir politique pour la première fois sous le IV<sup>e</sup> République, elle prend conscience de sa force et comprend de quel poids elle peut peser sur la décision si elle s'en donne les

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 166.

moyens<sup>37</sup>.

### Problématique

Ce mémoire porte sur le projet français, lancé en 1950, de Communauté européenne de défense, une armée européenne supranationale, pour assurer la défense du continent face à une présumée menace soviétique. Étonnamment, le projet fut, après quatre ans d'âpres discussions, rejeté par le pays qui l'avait proposé. Ce fait suffirait presque à lui seul pour qu'on s'intéresse au rôle de la France dans cet épisode. Le mémoire étudie la position d'un groupe directement concerné, soit l'armée française. Ce sujet demeure un problème scientifique qui n'a pas été pleinement résolu. En effet, plusieurs contradictions apparentes doivent être élucidées. Pourquoi l'armée française, pourtant vite convaincue de la nécessité du réarmement allemand, bien avant la classe politique, s'opposa-t-elle majoritairement à une solution qui devait permettre de le réaliser tout en le contrôlant? Cela prouve que la nécessité de ce réarmement devant la prétendue menace soviétique n'était pas la seule variable considérée par les militaires, puisque ceux-ci n'étaient pas prêts à l'accepter sous toutes ses formes ou à y sacrifier d'autres considérations importantes.

Le statut de la France comme puissance coloniale soulève également des questions. Quel serait l'impact du sentiment d'urgence engendré par le déclenchement de la Corée, qui d'ailleurs dura peu, sur les priorités stratégiques de l'armée française? La pousserait-il à prioriser le réarmement européen en vue d'une éventuelle agression soviétique et ainsi à réduire l'importance accordée à la guerre d'Indochine et à la sauvegarde de l'Union française dans son

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 166.



ensemble? Tenterait-on de mener pleinement à fond ces deux missions malgré les moyens limités de la France?

Ce mémoire tente donc de répondre à la question suivante: Quelle fut la position des militaires français face au projet de Communauté européenne de défense? Cette question principale en amène plusieurs autres. Leur position évolua-t-elle entre 1950 et 1954 et, si oui, pourquoi? Existait-il des divergences significatives d'opinion? Si oui, quels facteurs peuvent les expliquer? Autrement dit, quelles furent les lignes de fracture au sein de l'armée? Quels arguments les militaires développèrent-ils? Quelles variables furent prises en compte dans leur réflexion? Quelle était la proportion entre arguments militaires et politiques? Cette proportion varia-t-elle en fonction de leur position face à la CED? Les militaires posèrent-ils des gestes pour influencer les responsables politiques et l'opinion publique? Plusieurs de ces questions auront une réponse différente selon qu'on étudie les cédistes ou les anticédistes.

### Hypothèses

Il semble probable que, même si la majorité des chefs militaires français s'opposèrent au traité de Paris, il existait au sein de ce groupe, comme dans la classe politique, des divergences considérables quant à la perception de la CED. Comme mentionné précédemment, Philippe Vial souligne l'opposition entre le maréchal Juin, fermement opposé au traité de Paris, et le général Ély, apparemment favorable à celui-ci, malgré des réserves importantes. Il évoque aussi un courant européen important, quoique clairement minoritaire, au sein du corps des officiers. Pourtant, l'historiographie a tendance à voir les militaires français comme un bloc monolithique unanimement opposé au projet d'armée européenne. Ce mémoire permettra donc de donner une idée plus juste de la position de l'armée française dans ce débat crucial. On peut

déjà postuler qu'il existait des divergences d'opinion nettement plus significatives qu'on ne l'a cru jusqu'à présent.

Il semble également probable que les positions des militaires aient assez peu évolué entre 1950 et 1954. La majorité accepta apparemment sous réserve et sans enthousiasme le projet lorsqu'il devint crédible à l'été 1951, avant de passer, au printemps 1952, alors qu'elle jugea que ses conditions n'avaient pas été respectées, à une opposition implacable jusqu'à la toute fin. *A priori*, rien ne suggère que la position des cédistes, qui se rallièrent très tôt au projet, évolua pendant la période étudiée.

Il est difficile, à ce stade, de savoir si des facteurs comme le grade, l'arme (armée de Terre, armée de l'Air, Marine) ou l'expérience peuvent avoir influencé la position des militaires, ce qui permettrait d'expliquer d'éventuelles divergences d'opinion.

La lecture des sources secondaires suggère que l'argument central des anticédistes fut que l'engagement croissant en Indochine empêcherait la France de fournir le plus d'hommes et d'argent à la CED, consacrant sa domination par la Bonn. On peut également souligner, notamment, des craintes concernant l'efficacité de la CED et une désorganisation possible de l'armée française qui compromettrait la défense de l'Union française. En revanche, les cédistes semblent avoir surtout soutenu que le seul moyen pour la France de conserver son statut de grande puissance était d'intégrer une organisation européenne supranationale qu'elle dirigerait. Plusieurs autres arguments furent certainement développés de part et d'autre.

Il semble probable que des variables comme l'indépendance nationale et la puissance coloniale furent primordiales aux yeux des anticédistes, pour qui la CED n'était en aucun cas

nécessaire pour assurer la défense de l'Europe, et lui nuirait même en enlevant au continent la profondeur stratégique nécessaire, en plus d'ébranler l'unité et la cohésion de l'armée et de compromettre la survie de l'Indochine française et de l'Union française en général. En revanche, on peut postuler que les cédistes s'intéressèrent beaucoup à la variable de l'intégration européenne et à ses bienfaits potentiels sur le plan politique.

Les travaux de Philippe Vial portent également à croire que les partisans de la CED, comme le général Ély, insistèrent surtout sur les avantages politiques de celle-ci (tout en critiquant et cherchant à corriger ses lacunes sur le plan militaire), alors que ses adversaires présentèrent des arguments à la fois politiques et militaires.

Enfin, nous savons que des militaires pro- et anti-CED tentèrent d'influencer l'opinion publique et celle des décideurs politiques par des discours et plusieurs publications écrites. Il sera nécessaire d'analyser ces prises de position. Cela est d'autant plus intéressant qu'en vertu du principe républicain de neutralité politique de l'armée, les militaires n'auraient dû se prononcer que sur l'aspect technique du projet. Or, le mémoire de Philippe Vial montre que les anticédistes justifiaient le non-respect de ce principe par la gravité de la menace que représentait à leurs yeux l'armée européenne.

### Intérêt du sujet

Ce sujet est intéressant pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il aborde la position d'un groupe directement concerné par le projet de CED. En effet, les travaux de Vial montrent que les militaires français pesèrent lourd dans le débat. Par exemple, le gouvernement Laniel tenta au printemps de 1954 une opération pour obtenir des haut gradés, sinon leur ralliement un

projet, leur neutralité. Selon Vial, « Le soin apporté à cette entreprise témoigne de l'importance cruciale que revêtait, aux yeux des responsables gouvernementaux, l'attitude des chefs militaires. Leur assentiment semble bien avoir été, dans la problématique de la ratification, l'une des conditions essentielles d'un succès global. L'histoire a confirmé cette intuition puisque chacun de leur refus a coïncidé avec un nouvel ajournement de l'opération. »<sup>38</sup> Il semble donc particulièrement pertinent d'étudier leur position, d'autant plus que, comme nous l'avons vu, ce sujet a été relativement négligé par les historiens.

De plus, la position de l'armée française face à la CED est problématique. Le mémoire tentera d'éclaircir les contradictions et les dilemmes auxquels les militaires étaient confrontés. L'exigence était double et antinomique: combattre en alliance étroite avec les alliés la redoutée menace soviétique, sans sacrifier l'indépendance de l'armée.

Enfin, la recherche, par son examen des réactions d'un groupe clé, permettra de jeter une lumière nouvelle sur les grands enjeux des relations internationales de la France du début des années 1950: guerre froide, décolonisation, intégration européenne, supranationalité, etc. Plus globalement, l'épisode de la CED soulève des questions importantes et toujours actuelles: la sécurité nationale et internationale, la souveraineté, les rapports coloniaux, etc. Il constitue un excellent moyen d'étudier le pays à un moment charnière de son histoire, déchiré entre des impératifs irréconciliables et confronté à ses propres contradictions. En effet, la France, en sortant de la Seconde Guerre mondiale, espérait demeurer une puissance mondiale, mais n'avait pas les moyens de ses ambitions, fait rarement admis à l'époque.

---

<sup>38</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 157.

## Sources

Étant donné le peu d'ouvrages portant de façon précise sur le sujet, le séjour aux archives du Service historique de la Défense (SHD), à Vincennes, près de Paris, a constitué la majeure partie de la recherche. Tous les documents présentant l'opinion de militaires français sur la CED ont été étudiés: lettres, procès-verbaux de réunions d'instances dirigeantes (Comité des chefs d'état-major, Comité de défense nationale, Conseil supérieur de la guerre, etc.), fiches d'information ou de directives, mémorandums, etc. Beaucoup d'importance a été accordée à des personnages comme le maréchal Alphonse Juin et le général Paul Ély, qui se succédèrent à la tête des forces armées pendant cette période, mais aussi à plusieurs autres hauts gradés.

## Méthodologie

Notre approche sera en grande partie comparative. Dans les chapitres 3 et 4, ceux qui reposent le plus sur les archives, nous mettrons en dialogue les sources donnant des points de vue pro- et anti-CED. Il ne s'agira donc pas simplement d'analyser les unes et les autres, mais de voir leurs ressemblances et leurs différences, au niveau de l'argumentation développée, des variables prises en compte, et de la nature des arguments présentés. Le recours à une comparaison aussi systématique que possible permettra de mieux comprendre ce que les sources disent, et parfois ce qu'elles ne disent pas. En effet, nous verrons qu'une réalité fondamentale des relations internationales de la France au début des années 1950 était très rarement reconnue, et encore moins nommée: la France n'avait plus les moyens de ses ambitions, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait, à moins de consentir à des sacrifices immenses que la population aurait sans doute refusés, jouer le premier rôle en Europe tout en demeurant une puissance coloniale. Il sera donc

possible d'interroger ces silences pour mieux comprendre la position des militaires français et, plus globalement, les grands enjeux de la période.

Enfin, nous avons tenté de distinguer les arguments des militaires en fonction de leur provenance et de leur carrière. Nous avons pris soin de vérifier si l'arme (Armée de terre, Armée de l'air, Marine) avait un impact sur le positionnement face à la CED. Comme on le verra, il est nettement plus facile de cerner l'opinion de la Marine que celle de l'Armée de l'air. Nous avons également tenté de déterminer si le grade influençait les opinions, mais cela s'est avéré très difficile, puisqu'il existe très peu de traces de la pensée de militaires du rang, de sous-officiers et d'officiers subalternes. On pourrait faire un constat similaire en ce qui concerne la proximité au pouvoir. En revanche, il a été plus facile de mesurer l'impact de l'expérience personnelle et de la situation géographique.

### Plan

Dans le premier chapitre, nous poserons les données du problème. La première partie sera une mise en contexte. Nous présenterons la situation diplomatique et la politique de défense de la France au tournant des années 1950 ainsi que la situation de l'armée française à cette époque. La deuxième partie présentera l'évolution du projet d'armée européenne, de la nécessité du réarmement allemand à la signature du traité de Paris, le 27 mai 1952.

Le second chapitre, chronologique, se penchera sur la réaction initiale des militaires face au projet, ainsi que son évolution subséquente jusqu'à la fin de la période (août 1954). On y verra qu'une nette majorité des hauts gradés s'opposèrent clairement au projet à partir de l'été 1952 et demeurèrent dans une opposition implacable jusqu'à la toute fin.

Les chapitres 3 et 4 présenteront les arguments des cédistes et des anticédistes, respectivement. C'est ici que plusieurs de nos questions de recherche trouveront réponse. Nous pourrons voir quels furent les principaux arguments de part et d'autre, vérifier si les militaires présentèrent les mêmes arguments que les politiciens, établir dans quelle proportion chaque courant utilisa des arguments militaires et politiques, identifier les variables qui entrèrent dans les réflexions des deux camps, déterminer quels facteurs (arme, grade, proximité au pouvoir, expérience personnelle, situation géographique, etc.) eurent un impact sur les points de vue, etc. Ce sont principalement ces deux chapitres qui distingueront ce mémoire des travaux précédents, notamment le mémoire de Philippe Vial, qui, en raison d'un accès limité aux archives, présente surtout l'évolution chronologique du point de vue des militaires, sans analyser en détail leurs idées et leurs arguments. Ces chapitres constitueront donc le pendant thématique du chapitre 2, essentiellement chronologique. La combinaison de ces deux approches permettra une meilleure compréhension du sujet d'étude.

Ce plan permettra donc de mieux combiner les approches thématique et chronologique alors que, comme nous l'avons mentionné, les historiens ont jusqu'à maintenant eu tendance à raconter l'histoire de l'opposition presque unanime et immuable de l'armée à la CED jusqu'au dénouement, faisant peu de place à une analyse détaillée des arguments des deux camps. Il sera désormais possible de mieux comprendre la pensée des militaires français. Telle sera donc la principale contribution de ce mémoire.

## **Chapitre 1. Les origines de la Communauté européenne de défense**

Avant d'étudier la position des militaires français face au projet de CED, il est nécessaire d'expliquer comment celui-ci en vint à exister. La première partie de ce chapitre sera une mise en contexte. Nous y présenterons la situation diplomatique et la politique de défense de la France au tournant des années 1950, avant d'esquisser la situation de l'armée française à cette époque. La deuxième partie expliquera ce que fut la CED, pourquoi elle fut proposée, et quelles évolutions le projet connut jusqu'à la signature du traité de Paris.

### **Première partie. Mise en contexte**

#### *La situation diplomatique de la France au tournant des années 1950*

La Seconde Guerre mondiale changea définitivement le statut de la France. Même si elle obtint des égards dus à une grande puissance, soit un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et une zone d'occupation en Allemagne<sup>39</sup>, elle dut rapidement faire un apprentissage douloureux: elle n'avait plus les moyens ni le statut pour agir en toute indépendance et imposer ses vues sur la scène internationale.

La France de la Quatrième République tenta de poursuivre le programme peu réaliste défini en 1945, qui reposait sur trois piliers: politique allemande ambitieuse, défense de l'Union française, retour à un rôle mondial. Elle décida de maintenir sa politique d'équilibre entre

---

<sup>39</sup> Notons cependant qu'en revanche elle ne fut pas invitée aux conférences de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945).



l'Ouest et l'Est, espérant préserver l'entente Washington-Moscou dans le cadre de l'ONU et de la sécurité collective<sup>40</sup>. Ces espoirs s'avérèrent rapidement illusoires.

D'abord, la France fut incapable de construire sur les bases du Traité d'alliance et d'assistance mutuelle signé avec l'URSS en décembre 1944. Cette alliance, primordiale pour Paris, n'aurait eu de la valeur aux yeux de Staline qu'en faisant entrer la France dans le système diplomatique soviétique. Les relations entre Paris et Moscou s'envenimèrent sans cesse. Staline refusa constamment d'appuyer la position française sur l'Allemagne afin de ne pas compliquer ses relations avec Washington et Londres, et parce qu'il espérait le maintien d'une Allemagne unie au profit de Moscou<sup>41</sup>.

Au même moment, un rapprochement avec Washington s'effectuait. Le 12 mars 1947, le président Truman énonça sa « doctrine » éponyme, selon laquelle les États-Unis protégeraient les « peuples libres » de l'« avancée communiste ». Ce discours, marquant l'adoption officielle de la politique d'endiguement, eut un grand impact sur les dirigeants français non communistes. Le plan Marshall fut également lancé en 1947. Malgré les pressions françaises, l'URSS refusa l'aide américaine (qui ne venait pas, bien sûr, sans arrière-pensées politiques) et obligea ses satellites à faire de même, accentuant la division du continent.

C'est à partir l'automne 1947 que la France prit conscience de la réalité de la guerre froide, suite au refus soviétique du plan Marshall, aux grèves insurrectionnelles en Italie et en France à l'automne 1947, et au « coup de Prague » (février 1948), qui semblèrent confirmer que

---

<sup>40</sup> Jean-Claude Allain *et al.*, *Histoire de la diplomatie française II. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2007 [2005], p. 378.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 360, 365, 381.

la menace soviétique était réelle, malgré le fait qu'on puisse douter des visées expansionnistes d'une puissance peinant toujours à se relever d'une guerre l'ayant laissée exsangue. L'échec de la conférence des Quatre tenue à Londres de la fin novembre à la mi-décembre 1947 marqua le début de la guerre froide ouverte<sup>42</sup>. La France, qui n'avait pas réussi à maintenir un minimum d'entente entre Washington et Moscou, modifia sa politique extérieure en conséquence: désormais, elle s'appuierait sur la puissance américaine pour résister aux pressions soviétiques, tout en tentant d'organiser la défense du continent européen.

La rupture ouverte entre Washington et Moscou et l'alignement graduel de la France sur le bloc occidental ne pouvait être sans conséquences. Dépendante de l'aide américaine pour assurer sa reconstruction et son réarmement face à une URSS qui semblait désormais de plus en plus menaçante, la France fut contrainte de se plier à de nombreuses décisions des États-Unis. Or, Washington, où l'on considéra très rapidement que l'URSS serait le principal ennemi du pays après la guerre, avait rapidement cessé de voir l'Allemagne comme une menace potentielle; l'adversaire récemment vaincu devint plutôt un enjeu de la guerre froide, un allié potentiel qu'il fallait utiliser contre Moscou. Les États-Unis s'opposèrent donc aux tentatives d'affaiblissement de l'Allemagne par la France, et prônèrent sans tarder le réarmement allemand, auquel ils commencèrent à faire allusion à l'automne 1948<sup>43</sup>.

Dans ce contexte, la France fut contrainte d'abandonner son programme ambitieux et sévère envers l'Allemagne: décentralisation politique, amputations territoriales (rattachement

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 382-383.

<sup>43</sup> Pierre Guillen, « La France et la question de la défense occidentale, du pacte de Bruxelles (mars 1948) au plan Pleven (octobre 1950) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, n° 144, octobre 1986, p. 96.

de la Sarre à la France, internationalisation de la Ruhr, constitution de la Rhénanie en un ou plusieurs États), démantèlement de l'industrie à titre de réparations aux vainqueurs et pour réduire le potentiel économique du pays<sup>44</sup>.

Le projet de décentralisation politique fut presque immédiatement rendu caduc. Les zones d'occupation américaine et britannique furent regroupées dès le 1<sup>er</sup> janvier 1947 pour former la Bizone, devenue la Trizone avec l'intégration de la zone française en juin 1948. Enfin, la République fédérale d'Allemagne (RFA) naquit en mai 1949. Celle-ci, cependant, n'avait pas encore retrouvé sa pleine souveraineté, puisque, notamment, elle demeurait sous occupation militaire et n'avait pas le droit de réarmer, même si les Américains souhaitaient déjà la remilitarisation du pays à l'époque. L'accord de Petersberg (22 novembre 1949) fut la première étape majeure vers l'accession de la RFA à sa pleine souveraineté. En effet, si celle-ci s'engageait à utiliser tous les moyens à sa disposition pour empêcher la reconstitution de forces armées sous quelque forme que ce soit, ce qui paraît étonnant, puisqu'à cette époque les dirigeants américains prônaient déjà depuis un certain temps le réarmement allemand (on peut postuler qu'ils ne voulaient pas choquer leurs alliés, surtout Paris), elle obtint notamment le droit d'établir des relations économiques et consulaires<sup>45</sup>.

Paris fut également incapable d'amputer le territoire allemand. Ses plans pour la Rhénanie ne semblent jamais avoir été sérieusement considérés. Les États-Unis acceptèrent une « européanisation » de la Ruhr, concession purement illusoire pour calmer les opinions publiques inquiètes. En effet, selon Annie Lacroix-Riz, l'Autorité internationale de la Ruhr,

---

<sup>44</sup> Allain *et al.*, *Histoire de la diplomatie française...*, p. 379.

<sup>45</sup> <http://germanhistorydocs.ghi-dc.org/pdf/eng/Founding%208%20ENG.pdf>.

créée en avril 1949 et dont la RFA fut autorisée à devenir membre à part entière suite à l'accord de Petersberg, relevait du mythe: « le pouvoir sur la Ruhr, ôté nettement, à la Conférence tripartite de Londres, début de 1948, aux pays victimes de l'occupation allemande fut, depuis l'automne 1948, quasi officiellement restitué à l'Allemagne occidentale [...] »<sup>46</sup> La Sarre devint un protectorat français en 1947, mais fut plus tard rattachée à la RFA.

Enfin, l'accord de Petersberg sonna le glas des ambitions de Paris en matière de démantèlement industriel. Son article 8 contenait une longue liste détaillée, préparée par les Américains en compagnie de grands intérêts allemands, des installations industrielles dont le nom serait retiré de la liste des réparations et le démantèlement immédiatement arrêté, incluant notamment des fabriques d'essence et de caoutchouc synthétiques et des entreprises sidérurgiques. Il stipulait également que « tout démantèlement sera arrêté à Berlin »<sup>47</sup>.

Bref, l'ultimatum américain de septembre 1950 eut lieu dans un contexte où la France en perte de puissance et de rang, dépendante de Washington pour sa sécurité et son réarmement, ne pouvait plus imposer ses vues sur la scène internationale. Qu'elle ait dû renoncer à l'ensemble de son programme allemand en est la preuve la plus éclatante.

### *La politique française de défense, 1947-1950*

La nouvelle donne mondiale eut un impact considérable sur la politique de défense française, car le pays n'avait plus les capacités lui permettant d'agir de façon indépendante.

---

<sup>46</sup> Annie Lacroix-Riz, « Vers le plan Schuman: Les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950), première partie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 155, juillet 1989, p. 32.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 33-34.

En effet, depuis Paris, l'Allemagne fut perçue comme la principale menace jusqu'à la fin 1947. La France devait surtout empêcher sa renaissance économique et politique plutôt que de se prémunir contre une nouvelle agression armée, ce qui faisait de l'effort diplomatique la clé de voûte de sa politique de défense. Cette relégation de l'effort militaire au deuxième rang ne pouvait que convenir à un pays dont les forces armées se trouvaient dans un piètre état<sup>48</sup>.

Son effort diplomatique fut marqué par la signature avec le Royaume-Uni du traité de Dunkerque (mars 1947), explicitement dirigé contre l'Allemagne, et qui complétait le traité anglo-soviétique de 1942 et le traité franco-soviétique de 1944. La France, en revenant au système d'alliances pré-1914, entendait donc mener une politique d'indépendance nationale. Cependant, l'évolution du contexte international lui fit rapidement comprendre qu'elle n'en avait plus les moyens. D'abord, l'Allemagne devint vite un enjeu de la guerre froide. Ensuite, comme nous l'avons vu, le danger allemand fut rapidement remplacé par le danger soviétique. Puisqu'une agression soviétique paraissait désormais plus probable, il fallait que l'effort militaire devienne aussi important que l'effort diplomatique. Or, la France se trouvait incapable de reconstruire son armée et de se défendre sans aide, rendant caduque sa politique d'indépendance nationale. Tirant les conséquences de cette leçon, elle prôna dès lors l'organisation d'une défense collective de l'Europe de l'Ouest<sup>49</sup>.

Ce changement fut concrétisé par la signature, en mars 1948, du traité de Bruxelles avec le Royaume-Uni et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), qui créa l'Union occidentale (UO). Or, cette nouvelle tentative s'avéra vite insuffisante. L'UO disposait de moyens limités,

---

<sup>48</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 36.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 36-37.

puisque les pays du Benelux comptaient peu sur le plan militaire, et surtout parce que Londres refusait de s'engager sur le continent, prônant une stratégie périphérique de défense du « réduit britannique », alors que les Français réclamaient sans cesse une défense sur l'Elbe. La stratégie britannique signifiait une répétition du scénario de la Seconde Guerre mondiale: l'Europe occidentale ne serait pas immédiatement défendue, mais libérée après une occupation potentiellement longue. Enfin, la France estimait que l'UO passait de plus en plus sous contrôle britannique, faisant de ses membres continentaux de simples auxiliaires de la défense du Commonwealth. Elle jugea donc que la clé de sa sécurité passait désormais par les États-Unis, dont l'aide avait d'ailleurs été jugée indispensable dès la fin 1947<sup>50</sup>.

C'est dans ce contexte que fut établie en avril 1949 l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La France s'efforça de faire reconnaître par la nouvelle alliance la priorité absolue de la défense du continent européen et d'obtenir un engagement formel de Washington à cet égard permettant une défense largement au-delà du Rhin. Le plan à moyen terme adopté par le *Standing Group* (Groupe permanent) le 13 mai 1950 lui donna plusieurs causes de satisfaction, puisqu'il reconnaissait « l'importance de la défense du continent ouest-européen (l'effort principal y est à effectuer dès le début, et il faut y employer le maximum des moyens de renforcement); la nécessité de “maintenir l'ennemi aussi loin à l'Est en Allemagne que possible”; la participation de l'ensemble des forces aériennes à la bataille terrestre; l'engagement de l'aviation stratégique au service de la bataille tactique; l'augmentation de l'effort initial des Etats-Unis. »<sup>51</sup>

---

<sup>50</sup> Guillen, « La France et la question de la défense occidentale... », p. 81-82.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 85. Toutefois, les États-Unis paraissaient vouloir n'engager que leur aviation et leur marine, les puissances continentales devant fournir l'infanterie.

Paris ne cessa de réclamer l'aide américaine et une intégration renforcée de l'OTAN selon trois axes: renforcement de l'exécutif, établissement d'un début de commandement intégré, mise sur pied de structures permettant de fixer un budget de défense commun<sup>52</sup>. Deux mémoires furent adressés en ce sens au gouvernement américain, les 5 et 17 août 1950. Un grand pas fut franchi à la réunion du comité de défense du Pacte atlantique du 18 décembre, lorsque Washington annonça la création du *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* (SHAPE), un geste qu'ils avaient menacé de ne poser qu'après le recrutement des contingents allemands<sup>53</sup>. Ces demandes étaient nécessaires dans un contexte où la France n'avait pas les moyens financiers de son réarmement, comme nous le verrons, et où la guerre d'Indochine accaparait des ressources sans cesse croissantes.

#### La situation de l'armée au tournant des années 1950

Si la France se trouvait dans une posture difficile sur la scène internationale à l'automne 1950, la situation de ses forces armées n'était guère plus reluisante. Selon Philippe Vial, celles-ci étaient en guerre, écartelées entre deux missions et en crise, à la fois dans ses relations avec le pouvoir politique et à l'interne.

L'armée se battit presque sans arrêt de 1939 à 1962. Après avoir affronté les Britanniques et la France libre, puis l'Axe, elle s'engagea en Indochine en 1946, dans ce qui devint rapidement une « guerre sale » extrêmement coûteuse contre un groupe indépendantiste

---

<sup>52</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 43.

<sup>53</sup> Georgette Elgey, *Histoire de la IV<sup>e</sup> République. Deuxième partie: La République des contradictions (1951-1954)*, Paris, Fayard, 1993 [1968], p. 277. Ce commandement unifié commença à fonctionner sous la direction du général Eisenhower en avril 1951.

organisé. La présentation du plan Pleven à l'Assemblée nationale française (24 octobre 1950) eut lieu quelques jours seulement après une défaite majeure à Cao Bang.

L'Indochine représenta une charge insoutenable pour un pays qui s'était engagé à un important réarmement dans le cadre du traité de Bruxelles<sup>54</sup>. Dès février 1950, le Comité des chefs d'état-major constata que la France devait choisir entre le réarmement européen et l'Indochine, et envisagea de reléguer celle-ci au deuxième rang des priorités militaires, mais les gouvernements successifs furent incapables (ou refusèrent) de trancher de façon claire et durable. La priorité fut accordée au réarmement en avril 1950, puis à l'Indochine après la défaite de Cao Bang, malgré l'opposition du CCEM. Il s'avéra néanmoins impossible de fournir les troupes réclamées par les commandants en Indochine, et le réarmement redevint la priorité en janvier 1951<sup>55</sup>. Cependant, 15 000 hommes, la moitié de ce qui était demandé, furent envoyés; il s'agissait d'une solution à court terme, puisqu'une quantité équivalente d'effectifs devait rentrer en France le 1<sup>er</sup> juillet 1952. Le ministre de la Défense nationale, Jules Moch, déclara au Conseil supérieur des Forces armées (CSFA) du 9 juillet 1951 que le gouvernement ne pouvait alors choisir entre le réarmement européen et l'Indochine<sup>56</sup>.

L'historien Mark Thompson considère que le gouvernement ne fut pas réellement incapable de choisir; en réalité, les partisans d'un renforcement de la présence militaire française considéraient que la poursuite du conflit renforcerait la position de la France au sein de

---

<sup>54</sup> À la réunion de l'Union occidentale du 15 juillet 1949, la France avait promis de mettre sur pied avant la fin 1951 une armée moderne de 20 divisions et demie, ce qui représentait une dépense de 2 347 milliards de francs. L'année suivante, il fut décidé par le ministère des Affaires étrangères et l'état-major de reporter à juillet 1954 l'achèvement de ce programme bien trop ambitieux vu les moyens financiers français. Guillen, « La France et la question de la défense occidentale... », p. 93.

<sup>55</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 11-18.

<sup>56</sup> Procès-verbal du CSFA du 9 juillet 1951, SHD, GR 7 R 2.



l'Alliance atlantique plutôt que de l'affaiblir <sup>57</sup>. En effet, la France, en poursuivant vigoureusement son effort en Indochine, prouverait à ses alliés qu'elle faisait sa part dans la lutte contre le communisme et convaincrait ainsi les États-Unis de ne pas retourner à la stratégie périphérique et même d'accepter des délais dans le réarmement européen sans réarmer la RFA en dehors du cadre du plan Pleven. La France devait également prouver en continuant ses efforts qu'elle demeurait une grande puissance. Bref, il n'était donc pas question de choisir entre l'Europe et l'Indochine pour les partisans du renforcement, puisque les considérations impériales ne contredisaient pas les priorités européennes et atlantistes de la France, mais au contraire les renforçaient<sup>58</sup>.

Quoi qu'il en soit, les chefs militaires tentèrent en vain de convaincre les gouvernements successifs d'adopter le service militaire de deux ans et la possibilité d'utiliser les troupes ainsi recrutées en Indochine, seul moyen, selon eux, pour la France de combler les demandes de renforts et ainsi ne pas devoir choisir entre ses deux missions. Or, le service militaire venait de passer de 12 à 18 mois en octobre 1950, rendant une nouvelle extension peu envisageable, et il semble qu'un gouvernement aurait signé son arrêt de mort en envoyant le contingent en Indochine<sup>59</sup>. Un autre problème était la difficulté croissante dans le recrutement de soldats de

---

<sup>57</sup> Le débat concernant la réponse à donner aux demandes de renforts du général de Lattre en Indochine eut lieu début 1951. Les partisans du renforcement étaient dirigés par Jean Létourneau, ministre chargé des Relations avec les États associés. L'appuyaient notamment René Pleven et Henri Queuille, qui se succédèrent comme présidents du Conseil, le vice-président du Conseil des ministres Georges Bidault, le ministre de la France d'Outre-Mer François Mitterrand et le président de la République Vincent Auriol. Mark Thompson, « Defending the Rhine in Asia: France's 1951 Reinforcement Debate and French International Ambitions », *French Historical Studies*, vol. 38, n° 3, août 2015, p. 490.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 490-495. Thompson souligne que, comme leurs adversaires, les partisans du renforcement considéraient la victoire militaire impossible. La différence vient du fait que, si les premiers souhaitaient une solution politique dans les plus brefs délais, ces derniers estimaient que les négociations ne devaient pas être entamées avant qu'une situation militaire plus favorable à la France ait été établie, qu'un gouvernement vietnamien stable et populaire ait été formé, et qu'une armée vietnamienne ait été créée.

<sup>59</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 16.

métier, les seuls qui pouvaient être envoyés en Indochine, nécessaires pour assurer l'encadrement des nouvelles recrues fournies par l'allongement du service militaire, en raison notamment de l'obligation pour ceux-ci d'aller faire la « guerre sale » en Asie<sup>60</sup>.

Il y avait donc un blocage, des différences de vues et un dialogue de sourds entre politiciens et militaires, comme le prouve cet échange pendant le CSFA du 9 juillet 1951 :

Le Général LECHÈRES: Nous sommes devant un problème pour faire le réarmement qui est d'abord un problème de recrutement de personnel militaire pour l'Armée de Terre comme pour l'Air. Or ce qui est le plus pénalisant à l'heure actuelle c'est incontestablement l'influence de l'Indochine sur ce problème de recrutement.

Le Général VALLUY: Quelque *[sic]* soit la solution adoptée il faudra dire à un moment donné que nous sommes dans l'impossibilité absolue de donner satisfaction au Général DE LATTRE.

Le Général LECHÈRES: Je l'ai dit.

Le Général VALLUY: C'est la matière première qui manque.

Le Général BLANC: Les Chefs d'État-Major l'ont écrit.

Le Président MOCH: Je ne crois pas à une impossibilité absolue<sup>61</sup>.

Bref, il faut se rappeler que l'Indochine demeura sans cesse une hypothèque pesant sur le réarmement européen de la France. Cette guerre et le projet de CED furent donc intimement liés pendant toute la période étudiée. Comme nous le verrons, l'Indochine fut au cœur de la réflexion et de l'argumentation des chefs militaires anticédistes.

Enfin, l'armée était en état de crise au tournant des années 1950, notamment dans ses rapports avec le pouvoir politique. L'incapacité de celui-ci à fixer une politique militaire cohérente aux priorités claires, à laquelle contribua sans doute l'instabilité ministérielle (neuf gouvernements se succédèrent pendant l'épisode de la CED), poussa plusieurs chefs militaires

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>61</sup> Procès-verbal du CSFA du 9 juillet 1951, SHD, GR 7 R 2.

à vouloir jouer un rôle politique et même à considérer que l'accomplissement de leur devoir pouvait passer par la désobéissance. L'exemple marquant fut celui de la Seconde Guerre mondiale, où la rébellion gaulliste contre Vichy avait permis d'effacer l'humiliation de 1940. L'apolitisme et le silence de l'armée avaient cessé d'être des principes inattaquables; l'obéissance pouvait même parfois être une trahison<sup>62</sup>. Les chefs militaires se montrèrent de plus en plus méfiants, voire méprisants, envers le pouvoir politique et la Quatrième République elle-même, en raison notamment de la conduite de la guerre d'Indochine, de l'« épuration des cadres » de l'armée, des réductions des budgets militaires, etc.

À l'interne, l'armée était confrontée à une crise identitaire. Son lien avec la Nation avait été fortement affaibli par son écrasement en 1940 et son obéissance initiale à Vichy. Or, selon Vial, elle empira les choses en refusant de procéder à un examen de conscience et d'admettre publiquement son rôle dans la défaite, tentant plutôt de faire oublier ses errements en insistant sur sa participation à la Résistance. Mais, en fin de compte, le procès de l'armée aurait requis le procès de la Nation, impossible politiquement<sup>63</sup>.

Bref, le projet de CED fut lancé par la France dans un contexte extrêmement difficile pour elle à plusieurs égards, à commencer par la question de sa place dans le monde. Elle avait dû faire le deuil de son statut de grande puissance, devenant une puissance moyenne dépendante d'une nouvelle superpuissance. Peut-on avoir une preuve plus claire de cette perte de rang que le fait qu'elle fut rapidement obligée d'abandonner la quasi-totalité de son programme envers l'Allemagne? La perte d'importance de l'Hexagone eut, nous l'avons vu, un grand impact sur

---

<sup>62</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 19-22.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 27-30.

sa politique de défense. La situation était également préoccupante du côté de l'armée, qui se trouvait en guerre, écartelée entre deux missions vu l'incapacité ou le refus des gouvernements successifs de faire des choix, et en état de crise avec la pouvoir politique ainsi qu'à l'interne.

## **Deuxième partie. Les origines immédiates de la CED et l'évolution du projet jusqu'au traité de Paris**

### *La nécessité du réarmement allemand*

Dans ce contexte de dépendance et de faiblesse françaises, il ne faut pas se surprendre que le réarmement allemand ait semblé nécessaire au gouvernement américain, qui l'évoqua indirectement dès l'automne 1948 avant d'en parler ouvertement en novembre 1949, même si de futurs responsables de la politique allemande de Washington comme John McCloy et Lucius Clay avaient développé dès 1945 des projets en ce sens<sup>64</sup>. Cette nécessité relevait du simple bon sens. Comme l'écrit Guillen, « Puisque la France s'avère incapable de mettre sur pied les divisions qu'elle a promises, comment peut-elle s'opposer à la levée de divisions allemandes, à laquelle le gouvernement américain ne se résout que devant la carence française qui compromet le réarmement européen? »<sup>65</sup> De plus, la revendication française d'un engagement militaire important sur le continent pour permettre une défense à l'Est du Rhin rendait la participation allemande d'autant plus nécessaire. Bref, il serait absurde de renoncer à l'apport allemand alors que le continent peinait à se réarmer face à une URSS puissante et supposément expansionniste.

---

<sup>64</sup> Annie Lacroix-Riz, « Vers le plan Schuman: Les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950), deuxième partie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 156, octobre 1989, p. 35. McCloy et Clay furent respectivement haut-commissaire des États-Unis en Allemagne occupée (1949-1952) et gouverneur de la zone d'occupation américaine (1947-1949).

<sup>65</sup> Guillen, « La France et la question de la défense occidentale... », p. 96.

Les militaires français furent donc rapidement convaincus que le réarmement allemand était non seulement inévitable mais indispensable, alors que les politiciens s'y opposèrent longtemps.

L'explosion de la première bombe atomique soviétique en août 1949 et, surtout, l'invasion de la Corée du Sud par son voisin du Nord avec l'accord de l'URSS et de la Chine en juin 1950, qui semblait confirmer que le communisme international était prêt à prendre les armes pour s'étendre, auraient fait naître un sentiment d'urgence chez les Américains. Dès le mois de septembre, ceux-ci annoncèrent qu'ils acceptaient les demandes françaises évoquées précédemment, mais à condition que Paris admette le principe du réarmement allemand. Il s'agissait d'un véritable ultimatum; la France, si elle refusait, serait écartée des négociations concernant l'Allemagne, ce qu'elle ne pourrait accepter. Elle courait également le risque que les États-Unis réarment directement la RFA et, ainsi, que des relations militaires directes soient nouées entre Bonn et Washington.

Notons cependant qu'Annie Lacroix-Riz offre une perspective différente. Selon elle, les archives du quai d'Orsay attestent l'absence de panique, invalidant la thèse voulant que le réarmement allemand n'ait été accepté, après plusieurs angoisses et hésitations, que dans le contexte de « panique » provoqué par la guerre de Corée<sup>66</sup>. Par contre, celle-ci servit très bien les projets américains de remilitarisation de l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, la France se trouvait acculée au pied du mur.

---

<sup>66</sup> Annie Lacroix-Riz, « Vers le plan Schuman: Les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950), première partie », p. 35.

### *Du plan Pleven (octobre 1950) au traité de Paris (27 mai 1952)*

Les États-Unis s'étant dits prêts à discuter des modalités du réarmement allemand, mais non de son principe, les dirigeants français se mirent à l'ouvrage. Le 16 septembre, Jean Monnet, commissaire général au Plan, proposa au ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, un réarmement allemand dans « le cadre européen supranational d'un plan Schuman élargi »<sup>67</sup>. Il s'agissait d'une référence à la déclaration du 9 mai 1950, qui avait lancé l'idée de construction européenne, et aboutit à la création, par le traité de Paris du 18 avril 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Le projet fut présenté le 24 octobre à l'Assemblée nationale par le président du Conseil, René Pleven. Le plan Pleven prévoyait la création d'une armée européenne dirigée par un ministre européen de la Défense, avec un budget commun et un équipement standardisé. Les troupes allemandes seraient intégrées dans les divisions au niveau le plus bas possible, idéalement le bataillon de 1 000 hommes<sup>68</sup>. L'armée serait sous les ordres du commandant de l'OTAN, qui disposerait à la fois de divisions nationales (dont aucune ne serait allemande) et de divisions européennes à participation allemande. Elle serait composée d'environ 100 000 hommes, soit l'équivalent de six divisions, dont seulement entre 4 800 et 7 200 seraient allemands<sup>69</sup>. Le plan fut accueilli avec réticence, vu non sans raison par les alliés de la France comme une manœuvre dilatoire qui ne prévoyait pas l'engagement d'un nombre suffisant de troupes, surtout du côté allemand. Cependant, le chancelier Adenauer se rallia au projet le 8

---

<sup>67</sup> Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2008 [2001], p. 85.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 85-86.

<sup>69</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 48-49. Vial cite l'estimation de René Massigli, alors ambassadeur de France au Royaume-Uni.

novembre, Schuman ayant garanti l'égalité des droits pour la RFA. Rejetant le plan américain (plan Spofford prévoyant l'intégration des forces allemandes dans l'OTAN sans état-major ou ministre de la Défense allemand), Adenauer contribua au feu vert donné par Washington au début des négociations sur la base du plan Pleven<sup>70</sup>.

Les discussions commencèrent à Paris le 15 février 1951 entre la France, la RFA, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Les Pays-Bas ne se joignirent aux négociations qu'en octobre, après avoir été observateurs<sup>71</sup>. Celles-ci furent pénibles jusqu'à ce que Washington et Bonn sortent de leur réserve envers le projet en juin-juillet 1951. Le 24 juillet, un accord intérimaire fut conclu pour créer l'armée européenne, désormais appelée Communauté européenne de défense. Certains auteurs ont vu dans ce glissement lexical le symbole du saut qualitatif effectué depuis février 1951. En effet, ce qui n'avait été qu'une manœuvre dilatoire antiallemande devenait un projet crédible et constructif, comme l'écrit Georgette Elgey: « Entre cette Communauté européenne de Défense, qui tend à “superposer (aux) patriotismes nationaux un patriotisme européen élargi” et l'armée européenne définie cinq mois auparavant par le mémorandum du 15 février, il n'est pas de point commun. L'une épouse les thèses de l'Europe supranationale; l'autre [...] se préoccupait de limiter le réarmement allemand. »<sup>72</sup>

Un projet de traité fut signé le 1<sup>er</sup> février 1952 et approuvé par le Conseil atlantique de Lisbonne et les parlements des six États signataires. Enfin, le traité de Paris fut signé le 27 mai 1952. Le traité, valable pour 50 ans, créait la Communauté européenne de défense, dont les

---

<sup>70</sup> Bitsch, *op. cit.*, p. 86.

<sup>71</sup> Les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres membres de l'OTAN étaient également observateurs. Notons que des négociations parallèles concernant les modalités et l'importance de la participation allemande à la défense de l'Europe avaient commencé à Petersberg le 9 janvier.

<sup>72</sup> Elgey, *op. cit.*, p. 295.

institutions, les forces armées et le budget seraient communs. Celle-ci serait constituée de 40 divisions nationales (14 pour la France, 12 pour la RFA, 11 pour l'Italie et une pour chacun des pays du Benelux) de 13 000 hommes chacune. Par souci d'efficacité, la France avait donc dû consentir à des unités de base nettement plus importantes que celle qu'elle avait proposé dans le plan Pleven. L'OTAN détiendrait le commandement suprême des forces européennes. Le traité prévoyait plusieurs mesures discriminatoires envers la RFA: limitation de ses forces armées à ses 12 divisions au sein de la CED, les autres membres ayant le droit de conserver des forces nationales distinctes de la Communauté, notamment pour des raisons coloniales, disposition particulièrement importante pour Paris; interdiction de produire des armes ABC (atomiques, biologiques ou chimiques); participation seulement indirecte à l'OTAN, car elle ne serait pas admise à l'Alliance atlantique. Enfin, la CED, notamment en raison des craintes françaises quant à la souveraineté nationale, serait moins supranationale que ne l'avait prévu le plan Pleven: il n'y aurait plus de ministre européen de la Défense, mais un Commissariat de neuf membres. Le véritable pouvoir décisionnel appartiendrait au Conseil des ministres nationaux, dont le Commissariat devrait appliquer les mesures. La CED posséderait la même Assemblée et la même Cour de justice que la CECA<sup>73</sup>.

Le traité de Paris était étroitement lié aux accords de Bonn, signés la veille, qui donnaient à la RFA sa pleine souveraineté, sauf pour les questions de l'Allemagne dans son ensemble (c'est-à-dire la réunification) et de Berlin, où les puissances occupantes conservaient un droit de regard. L'interdiction de réarmer était levée et le statut d'occupation aboli, les troupes d'occupation devenant officiellement des troupes de sécurité. L'entrée en vigueur des accords

---

<sup>73</sup> À une nuance près. L'Assemblée CED aurait compté neuf membres de plus (trois Français, trois Allemands, trois Italiens) que l'Assemblée CECA. Voir Bitsch, *op. cit.*, p. 88.



de Bonn dépendait de celle du traité de Paris; la RFA ne deviendrait pleinement souveraine qu'à la création de la CED, qui n'avait plus besoin, pour naître, que d'être ratifiée par les parlements des six États signataires. Mais les difficultés ne faisaient que commencer.

## **Chapitre 2. L'évolution de la position des militaires français face au projet de Communauté européenne de défense**

Dans ce chapitre, nous étudierons la position des militaires français face à la CED. Pour commencer, nous verrons que, si ceux-ci avaient accepté et réclamé depuis longtemps le réarmement allemand, ils prônaient, pour la plupart, l'intégration rapide de troupes allemandes au sein de l'OTAN assortie de garanties contre la renaissance d'une armée allemande. Ils n'acceptèrent le projet d'armée européenne supranationale qu'à contrecœur, jugeant leur solution meilleure à tous égards. Puis, nous présenterons l'évolution de leur position face au projet de CED. Ce chapitre sera donc essentiellement chronologique, et présentera surtout le point de vue majoritaire: après l'indifférence envers l'armée d'européenne, la majorité des chefs militaires passèrent de l'acceptation conditionnelle au refus implacable et définitif.

### *Une acceptation hâtive du réarmement allemand*

Comme nous l'avons vu, les chefs militaires français furent rapidement convaincus de la nécessité du réarmement allemand. Dès 1947, l'état-major prit conscience que la France ne pouvait assurer seule sa sécurité, et commença à considérer l'URSS comme la principale menace pour la sécurité du pays. Il considéra donc rapidement que le traité de Dunkerque (mars 1947) était inadapté à la nouvelle réalité géostratégique. D'abord, il était explicitement tourné vers l'Allemagne. Ensuite, il ne faisait rien pour pallier l'affaiblissement de l'armée française en Europe provoqué par la guerre d'Indochine<sup>74</sup>.

---

<sup>74</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 36-37.

En novembre 1948, le vice-amiral Lemonnier, chef d'état-major général de la Marine, demanda que le réarmement allemand, « question d'actualité d'importance primordiale », soit inscrite à l'ordre du jour du CCEM. Plusieurs arguments furent développés: il serait peu raisonnable de renoncer à l'aide d'un « peuple guerrier, farouchement anticomuniste »; une Allemagne sans charge militaire pourrait trop se développer économiquement; on ne pouvait laisser l'Ouest désarmée face à l'Est en voie de remilitarisation, les Soviétiques ayant notamment formé une « police populaire » de 100 000 hommes dans leur zone d'occupation; une Allemagne neutralisée et démilitarisée entrerait dans le giron soviétique; etc.<sup>75</sup>

Mais le facteur le plus important fut sans doute l'incapacité de la France, en raison de son engagement croissant en Indochine, d'assurer son programme de réarmement au sein de l'OTAN, que ce soit sur le plan militaire ou financier. Le réarmement allemand, constamment réclamé par les généraux américains au *Standing Group* de l'OTAN, n'en paraissait évidemment que plus nécessaire et urgent<sup>76</sup>. La stratégie en avant (défense le plus à l'Est du Rhin possible) réclamée par la France faisait de la participation de Bonn une nécessité géographique, puisqu'il serait absurde que Bonn ne contribue pas à la défense de son propre territoire; de plus, cette stratégie impliquait la présence permanente d'un grand nombre de troupes sur le continent, rendant nécessaire, encore une fois, un apport allemand significatif.

---

<sup>75</sup> Pierre Guillen, « Les chefs militaires... », p. 4.

<sup>76</sup> Mémoire du CCEM adressé par Juin à Bidault, 15 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8. Le CCEM souligne que « [l]es Américains ont été conduits à admettre d'une manière définitive la nécessité d'une participation allemande à la défense de l'Europe en constatant les difficultés que rencontrait la FRANCE dans son propre réarmement. » Si Paris avait été en mesure de mettre sur pied dans les délais voulus une force suffisante pour servir de base à la défense commune, le réarmement allemand aurait pu être évité ou nettement réduit. Mais les charges de l'Indochine avaient empêché ce réarmement.

Il restait à déterminer dans quel cadre ce réarmement s'inscrirait. Plusieurs projets d'organisation de la défense de l'Europe de l'Ouest furent proposés. De Gaulle prôna une confédération européenne dirigée par un Conseil des puissances et son état-major combiné. La création de contingents allemands ne serait pas inquiétante dans cette organisation dirigée par Paris. Les généraux Ély et Stehlin prônèrent l'intégration de la RFA à l'Union occidentale du traité de Bruxelles, qui permettrait, selon Stehlin, de contrôler le réarmement et de le rendre plus acceptable en France: « Ne serait-il pas plus facile de faire entrer l'Allemagne de l'Ouest, progressivement et avec les précautions qui s'imposent dans un ensemble européen déjà fort, plutôt que d'avoir à affronter en France [...] les campagnes violentes qui seront menées contre son réarmement et son adhésion à l'Alliance atlantique? »<sup>77</sup>

Mais la majorité des chefs militaires français prônèrent une autre solution, celle dont ils discutaient avec leurs homologues américains depuis 1947: la création de divisions allemandes mises à la disposition de l'OTAN et intégrées à l'échelon du corps d'armée. Il s'agissait, à leurs yeux, du moyen le plus rapide, pratique, efficace et sécuritaire de réarmer la RFA. Les hauts gradés avaient deux préoccupations majeures à concilier: d'une part, convaincus qu'une invasion soviétique constituait une menace réelle, ils voulaient un renforcement de l'OTAN par des unités allemandes opérationnelles dans les plus brefs délais; d'autre part, ils réclamaient des garanties contre la reconstitution d'une armée allemande supérieure à l'armée française, et pour le maintien de la position privilégiée de la France au sein de l'OTAN, au même rang que les États-Unis et le Royaume-Uni<sup>78</sup>.

---

<sup>77</sup> Paul Stehlin, *Témoignage pour l'histoire*, Paris, Laffont, 1964, p. 345-346.

<sup>78</sup> Pierre Guillen, « Les chefs militaires... », p. 8.

À leurs yeux, les propositions américaines au Comité de Défense du Pacte atlantique du 26 octobre 1950 satisfaisaient à ces deux exigences. D'abord, elles prévoyaient la mise sur pied de divisions allemandes avec leurs unités d'appui et leurs services, dont le recrutement, l'équipement, l'entraînement et l'administration seraient assurés par une Agence fédérale allemande, avec des officiers allemands dans les états-majors des commandements et des grandes unités alliées supérieures. Ensuite, ce réarmement serait accompagné d'une série de garanties contre la reconstitution d'une armée allemande: intégration des divisions allemandes au niveau du corps d'armée; absence d'état-major général allemand ou de bureaux d'opérations allemands aux échelons supérieurs à la division; limitation du nombre des divisions allemandes au cinquième du nombre des divisions alliées disponibles en Europe occidentale; aucune attribution stratégique ou tactique pour l'Agence fédérale allemande, qui serait dirigée par un civil et comprendrait une mission alliée d'instruction des chefs militaires dirigée par un inspecteur général provenant des forces d'occupation; maintien de l'interdiction de fabriquer des armements offensifs et des matériels lourds; etc.<sup>79</sup>

Cependant, le gouvernement français choisit de ne pas retenir ce projet. Si les militaires durent s'incliner, le ton avait été donné: pour la plupart, ils ne cessèrent de penser que l'admission de la RFA à l'OTAN constituait à tous égards le meilleur moyen de réarmer l'Allemagne et ainsi d'assurer la sécurité du continent européen.

---

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 8-9.

### *L'indifférence initiale (automne 1950-été 1951)*

Les chefs militaires durent donc accepter à contrecœur le projet d'armée européenne supranationale. Le général Juin, par exemple, initialement « pas “chaud” pour cette formule », expliqua au Comité de Défense nationale (CDN) du 24 avril 1952 qu'il s'y était rallié « parce qu'il est indispensable de renforcer tout de suite la défense de l'Europe Occidentale et qu'une position négative aurait conduit à la reconstitution de l'armée allemande, avec la complicité des États-Unis. »<sup>80</sup> Par la suite, les militaires ne cessèrent jamais de tenter d'influencer les négociations en deux sens: préserver autant que possible l'autonomie et la cohésion de l'armée française et assurer à la France un rôle dirigeant dans la CED<sup>81</sup>.

En réalité, cependant, l'armée européenne ne fut pas au cœur des préoccupations de l'armée française à cette époque. Selon Philippe Vial, cela s'explique par le fait que le projet ne devint crédible qu'à l'été 1951; ce n'est qu'à ce moment que les chefs militaires durent l'intégrer sérieusement dans leurs plans. L'étude des réunions du CCEM confirme cette observation. L'armée européenne figure à l'ordre du jour de la réunion du 28 novembre 1950, mais ne fut discutée de nouveau qu'en septembre 1951<sup>82</sup>.

Le seul document important pour cette période est le mémorandum du CCEM du 6 février 1951, dans lequel les chefs d'état-major exprimèrent leurs réserves au ministre de la Défense nationale, Jules Moch: « Une armée européenne devrait être l'instrument militaire d'une Europe unifiée politiquement et économiquement. Mise à la disposition d'un

---

<sup>80</sup> Procès-verbal de la réunion du CDN du 24 avril 1952, SHD, GR 2 Q 17. Notons que Juin serait élevé à la dignité de maréchal de France en juillet 1952.

<sup>81</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 9.

<sup>82</sup> SHD, GR 6 R 4; SHD, GR 6 R 7.

gouvernement fédéral européen, cette armée trouverait sa force morale et sa cohésion dans un patriotisme élargi et dans la conviction que les intérêts de chaque État sont mieux garantis par une association complète. » Il aurait fallu commencer par créer des institutions politiques, « l'armée européenne venant en fin de plan couronner l'édifice économique et politique déjà en place »<sup>83</sup>. Bref, on avait mis la charrue avant les bœufs, ce qui menaçait l'efficacité de la défense occidentale, puisqu'on risquait de s'engager dans une impasse en raison de la difficulté de trouver une solution conciliant l'efficacité militaire et les conditions politiques imposées à l'Allemagne (réduction au maximum de l'organisation allemande)<sup>84</sup>.

Il faut attendre l'été 1951 pour voir l'armée se pencher sérieusement sur le projet, qui prit à ce moment le nom de Communauté européenne de défense. Cela explique que nous passions aussi rapidement sur la période s'étendant de l'automne 1950 à l'été 1951.

#### *L'acceptation conditionnelle (été 1951)*

Les critiques des chefs militaires se poursuivirent à l'été 1951, après que l'accord intérimaire du 24 juillet eut fait de l'armée européenne un projet crédible à leurs yeux. D'abord, ils continuèrent de reprocher au gouvernement d'avoir mis la charrue avant les bœufs. Ensuite, ils craignaient que la CED ne soit inefficace. Ils avaient initialement justifié cette crainte par la faible contribution allemande que prévoyait le plan Pleven. Cet argument devenu caduc, ils évoquèrent la mise en œuvre de la CED, qui, selon eux, serait très longue et désorganiserait ce qui existait déjà, affaiblissant, pendant un temps indéterminé, une défense occidentale déjà

---

<sup>83</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 10. Nous n'avons malheureusement pas trouvé ce mémorandum lors de notre recherche aux archives. Guillen ne donne pas de source en citant le mémorandum du 6 février.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 10-11.

fragile. De plus, la CED serait moins solide et motivée qu'une armée nationale, puisqu'elle précéderait l'existence d'une Europe politique et donc d'un patriotisme européen. « [L]es pertes en efficacité risquent d'être telles qu'on peut légitimement se demander si elles n'annulent pas les avantages de la participation allemande ainsi permise. »<sup>85</sup>

Les militaires avaient d'autres craintes. Ils souhaitaient absolument éviter la scission de l'armée française en deux parties, une européenne et une nationale. On redoutait également que l'armée soit déclassée et perde son rang mondial. Comme l'accord intérimaire prévoyait une force allemande d'environ 70 000 à 90 000 hommes seulement, la France pouvait espérer qu'elle dominerait largement la future CED. Cette inquiétude, d'abord mineure, allait devenir fondamentale. En effet, comme nous l'avons vu, les militaires étaient obsédés par la sauvegarde du rang de la France. Le réarmement allemand ne devait donc pas menacer son statut de première puissance militaire du continent ouest-européen (et donc sa position au sein de l'OTAN), et être contrôlé et maîtrisé pour éviter une résurrection de la Wehrmacht<sup>86</sup>.

---

<sup>85</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 65.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 66. Selon Vial, cette peur contribua à l'absence d'un « non » catégorique des chefs militaires à la CED dès le début; il postule qu'à leurs yeux l'armée européenne aurait représenté un meilleur moyen de contrôler le réarmement allemand que les propositions américaines. Cette idée nous semble très discutable, car nous savons que les chefs d'état-major ne cessèrent de penser que l'admission de la RFA à l'OTAN représentait de loin la meilleure solution. Selon Vial, le contexte international joua aussi son rôle dans l'acceptation conditionnelle de l'été 1951. Lorsque fut conclu l'accord intérimaire, le sentiment d'urgence provoqué par le début de la guerre de Corée s'était estompé, et le contexte international s'était détendu: stabilisation de la situation en Corée, congédiement du général jusqu'au-boutiste MacArthur, ouverture de pourparlers de paix le 10 juillet. En l'absence d'une menace imminente de conflit, les militaires pouvaient privilégier les avantages politiques à long terme de la CED plutôt que les avantages militaires immédiats du réarmement allemand. Vial leur prête le raisonnement suivant (même s'il reconnaît qu'il n'existe aucune preuve que celui-ci ait existé chez les militaires): « Une armée européenne, que dominerait la France, serait le moyen idéal d'imposer définitivement cette dernière comme alter ego des puissances anglo-saxonnes, voire même comme le seul égal européen des États-Unis... » Il en voit comme preuve le peu d'empressement des militaires français à réclamer la participation britannique à la CED, qui détonnait avec l'attitude des politiciens. Vial, « Les militaires français... », p. 67-68.



Enfin, les chefs d'état-major furent marqués par la révolution que représentait la CED, organisation nouveau genre: « Vis-à-vis des traditions militaires et nationales la réalisation projetée constitue une révolution, car elle affecte certains des principes essentiels sur lesquels reposent les notions d'État, de Service et de Devoir. » Soulignant les « répercussions morales que peut avoir sur les cadres et personnels militaires français de tout rang, la création de l'Armée Européenne », ils jugeaient nécessaire de prévenir une possible crise morale « par une très franche explication des mobiles comme des buts qui commandent l'action du Gouvernement » en indiquant « à tous que l'extension pure et simple de l'alliance atlantique à l'Allemagne aurait conduit à la constitution de forces allemandes nationales avec toutes les conséquences éventuelles d'un tel oubli du passé », et que « [l]'admission de contingents allemands dans une armée européenne à prépondérance d'éléments français et sous commandement français est un acte de garantie pour la sécurité française [...] »<sup>87</sup>

Le problème fondamental, qu'on semblait ignorer (ou vouloir ignorer), était que Paris n'avait pas l'ambition de ses moyens. Dans ces conditions, l'appui conditionnel de l'armée à la CED semble illogique. Il n'en est rien, puisqu'à l'été 1951 les militaires avertirent fréquemment le gouvernement qu'il était impossible de mener indéfiniment le réarmement européen et la guerre d'Indochine. S'il refusait de porter le service militaire à deux ans et d'envoyer le contingent en Indochine, il devrait choisir. Le CCEM souligna « l'unité du problème de la politique militaire française », et déclara que « celle-ci ne pouvant s'appuyer sur des moyens permettant de faire front en tous domaines, réclame la détermination d'un choix »<sup>88</sup>. [souligné

---

<sup>87</sup> Avis du CCEM sur l'Organisation d'une Communauté Européenne de Défense, 23 août 1951, SHD, MV 3 BB 8 CEM 3.

<sup>88</sup> Avis du CCEM sur la politique militaire à suivre à l'égard du problème indochinois, 24 août 1951, SHD, MV 3 BB 8 CEM 3. Selon le CCEM, pour que le réarmement européen puisse être mené, les effectifs du Corps

dans le texte] Ce choix avait une « échéance inévitable » : le 1<sup>er</sup> juillet 1952, date à laquelle, nous l'avons vu, devait commencer le retrait de troupes d'Indochine. Il était donc sous-entendu que, si le gouvernement accordait la priorité à l'Indochine, l'armée lui demanderait l'abandon dans l'immédiat du réarmement européen et donc de la CED.

Malgré ces réserves, le CCEM donna son approbation conditionnelle au projet le 23 août, précisant ses conditions: l'Allemagne devait être privée d'un atout sur lequel elle avait bâti sa puissance, la Ruhr, ce qui impliquait que la CECA devait devenir réalité, puisque « Plan SCHUMAN et Armée Européenne forment [...] un tout qui ne peut se maintenir si l'un ou l'autre vient à manquer »; si Bonn devait affecter toutes ses troupes à la CED, Paris devait conserver des forces nationales, pour l'outre-mer et l'Afrique française du Nord (AFN) ainsi que les forces métropolitaines de défense en surface du territoire national non compris dans la zone de combat européenne; la France pourrait, en cas de difficultés dans l'Union française, effectuer les prélèvements nécessaires sur ses contingents au sein de l'Armée européenne; toutes les forces de la Marine devaient « demeurer disponibles pour toute mission nationale »; il fallait que la France fournisse le plus grand nombre de troupes terrestres à la CED pour que celles-ci soient forcément sous son contrôle; chaque unité de base allemande devait être placée sous un commandement intégré et dépendre d'organismes logistiques européens intégrés<sup>89</sup>.

Bref, les chefs militaires acceptèrent sous conditions la CED parce qu'ils espéraient que le pouvoir politique leur donnerait les moyens de la diriger, ce qui passait par la réussite du

---

expéditionnaire ne devraient jamais dépasser le niveau qui serait atteint le 1<sup>er</sup> juillet 1952, et il fallait que son allègement se poursuive par la suite. Si ces effectifs ne pouvaient remplir leur mission, la seule option serait un recours de l'Union française aux Nations unies.

<sup>89</sup> Avis du CCEM sur l'Organisation d'une Communauté Européenne de Défense, 23 août 1951, SHD, MV 3 BB 8 CEM 3.

réarmement et donc par un choix en faveur de l'Europe au détriment de l'Indochine. C'était une condition *sine qua non*; si le gouvernement ne tranchait pas, que ce soit par indécision ou par calcul stratégique, ou décidait de prioriser l'Indochine, l'armée européenne serait inacceptable pour les militaires.

### La route vers l'opposition (été 1951-printemps 1952)

Les négociations qui devaient aboutir à la signature du traité de Paris reprirent à l'automne 1951. C'est pendant la période entre l'accord intérimaire et la signature du traité que le projet devint inacceptable aux yeux d'une majorité de chefs militaires français.

Commençons par la présentation des nombreux points qui retinrent l'attention des chefs militaires entre l'accord intérimaire du 24 juillet 1951 et la signature du traité de Paris le 27 mai 1952. Au niveau du recrutement, le CCEM prôna le service obligatoire. Il insista fortement sur la nécessité de créer rapidement, pour former les élèves-officiers allemands, une école européenne interarmes qui remplacerait l'encadrement issu de l'ancienne Wehrmacht par de jeunes officiers formés dans le cadre européen. Dans le même ordre d'idées, il fut décidé que les centres d'instruction pour le contingent allemand seraient accolés aux grandes unités de l'OTAN et placés initialement sous le contrôle du commandement Centre-Europe<sup>90</sup>.

Dans un premier temps, l'armement des contingents allemands devait être fourni par les États-Unis, mais à la CED et non directement à la RFA. Ceci témoigne d'un souci constant de l'état-major: empêcher les contacts directs entre Bonn et Washington; la France devait demeurer

---

<sup>90</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 14.

le partenaire privilégié des États-Unis et contrôler les stocks destinés à l'équipement des troupes allemandes<sup>91</sup>.

En ce qui concerne l'organisation territoriale, le CCEM s'opposa au projet de création de *Wehrkreise* (régions militaires) pour le recrutement, l'instruction et l'administration des contingents allemands et de leur support logistique, puisque cela recréerait des commandements militaires et un état-major général allemands; ces responsabilités devaient appartenir, pour la logistique, à un système européen intégré. Pour éviter qu'avant leur intégration les unités allemandes existent avec une vie nationale propre, celles-ci devaient être « marrainées » par des grandes unités de l'OTAN. Dans la même optique, la RFA ne devait avoir de ministre de la Défense ou d'inspecteur général des armées, comme elle le réclamait; seule une Agence fédérale aux responsabilités limitées pouvait être acceptée<sup>92</sup>.

S'il avait été admis que la RFA fournirait des effectifs à la marine et l'aviation de la CED, son apport naval devait être très limité. Le principe d'égalité des droits ne pouvait s'appliquer dans son cas, car elle n'avait pas des responsabilités égales à celles de la France dans ce domaine. Il était hors de question qu'une *Kriegsmarine* soit reconstituée. Ses forces navales, dont la mission serait la défense du littoral allemand et des mers du Nord et Baltique, ne pourraient comprendre que des mouilleurs et dragueurs de mines, des patrouilleurs et des navires de surveillance et de police des côtes et des ports, dont la fabrication ne se ferait pas en RFA, mais en France; aucun navire ne pourrait dépasser 1 500 tonnes; le contingent allemand

---

<sup>91</sup> État-major combiné des Forces armées (EMCFA), 3<sup>e</sup> Division, Fiche pour le CCEM, Organisation de l'aide pour la Défense Mutuelle dans le cadre de la Communauté Européenne de Défense, 11 juin 1953, SHD, GR 6 R 13. Ce document est postérieur à la période couverte dans cette section, mais rappelle en fait des priorités déjà énoncées.

<sup>92</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 14.

ne devait représenter plus du cinquième de la marine européenne (qui serait d'ailleurs de taille restreinte, notamment parce que la grande majorité de la flotte française demeurerait nationale) ou dépasser 5 000 hommes; il serait placé, pour sa mise en condition, sous le commandement de la France et, pour son emploi, sous celui de l'OTAN<sup>93</sup>.

Toutes ces recommandations prouvent que les militaires français voulaient éviter qu'au sein de la CED la RFA puisse faire concurrence à la France sur le plan militaire. Cela n'allait pas sans contradictions, puisqu'on poursuivait deux objectifs antinomiques: permettre une contribution efficace de la RFA à la défense du continent ouest-européen, tout en limitant au maximum son réarmement. Cette contradiction apparaît clairement dans les réflexions sur le niveau d'intégration des forces allemandes:

Convenir d'un volume trop important, ou d'un niveau trop élevé risque de donner à l'ALLEMAGNE, qui y intègre tous ses contingents, une puissance telle qu'elle y aura la prépondérance et pourrait en réclamer la direction. [...] Au contraire, décider d'un niveau trop bas, et par suite d'un volume trop petit de l'unité d'intégration, risque de faire des unités de l'Armée Européenne, des Groupements incommandables [*sic*], sans valeur opérationnelle réelle<sup>94</sup>.

Finalement, il fut décidé que la RFA alignerait 12 divisions légères comptant de 12 000 à 15 000 hommes chacune<sup>95</sup>.

---

<sup>93</sup> Avis du Chef d'État-Major Général de la Marine par intérim sur la création d'une Marine Allemande dans le cadre d'une Marine Européenne, 8 octobre 1951, SHD, MV 3 BB 8 CEM 4; Rapport de la Marine au ministre de la Défense Nationale, 22 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

<sup>94</sup> EMCFA, 1<sup>ère</sup> Division, Fiche pour le CCEM, Armée Européenne - Constitution de l'Armée Européenne - Dimensions de l'Unité de base, 10 septembre 1951, SHD, GR 6 R 7.

<sup>95</sup> Le CCEM rejeta la proposition allemande de fournir 18 divisions, et s'opposa catégoriquement à sa demande que 35% de ses effectifs, soit 60 000 hommes, soient des cadres et spécialistes, chiffre qu'il jugeait nettement excessif par rapport aux besoins et aux possibilités d'instruction. Procès-verbal de la réunion du CCEM du 27 octobre 1951, 29 octobre 1951, SHD, GR 6 R 8. Selon Guillen, les chefs d'état-major craignaient que la RFA ne profite de ce taux élevé pour lever des contingents supérieurs à ce qui était prévu.

Au-delà de ces préoccupations ponctuelles, la France continua de connaître de graves difficultés dans son effort de réarmement, principalement en raison de ses problèmes financiers: « la réduction du budget militaire français, l'inflation et les importants surcoûts qu'elle entraîne, l'intensification de l'effort de réarmement sur le plan aérien et l'augmentation du coût de la guerre d'Indochine se conjuguent pour rendre largement insuffisante l'aide, pourtant déjà colossale, qu'accorde Washington à la France. »<sup>96</sup> Selon le général Juin, « L'hypothèque indochinoise agit sur l'ensemble de ses ressources à la manière d'une machine à dépiquer qui après avoir séparé le bon grain s'en réserve la meilleure part. »<sup>97</sup>

Enfin, une impasse financière apparut à l'automne 1951. La conférence de Londres, qui réunissait Américains, Britanniques et Français pour établir la contribution financière et militaire de l'Allemagne, avait décidé que celle-ci, comme les autres nations occidentales, consacrerait 10% de son revenu national aux dépenses de défense, ce qui correspondait à 12 ou 13 milliards de marks pour 1952-1953. D'autre part, il avait été déterminé, pour des raisons techniques mais surtout politiques (la RFA pourrait profiter de la supériorité de sa contribution financière pour exiger plus de pouvoirs et des effectifs supérieurs à ceux de la France), que les contributions financières de Paris et de Bonn à la CED seraient égales. Or la France pouvait y consacrer, après déductions pour l'Indochine, l'outre-mer et l'armée métropolitaine restée nationale, tout au plus 290 milliards de francs, « Total peut être [*sic*] même légèrement optimiste », ce qui correspondait à 3,5 milliards de marks, alors que l'effort militaire allemand

---

<sup>96</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 90

<sup>97</sup> Lettre de Juin à Bidault, 5 septembre 1951, SHD, GR 1 K 238.

devait être de 12 milliards, dont 5 milliards pour les frais d'occupation américains et britanniques et 7 milliards pour la CED, le double de ce que Paris pouvait verser<sup>98</sup>.

Cet écart ne pouvait qu'être un problème: « [La RFA] ne manquera pas [...] de faire état de cette disproportion entre dépenses allemandes et dépenses françaises, pour réclamer une place plus importante au sein de la Communauté, ou – ce qui peut être également dangereux – la création de services purement allemands pour gérer de telles sommes. » On ne pouvait pas davantage aligner la contribution de Bonn sur celle de Paris: « Une contribution française de 290 milliards de dépenses se traduit également par un budget européen d'un volume assez limité: 900 milliards de francs, ou 1 200 milliards si on y ajoute la contribution supplémentaire allemande [que la délégation française à Londres avait voulu réclamer] », montant « hors de proportion avec les besoins, tant pour l'entretien que pour l'équipement d'une Armée européenne ». Ainsi, « [l]es pays participants et les pays susceptibles d'apporter une aide extérieure pourront soutenir que l'insuffisance de l'effort français limite en définitive le réarmement européen et condamne la formule d'une Armée Européenne. »<sup>99</sup>

C'est ainsi que, dès l'automne 1951, le CCEM considéra que le gouvernement s'était engagé dans une impasse. Le 7 novembre, il écrivit qu'« [i]l n'apparaît plus possible d'affirmer les principes d'“Égalité des Droits”, de “non-discrimination” et d'“efficacité” sans provoquer de la part des Allemands et des Américains des prises de positions incompatibles avec nos projets de base, nos possibilités financières et notre désir d'éviter la résurrection du militarisme

---

<sup>98</sup> Note sur les problèmes financiers de la Conférence de Londres et de la Conférence de Paris, 6 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

<sup>99</sup> *Ibid.*

allemand. »<sup>100</sup> Trois jours plus tard, le CCEM déclara que « les bases politiques jusqu'à présent données par le Gouvernement sont insuffisantes pour continuer utilement la discussion au sein de la conférence de Paris. »<sup>101</sup>

Le 15 novembre, le CCEM adressa un mémorandum sévère au ministre de la Défense nationale, Georges Bidault. « Les travaux de la Conférence de PARIS sur la constitution de l'Armée Européenne risquent d'aboutir rapidement à une impasse en raison des difficultés qui se sont présentées pour définir une organisation d'ensemble conciliant l'efficacité militaire et les conditions politiques imposées par le Gouvernement en ce qui concerne la participation allemande. » Le plan français avait été conçu pour empêcher la reconstitution d'une armée allemande. « Or, la création d'une Armée Européenne et les réformes profondes qu'elle entraînera dans les organisations militaires nationales constituent déjà une opération risquée à un moment où l'on recherche à mettre sur pied, dans le cadre d'une coalition et dans les délais les plus rapides, une force militaire pleinement efficace. » Le gouvernement avait procédé dans le mauvais ordre: « L'Armée aurait été mise sur pied progressivement, et c'est par paliers successifs que les organisations nationales auraient été intégrées peu à peu pour se fondre finalement et harmonieusement dans une organisation unique. » Or, « [l]es conditions dans lesquelles se poursuivent actuellement les études sur l'Armée Européenne sont totalement différentes et c'est la raison principale des difficultés techniques rencontrées. »<sup>102</sup>

La France devait impérativement réaliser deux objectifs. D'abord, accroître son effort de réarmement pour tenir une place prépondérante dans la future CED et éviter que l'aide

---

<sup>100</sup> Procès-verbal de la réunion du CCEM du 7 novembre 1951, 8 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

<sup>101</sup> Procès-verbal de la réunion du CCEM du 10 novembre 1951, 13 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

<sup>102</sup> Mémorandum du CCEM adressé par Juin à Bidault, 15 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.



américaine ne soit accordée en priorité à l'Allemagne. Ensuite, s'assurer de « ne pas aboutir à un échec qui [...] conduirait au réarmement allemand et à un retournement de la politique américaine. » Pour ce faire, les chefs d'état-major demandèrent au gouvernement d'accepter la demande allemande d'une période transitoire pendant laquelle « les pouvoirs des Autorités Européennes seraient largement délégués aux organisations nationales », non seulement pour débloquer les négociations, mais aussi parce que c'était, selon eux, la solution modifiant le moins l'organisation militaire française<sup>103</sup>.

Comme on le voit, les chefs d'état-major n'en étaient pas encore au refus total de la CED. Ils espéraient toujours que le gouvernement accepterait leurs conditions et leur donnerait les moyens réaliser le réarmement, et considéraient que l'échec des négociations devait absolument être évité: « Or aboutir à une impasse, c'est-à-dire reconnaître l'échec de la conférence de PARIS, présente sur le plan national comme sur le plan interallié des conséquences tellement graves qu'il a paru indispensable au Comité des Chefs d'État-Major d'appeler l'attention [de Bidault] sur ce point. »<sup>104</sup> Cependant, le ton était donné.

Acceptée en novembre 1951, la nécessité d'une période de transition et d'une application très graduelle du traité de Paris devint une préoccupation constante des chefs militaires. En décembre, ceux-ci déclarèrent qu'« en raison de la situation actuelle de l'Armée française (pivot essentiel de la Défense de l'Europe, soutien de l'Indochine), aucune mesure ne devra être prise

---

<sup>103</sup> *Ibid.* Par contre, on semblait alors souhaiter que cette période ne soit pas trop longue, puisque « Le danger d'une telle conception [période transitoire de deux ans] [...] apparaît aussi clairement: reconstitution, pendant une période indéterminée, d'une Wehrmacht réduite, mais pratiquement autonome ainsi que d'un Grand État-Major Allemand. ». Cette position défendue par l'EMCFA tranche avec celle que finit par prôner Juin, soit une période de transition d'une durée indéterminée qui ne prendrait fin qu'avec la création de l'autorité politique européenne. Voir EMCFA, 1<sup>ère</sup> Division, Fiche pour le CCEM, Projet de la Délégation Allemande au sujet des conditions de mise sur pied du Premier Échelon des Forces de Défense Européenne, 9 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

<sup>104</sup> Mémoire du CCEM adressé par Juin à Bidault, 15 novembre 1951, SHD, GR 6 R 8.

qui serait susceptible de diminuer son efficacité. Si donc, il est logique de ne prévoir aucune période transitoire pour l'Allemagne – qui ne dispose actuellement d'aucune force militaire – il importe par contre d'admettre une certaine période d'adaptation pour la France. »<sup>105</sup> Le CCEM revint à la charge en janvier 1952, et exigea en mars que la période transitoire soit marquée par l'autonomie des organisations nationales, notamment pour que les effectifs puissent passer des forces nationales aux forces européennes et *vice-versa* sans ingérence du Commissariat. Le général Ély obtint gain de cause devant le Comité militaire de l'OTAN lorsque celui-ci admit, le 11 février 1952, que les clauses militaires du traité ne devaient pas être immuables et que sa mise en œuvre se ferait de façon graduelle<sup>106</sup>.

À partir de l'automne 1951, les chefs militaires français, constatant l'impasse dans laquelle le gouvernement s'était selon eux engagé, se dirigeaient donc vers le refus total.

#### *Le refus total (été 1952-août 1954)*

Lorsque fut signé le traité de Paris (27 mai 1952), les chefs militaires étaient majoritairement passés dans l'opposition, en grande partie parce qu'il devenait de plus en plus évident que l'incapacité des gouvernements d'établir des priorités claires et durables dans les objectifs militaires du pays pouvait empêcher la France d'être le chef de file de la défense du continent ouest-européen et donc de diriger la CED.

Les chefs militaires s'inquiétèrent de l'évolution de la situation du Commissariat au sein du Comité intérimaire mis en place après la signature du traité. Ils souhaitaient une collégialité

---

<sup>105</sup> Procès-verbal de la réunion du CCEM du 13 décembre 1951, 15 décembre 1951, SHD, GR 6 R 8. Nous avons retiré une virgule superflue après le mot « militaire ».

<sup>106</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 17.

parfaite, et donc aucun commissaire spécialisé, mais les négociations évoluaient dans un sens différent. Une intégration économique sans intégration politique mettrait en danger, selon eux, tous les secteurs de l'économie liés à la défense nationale en les soumettant à une concurrence allemande insoutenable, alors qu'une intégration politique aurait créé des conditions de compétition économique et politique plus normales<sup>107</sup>. On craignait également que le Commissariat n'enlève à la France le contrôle sur les industries d'armement, d'autant plus qu'à cette époque, comme nous l'avons vu en introduction, l'Assemblée nationale avait voté en juin 1952 une loi prévoyant une production de plutonium suffisante pour fabriquer l'arme atomique. Il fallait également éviter que la France ait besoin de l'approbation du Commissariat, dont l'article 107 du traité de Paris prévoyait qu'il contrôlerait la fabrication et la fourniture d'armements, pour pouvoir fabriquer, exporter et importer les matériels à destination de ses forces demeurrées nationales, que ce soit en métropole ou outre-mer. Il était impossible, en vertu du principe d'égalité des droits, d'imposer ces restrictions de souveraineté uniquement à la RFA, pas plus qu'on ne pouvait les supprimer entièrement, car on renoncerait alors à contrôler les armements allemands<sup>108</sup>. Enfin, les chefs d'état-major considéraient que la défense intérieure ne devait pas relever du Commissariat, mais demeurer nationale<sup>109</sup>.

Enfin, la position future de la France au sein de la CED ne fit que se détériorer. Avec ses implications militaires et financières, l'aggravation de la situation en Indochine à partir de février 1952 ne permettait plus de prévoir que Paris fournirait plus de troupes à la CED que

---

<sup>107</sup> Note du CCEM pour le général Vézinet, 11 juillet 1952, SHD, GR 6 R 10.

<sup>108</sup> EMCFA, 1<sup>ère</sup> Division, Fiche pour le CCEM, Étude de l'article 107 du traité sur la Communauté européenne de défense, 1<sup>er</sup> août 1952, SHD, GR 6 R 11.

<sup>109</sup> Compte-rendu sommaire de la réunion du CCEM du 30 septembre 1953, 2 octobre 1953, SHD, GR 6 R 14. Paradoxalement, les chefs d'état-major s'opposèrent à ce que la RFA forme des unités de défense intérieure dépendant de ses autorités nationales.

Bonn. Or, nous avons vu que la direction française de la CED était *la* condition de l'appui des chefs militaires. Dans une lettre au président de la République, Vincent Auriol, en mars 1952, Juin souligna que la France et la RFA se retrouveraient au sein de la CED « en tête-à-tête, bien vite opposés pour la prédominance »; il fallait donc assortir le traité de garanties et surtout « prendre nous-mêmes la meilleure des assurances, celle qui consiste à faire de la force française l'élément majoritaire de la communauté »<sup>110</sup>. Or, cela s'avérait de plus en plus difficile vu le coût sans cesse croissant de la guerre et le refus du gouvernement d'adopter le service militaire de deux ans et l'envoi du contingent en Indochine. Ainsi, Juin avisa dès avril 1952 le ministre de la Défense nationale, René Pleven, qu'en raison de l'Indochine « la limite des possibilités financières est atteinte déjà depuis longtemps »<sup>111</sup>.

Devant cet état de fait, le gouvernement proposa que la contribution allemande soit réduite en conséquence, idée catégoriquement refusée par l'état-major: « sur le plan militaire, il n'est pas possible de réduire l'apport allemand sous peine de compromettre la Défense Occidentale. L'Équilibre nécessaire entre contingents français et contingents allemands doit être recherché par le maintien des objectifs français [...] et non par la réduction des forces allemandes. » Si nécessaire, on pourrait intégrer les divisions OTAN stationnés en AFN et les deux divisions demeurées nationales au titre de la relève outre-mer; les inconvénients de intégration pourraient être palliés par « l'entière intercommunication entre forces nationales et forces Européennes »<sup>112</sup>. Mais le début des troubles au Maroc et en Tunisie rendit cette solution caduque, car la France dut y envoyer des renforts prélevés sur ses unités en Europe.

---

<sup>110</sup> Lettre de Juin à Auriol, 4 mars 1952, SHD, GR 1 K 238.

<sup>111</sup> Lettre de Juin à Pleven, avril 1952, SHD, GR 6 R 10.

<sup>112</sup> Compte-rendu sommaire de la réunion du CCEM du 2 janvier 1953, 8 janvier 1953, SHD, GR 6 R 12.

Pour toutes ses raisons, le projet de CED était désormais inacceptable aux yeux d'une majorité de chefs militaires, comme le prouve la multiplication des projets de rechange à partir de l'automne 1952. Le premier, daté du 13 novembre, vint du colonel Faure, pourtant membre de la délégation française au Comité intérimaire de la Conférence pour l'organisation de la Communauté européenne de défense (CICOCED). Une proposition semblable fut faite le même mois, tout comme une note de l'EMCFA<sup>113</sup>. Sans présenter ces projets en détail, on peut souligner qu'ils prônaient tous un retour au traité de Bruxelles, et ressemblaient donc à la solution retenue après l'échec de la CED, comme nous le verrons en conclusion.

La tentative gouvernementale au début de 1953 fut insuffisante pour changer la donne. Lorsqu'il devint président du Conseil des ministres en janvier, René Mayer, constatant que le traité de Paris dans sa forme actuelle ne pourrait être ratifié par l'Assemblée nationale, lança une double initiative: d'abord, une négociation pour une collaboration plus étroite de Londres avec la CED<sup>114</sup>; puis, la négociation de garanties supplémentaires. C'est ainsi qu'en mars six protocoles additionnels furent acceptés, non sans réticence, par les autres signataires du traité. Paris obtenait notamment le droit de transférer librement ses forces entre l'armée européenne et son armée nationale, de prélever immédiatement des forces européennes en cas de crise outre-mer, et de produire et d'exporter des armements pour ses forces demeurées nationales sans approbation du Commissariat<sup>115</sup>. Ces concessions ne satisfirent pas les chefs militaires, qui déclarèrent qu'elles étaient insuffisantes pour assurer le respect de priorités fondamentales

---

<sup>113</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 116.

<sup>114</sup> La participation britannique fut une préoccupation beaucoup plus importante pour les politiciens que pour les militaires.

<sup>115</sup> Protocoles additionnels au Traité instituant la Communauté Européenne de Défense (Paris, 24 mars 1953), SHD, GR 1 K 233.

comme le maintien de l'unité de l'armée française et rendaient le traité encore plus obscur. Cette réaction surprend considérant que ces protocoles, quoiqu'uniquement « interprétatifs », répondaient à plusieurs de leurs objections fondamentales contre la CED. Il y a lieu d'interroger un rejet aussi rapide et presque automatique, ce que nous ferons au chapitre 4.

La rupture entre gouvernement et militaires fut consommée par le refus du septième protocole de Juin. Ce texte prévoyait, avant l'entrée en vigueur les mesures supranationales, une période transitoire, « période d'épreuve qui doit [...] durer aussi longtemps qu'il le faudra, pour permettre d'appliquer progressivement le traité. Elle ne doit prendre fin que lorsque la communauté politique, constituée, permettra de replacer le Commissariat à sa véritable place, celle d'une administration générale dépendant d'un pouvoir politique. »<sup>116</sup> Alors que le traité prévoyait une période transitoire de 18 mois au maximum, Juin prônait carrément le report de la CED aux calendes grecques, l'intégration politique ne pouvant qu'être longue et complexe.

Le gouvernement ne pouvait accepter ce projet remettant en question tous les accords négociés et toute la politique menée depuis 1950. Au CDN du 21 avril 1953, Pleven fit valoir qu'accepter le septième protocole équivaldrait à renoncer à l'application de la CED, ce qui favoriserait la renaissance d'un état-major allemand. Juin refusa d'envisager un compromis qui doublerait la période transitoire pour la porter à trois ans, déclarant que celle-ci devait demeurer d'une durée indéterminée<sup>117</sup>. Pleven et le ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, poussèrent le Comité à réitérer sa position officielle déjà exprimée contre le protocole. Le CDN souligna que Paris avait déjà réussi à convaincre ses partenaires initialement hostiles de la

---

<sup>116</sup> EMCFA, Fiche sur la convention relative à l'organisation territoriale européenne (7e protocole), 18 avril 1952, SHD, GR 2 Q 20.

<sup>117</sup> Procès-verbal du CDN du 21 avril 1953, 6 juin 1953, SHD, GR 2 Q 20.

nécessité d'une période transitoire prévue dans le traité, et que « les protocoles ne peuvent avoir qu'une valeur interprétative alors que le Projet de Protocole N° 7 constituerait en réalité une modification du Traité. »<sup>118</sup> Cette décision fâcha le maréchal, qui avait écrit à Pleven que « le 7<sup>ème</sup> protocole concernant la prolongation de la période transitoire n'ayant pas été retenu par le Gouvernement, il manque à ces différents accords un texte garantissant la progressivité et la souplesse indispensables à la mise en application intégrale du traité, de manière à ce que chaque étape ne soit franchie, sur décision du Conseil des Ministres, qu'au fur et à mesure des progrès réalisés dans l'intégration politique et économique des États Membres », et qu'il jugeait « cette condition indispensable au maintien de l'efficacité de notre système militaire aussi bien en Europe que dans le reste du monde. »<sup>119</sup> La réunion du 21 avril cristallisa donc la rupture entre le gouvernement et les chefs militaires.

La campagne des chefs militaires contre le traité auprès de l'armée, de la classe politique et de l'opinion publique, déjà entamée depuis un certain temps (quoique de façon prudente, pour ne pas violer ouvertement la neutralité politique de l'armée), s'intensifia en conséquence. C'est ainsi que fut interrompue la campagne d'information auprès des cadres; après le numéro spécial de la *Revue militaire d'information* de mars 1953, plus rien ne fut publié sur le sujet.

Plusieurs tentatives furent faites sur la classe politique. Pour ne citer qu'un exemple, le général Weygand rencontra Auriol en mars 1953, lui remettant une longue note et plaidant la cause des chefs d'état-major. Plusieurs militaires s'unirent à des gaullistes pour former un « Groupe de travail sur les problèmes de la défense européenne » qui publia en janvier 1953 une

---

<sup>118</sup> Décision du CDN du 21 avril 1953, 22 avril 1953, SHD, GR 2 Q 20.

<sup>119</sup> Lettre de Juin à Pleven, 16 avril 1953, SHD, GR 2 Q 20.

brochure destinée notamment aux parlementaires, *Pas d'Europe sur la démission française. Le traité instituant la CED. Étude critique. Suggestions constructives*.

Enfin, de nombreux militaires tentèrent d'agir directement sur l'opinion publique. Plusieurs, dont de Gaulle, tinrent des conférences de presse. Juin prit la parole pour la première fois à Strasbourg en janvier 1953, puis récidiva et durcit le ton à Constantine (Algérie) en avril. Après un discours particulièrement virulent à Auxerre, le 27 mars 1954, il fut sanctionné par le pouvoir politique, perdant le reste de ses attributions nationales (il avait déjà été remplacé par Ély comme président du CCEM et chef d'état-major en août 1953). D'autres généraux utilisèrent la presse: un article anonyme fut signé par le « général XX » dans *Le Monde* le 15 mars 1952; dès le 18 novembre 1952, Béthouard exigea dans *Le Figaro* que la période transitoire soit prolongée jusqu'à la création de l'autorité politique; Weygand publia dans la *Revue des deux mondes* d'octobre-novembre 1952; etc. Enfin, plusieurs brochures furent publiées: *Défense de l'Europe*, de Weygand; *Réarmement allemand et défense occidentale*, du général Jousse, avec une préface du général Koenig; *Réflexions sur l'armée européenne*, du général Gérardot; etc<sup>120</sup>.

### Conclusion

Lorsque la CED fut rejetée par l'Assemblée nationale en août 1954, une majorité des chefs militaires français militaient contre le projet depuis déjà longtemps. Continuant de penser que l'adhésion de la RFA à l'OTAN était à tous égards la meilleure solution, ils ne se penchèrent réellement sur l'armée européenne qu'à partir de l'été 1951, lorsqu'elle devint un projet crédible. Ils acceptèrent alors la CED à condition que le gouvernement leur donne les moyens

---

<sup>120</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 29.



de la diriger, ce qui impliquait le succès du plan de réarmement et donc la priorisation de l'Europe au détriment de l'Indochine. Cette condition n'ayant pas été respectée, ils devinrent de plus en plus hostiles. Dès l'automne 1951, sans être arrivés au rejet total, ils considéraient que les négociations se dirigeaient vers une impasse; l'opposition continua à se cristalliser, de sorte qu'à sa signature (27 mai 1952), le traité de Paris était devenu inacceptable à leurs yeux. Par la suite, les gouvernements successifs furent incapables de rallier l'armée; les protocoles additionnels furent jugés insuffisants, et le rejet du septième protocole marqua la rupture totale.

Cette opposition avait plusieurs justifications, dont les craintes quant au Commissariat. Mais un facteur crucial fut la guerre d'Indochine qui, en accaparant toujours plus de ressources, rendait impossible la réussite du plan de réarmement français et la direction française de la CED. Or, nous l'avons vu, la défense du rang de la France était une priorité absolue des militaires. Comme l'écrivit Juin en novembre 1952: « Ainsi, c'est du déclin de notre prestige en Europe et en Afrique du Nord et de notre impuissance à défendre notre sol avec les moyens estimés convenables que nous risquons, en fin de compte, de payer les énormes sacrifices consentis en Indochine dans un intérêt commun et avec les chances de succès les plus douteuses? »<sup>121</sup> Plus globalement, l'incapacité ou le refus des gouvernements de choisir était pour beaucoup dans les difficultés de la défense nationale: « L'échec, en cette matière [...] est dû pour une grande part aux impasses où nous a conduits, depuis la Libération, une politique de prodigalité entraînée par la multiplication, sans discrimination, des objectifs civils et militaires. »<sup>122</sup> Nous verrons cependant au chapitre 4 que d'autres arguments furent développés par les militaires anticédistes.

---

<sup>121</sup> Lettre de Juin à Pleven, 19 novembre 1952, SHD, GR 1 K 238.

<sup>122</sup> Lettre de Juin à Auriol, 4 mars 1952, SHD, GR 1 K 238.

Une autre conclusion à tirer de cet épisode est qu'il marqua une étape importante dans la détérioration des rapports entre les militaires et le pouvoir civil, évoquée au chapitre 1. Un précédent fut franchi lorsque les officiers anticédistes, considérant que la CED menaçait l'armée et donc la nation, se rebellèrent contre le régime. La menace était si grave à leurs yeux qu'ils avaient le droit, sinon le devoir, d'imiter le général de Gaulle, qui, en 1940, avait jugé nécessaire de désobéir au gouvernement pour assurer la survie de la France telle qu'il la concevait. L'épisode de la CED fut donc un point tournant, un jalon important. L'armée, désormais consciente de sa force et de sa cohésion ainsi que de la faiblesse des gouvernements subséquents en cette ère d'instabilité politique, se sentirait désormais plus à l'aise d'intervenir dans le domaine politique et de contester publiquement le pouvoir civil, voire lui désobéir. Bref, si aucune tendance putschiste ne semble avoir existé à ce moment, « Pour la première fois sous la IVème République, on voit à l'œuvre le processus qui l'emportera »<sup>123</sup>.

Ce chapitre ne suffit cependant pas pour faire le tour de la question. D'abord, il se penche uniquement sur le point de vue majoritaire; celui des cédistes, significatif quoique nettement minoritaire, y est donc occulté. Ensuite, il n'étudie que les officiers généraux et les instances dirigeantes de l'armée, négligeant d'autres points de vue. Mais surtout, par son aspect chronologique, il ne peut qu'offrir un survol des arguments et de la pensée des militaires. Ceux-ci seront donc présentés et analysés en détail dans les deux prochains chapitres. Le troisième sera consacré au point de vue des cédistes, et le quatrième à celui des anticédistes. Ces deux chapitres sont donc les compléments indispensables de celui-ci.

---

<sup>123</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 149.

### **Chapitre 3. Le point de vue des militaires cédistes**

La description de l'évolution chronologique de la position des chefs militaires étant faite, il est nécessaire d'expliquer et d'analyser la position des partisans et des détracteurs de l'armée européenne. Ce chapitre étudie le courant cédiste. Nous présenterons d'abord les arguments les plus souvent développés par les militaires favorables à la CED. Cet argumentaire sera ensuite analysé pour en arriver à une meilleure compréhension du courant. Il s'agira notamment de voir de quelle nature (militaire ou politique) il était, et de déterminer quelles variables influencèrent le plus la réflexion des cédistes. Nous verrons que ceux-ci firent partie d'un courant plus large, l'euro-atlantisme. Puis, nous tenterons d'évaluer l'importance du sentiment pro-CED au sein de l'armée française, opération difficile lorsqu'on sort du cercle restreint des chefs militaires. Enfin, nous essaierons de déterminer quels facteurs (grade, arme, proximité au pouvoir, expérience personnelle, etc.) peuvent expliquer les convictions cédistes de certains militaires.

#### *Les arguments en faveur de la CED*

##### *Un réarmement allemand contrôlé*

L'armée européenne fut la réponse française à l'ultimatum de Washington, qui avait exigé à l'automne 1950 un réarmement allemand dans les plus brefs délais. Elle n'avait donc été d'abord qu'un simple moyen de contrôler ce réarmement. Or, cette préoccupation, si elle cessa rapidement d'être la seule, ne disparut jamais, et les partisans de la CED considéraient que celle-ci y répondait parfaitement, car elle permettrait un réarmement allemand sans renaissance du militarisme allemand. Comme l'écrivit le général Paul Ély en mars 1954: « Il est permis d'assurer que le traité est valable et qu'il répond aux impératifs qui furent déjà à son origine et

qui sont les suivants: [...] nécessité de ne pas autoriser un réarmement allemand sans contrôle, susceptible de favoriser la renaissance d'un militarisme qui constituerait un grave danger pour la paix et la solidité du régime démocratique actuel de l'Allemagne Occidentale [...] »<sup>124</sup> Il n'est peut-être pas vain de rappeler les mesures que prévoyait le traité de Paris à cet égard: limitation de ses forces armées à ses 12 divisions au sein de la CED, les autres membres ayant le droit de conserver des forces nationales distinctes de la Communauté; interdiction de produire des armes ABC (atomiques, biologiques ou chimiques); participation seulement indirecte à l'OTAN, car elle ne serait pas admise à l'Alliance atlantique; etc.

### *Une véritable réconciliation franco-allemande*

Pour ses partisans, la CED devait cependant être plus qu'un simple moyen de contrôler le réarmement allemand. Elle devait notamment lever l'« hypothèque » qui pesait sur la France depuis 1870 en permettant une sincère réconciliation avec un ennemi séculaire. Ély craignait que la France ne laisse passer l'occasion peut-être unique « d'asseoir définitivement notre position dans le monde par une généreuse réconciliation franco-allemande, seul geste capable de lever l'hypothèque qui, depuis plus d'un siècle, a si lourdement pesé sur notre pays »<sup>125</sup>. Le général Edgard de Larminat, président de la délégation militaire française au CICOCED, alla plus loin, expliquant les conséquences dramatiques d'une non-réconciliation:

L'Europe est menacée d'un autre danger, qui peut nous paraître aujourd'hui moins pressant et moins grave que la menace de l'Est, mais qui n'en existe pas moins de manière latente et permanente, qui nous a conduits au triste point où nous en sommes, le danger interne, le séculaire conflit franco-germanique dont les développements nous ont menés à l'abîme, et qu'il faut à tout prix liquider si nous voulons qu'il en vaille la peine de conjurer le péril soviétique. Car si nous devons

---

<sup>124</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 20 mars 1954, SHD, GR 1 K 233.

<sup>125</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 9 janvier 1953, citée dans Vial, « Le militaire et le politique... », p. 149.

écarter celui-ci pour, le lendemain, nous entredévorer de nouveau, et utiliser à cette fin les armes forgées pour la défense commune, l'Europe est définitivement perdue, et la civilisation que nous voudrions sauver sombrera dans l'anarchie ou la barbarie totalitaire. L'expérience faite de 1939 à 1945 doit nous laisser peu de doutes à ce sujet<sup>126</sup>.

Assurer une défense collective contre l'URSS sans mettre fin à l'antagonisme franco-allemand ne servirait donc à rien, car la paix et la sécurité de la France et de l'Europe n'en serait pas assurées. La CED était donc nécessaire.

### *L'intégration européenne: dernière chance de demeurer une grande puissance*

La CED pouvait donner l'élan décisif à l'intégration politique. Ély écrivit au général Ganeval, chef de l'état-major particulier du ministre de la Défense nationale, en septembre 1952: « Le réarmement allemand m'apparaît à la fois nécessaire et inévitable. À partir de cette certitude, j'ai été séduit par l'idée de l'Armée Européenne parce que j'y ai vu la meilleure manière d'utiliser les possibilités allemandes. Elle apporte en effet une solution qui se place bien au-dessus du simple plan de l'utilisation de contingents allemands car elle s'élève au niveau de la réalisation d'une Europe Unie, dont elle est une étape essentielle. »<sup>127</sup> Il s'agissait d'une tentative inattendue, car les pères de la construction européenne avaient prévu une approche graduelle, l'intégration technique et économique posant les bases d'une fédération européenne qui serait finalement dotée d'un gouvernement et d'une armée. L'urgence de la situation avait donc poussé la France à brûler les étapes, ce qui pouvait cependant avoir l'avantage d'accélérer le processus et rendre inévitable l'intégration politique<sup>128</sup>, comme le prétendait de Larminat:

---

<sup>126</sup> De Larminat, « Pourquoi une armée européenne? Et comment? », *Revue militaire d'information*, 25 mars 1952, p. 13, SHD, GR 1 K 233. Cet article fut reproduit dans son ouvrage *L'Armée européenne*, paru en 1952 également, dont il constitue le premier chapitre.

<sup>127</sup> Lettre d'Ély à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233.

<sup>128</sup> Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999, p. 128-129.

Le danger le plus pressant étant d'ordre militaire, c'est par les Forces Armées que doit commencer cette union. Aussi bien est-il d'expérience historique que toutes les confédérations aient ainsi commencé. Car elles naissent d'un besoin de défense contre un ennemi commun: cantons suisses contre ducs de Bavière, provinces bataves contre l'Espagne, colonies d'Amérique contre l'Angleterre, et de ce fait l'acte qui les précède et les amorce est la constitution d'une Armée commune. Ce n'est que, quand cette armée est constituée, et a écarté le premier péril, que prennent forme les institutions confédérales auxquelles se substituent avec le temps des institutions fédérales, voire unitaires. Tel est le processus normal, celui de la vie, qui ne se conforme pas aux règles de la logique, mais aux caractéristiques de la nature humaine, laquelle répugne aux transformations radicales et brusques et procède par étapes<sup>129</sup>.

De Larminat tenta donc de réfuter l'idée qu'on avait mis la charrue avant les bœufs avec la CED; celle-ci serait plutôt « l'attelage qui tirera la charrue de la Confédération ». L'armée européenne ne pourrait que donner l'élan décisif à la création de l'Europe politique.

Il est certain qu'une Armée Européenne unifiée, une fois créée, déterminera un courtant très fort vers l'idée confédérale ou fédérale. Elle ne pourra rester longtemps isolée, comme une pierre d'attente, car son existence posera de nombreux et volumineux problèmes qui ne se résoudront aisément que dans un cadre général unifié. Elle sera donc un élément déterminant du passage à la confédération européenne, elle en aura ouvert la voie, en même temps qu'elle aura paré aux premiers besoins de la défense et ainsi procuré le délai et la sécurité nécessaires à la prise de décisions difficiles et complexes<sup>130</sup>.

En revanche, une armée coalisée ne pourrait produire ce résultat, car, dans l'histoire, aucune coalition n'avait engendré de confédération. De tels liens d'alliance cédaient la place aux antagonismes dès que le danger disparaissait; la rupture était d'autant plus facile que les armées n'étaient que juxtaposées. « Telle est la longue et pénible histoire de l'Europe, où tant de coalitions n'ont jamais été génératrices que d'un précaire équilibre dont les successives et dramatiques ruptures nous ont conduits au bord de la ruine et de l'impuissance. »<sup>131</sup>

---

<sup>129</sup> De Larminat, « Pourquoi une armée européenne? Et comment? », p. 13, SHD, GR 1 K 233.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> *Ibid.*

Mais l'intégration européenne ne devait pas qu'assurer la paix en Europe, elle devait également préserver le statut mondial de la France. Selon Ély, la CED représentait une occasion rêvée pour elle de garantir son statut international: « il serait vraiment triste que, sous l'effet d'une sorte de complexe d'infériorité vraiment injustifié, elle laisse passer l'occasion, peut-être unique, de devenir le “leader” de l'Europe, ou, ce qui revient au même, de perdre sans doute la seule chance qui lui reste de se maintenir au niveau de Grande Puissance. »<sup>132</sup> En septembre 1952, il expliqua plus précisément les raisons pour lesquelles Paris devait demeurer le chef de file de l'intégration.

La seule attitude maintenant permise est d'aller résolument de l'avant. Nous conserverons ainsi les gains que nos initiatives nous ont apportés par le Plan Schuman et par le Plan Pleven, et nous resterons un partenaire dont on ne pourra ni ne voudra se passer. La position française au sein d'une Europe unie pourra ainsi rester prépondérante parce que la France aura été l'initiatrice et le moteur de la nouvelle Europe, parce que les nations anglo-saxonnes lui conserveront leur amitié agissante, parce que ses responsabilités mondiales la maintiendront sur un plan plus élevé et plus large que le plan simplement européen<sup>133</sup>.

La CED était donc intimement liée, chez les cédistes, au statut mondial de l'Hexagone.

Nous reviendrons sur l'importance de l'intégration politique dans la pensée cédiste.

### *L'efficacité militaire*

Les points de vue divergeaient à ce sujet. De Larminat se déclara convaincu de l'efficacité militaire de la future CED. Selon lui, la question était mal posée: « Il ne s'agit pas

---

<sup>132</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 25 septembre 1953, SHD, GR 1 K 233. Il peut sembler étrange que le même homme ait écrit: « Le danger allemand me paraît même, dans une certaine mesure et si paradoxal que cela puisse paraître, plus sérieux encore s'il se développe dans le cadre d'une Europe unie. Dans ce complexe européen, en effet, c'est le peuple le plus vigoureux, le plus dynamique, le plus “sûr de lui”, qui l'emportera, et je crains que ce ne soit le peuple allemand. » (Lettre à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233).

<sup>133</sup> Lettre d'Ély à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233. S'il est probable que les « responsabilités mondiales » font référence à l'Union française, on n'en remarque pas moins que le rôle moteur de la France dans l'intégration européenne était vu comme un gage de puissance par Ély.

de savoir si l'Armée européenne peut être aussi bonne que telle ou telle armée nationale, il s'agit de savoir si elle serait ou non supérieure à une armée de coalition, c'est-à-dire à une somme d'armées nationales. »<sup>134</sup> Le général répondit par l'affirmative. L'armée intégrée serait plus économique, car la plus grande partie des organes nationaux serait fondue en organes centraux moins onéreux, mais surtout parce qu'elle permettrait une rationalisation dans le domaine des matériels, de leur fabrication, des marchés de fourniture. L'autorité européenne serait capable de choisir le meilleur modèle de chaque catégorie « et d'en régler la fabrication de la manière la plus économique et la plus rapide ». Enfin, la grande force de l'armée européenne intégrée serait la possibilité de transmettre à tous la même doctrine et les mêmes méthodes, notamment grâce aux écoles européennes. En effet, un des problèmes des armées de coalition était, selon de Larminat, un maintien des particularismes nationaux lourd de conséquences.

Nous n'avons que trop l'expérience de ces batailles de coalition, mal liées, où se juxtaposent des actions menées à des rythmes différents, où les efforts qui devraient converger se décalent fâcheusement, où les zones de contact entre alliés sont des zones de faiblesse, où le commandement supérieur ne peut jouer librement de tous ses moyens pour exploiter un succès ou pallier les suites d'un échec, où le principe élémentaire d'économie des forces est constamment méconnu parce que manquent les bases élémentaires de son application: obéissance, souplesse, unité de doctrine. Nous avons trop connu cela pour ne pas désirer mieux, car le résultat est qu'une armée de coalition ne peut être victorieuse d'un adversaire uni qu'au prix d'une considérable supériorité de moyens, en général après avoir concédé à l'ennemi les premiers avantages; cette perspective ne répond évidemment pas de manière satisfaisante au cas concret de la défense européenne qui nous est proposé<sup>135</sup>.

Bref, faisant cavalier seul, de Larminat estimait qu'une armée intégrée serait nettement supérieure à l'armée de coalition prônée par la majorité de ses collègues.

---

<sup>134</sup> De Larminat, *L'Armée européenne*, 1952, p. 31-32, SHD, GR 1 Q 65.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 34-35.



Ély, en revanche, était moins convaincu de l'efficacité militaire de la CED. Par exemple, dans un projet de lettre de septembre 1952 à Hervé Alphand, représentant français à l'OTAN, il estimait que « le Traité de Paris, dans ses dispositions militaires actuelles [...] paraît susceptible d'amener le désordre et le désarroi le plus complet. »<sup>136</sup> N'y a-t-il pas contradiction: comment pouvait-il souhaiter la ratification d'un traité aussi problématique militairement? Parce que, comme nous l'avons vu, des protocoles furent adoptés, et parce qu'il prôna une application souple et progressive du traité afin d'en éviter les inconvénients les plus graves. Mais Ély estimait surtout que les gains politiques qu'il permettrait étaient nettement plus importants que ses lacunes militaires. Nous développerons ce point sous peu.

#### *Les conséquences négatives de la non-ratification*

Les cédistes développèrent également un argument alarmiste: la non-ratification du traité de Paris aurait des conséquences néfastes pour la France. Ce point de vue est résumé dans une lettre d'Ély à Pleven en mars 1954: « dans la situation actuelle de la France, les conséquences de la non ratification [*sic*] du traité de Paris seraient autrement plus graves que les difficultés techniques de sa mise en application. »<sup>137</sup>

D'abord, le prestige de la France serait sévèrement diminué si elle rejetait la CED. Elle pourrait être accusée par ses partenaires de saboter son propre projet: « Il est, encore une fois, impossible de revenir en arrière. Une hésitation, même apparente, serait peut-être considérée comme un désir caché de saboter dans la coulisse ce que nous avons proposé de réaliser sur la scène, et certainement comme une marque de faiblesse, un manque de confiance dans l'œuvre

---

<sup>136</sup> Projet de lettre d'Ély à Alphand, 30 septembre 1952, SHD, GR 1 K 133.

<sup>137</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 20 mars 1954, SHD, GR 1 K 233.

entreprise, un manque de confiance en nous-mêmes. »<sup>138</sup> Un rejet de la CED ne pourrait donc qu'avoir de graves conséquences pour l'Hexagone: « Je pense enfin que la France se doit de ratifier le Traité de Paris, car elle en a eu l'initiative et tout retour en arrière aurait, sur le plan international et interallié, de très sérieuses répercussions dont la France ferait les frais, précisément parce qu'elle a eu l'initiative de la formule. »<sup>139</sup>

La non-ratification pourrait avoir une autre conséquence fâcheuse: « seule une Armée européenne, valable et cohérente, peut fournir le contre-poids nécessaire aux “forces” divergentes qui, en cas de conflit, attireraient puissamment les Britanniques vers les ports de la Mer du Nord, et les Américains vers ceux de l'Atlantique ». <sup>140</sup> [souligné dans le texte] L'abandon de l'armée européenne intégrée risquait donc de provoquer le retour de la stratégie périphérique de défense du continent, dont l'abandon avait été difficilement obtenu.

Il était également à craindre que, suite à un éventuel rejet de la CED, le réarmement allemand se fasse dans des conditions beaucoup plus inquiétantes pour Paris. Par exemple, de Larminat redoutait la constitution d'une armée allemande autonome et hostile à la France:

L'occasion nous est donnée de faire servir ce réarmement à l'amorçage du mouvement fédéral européen. Si nous ne la saisissons pas, une Armée allemande se reconstituera en vase clos, repliée sur son passé, remâchant le souvenir amer de la défaite « imméritée », livrée aux nostalgies dangereuses de la puissance, aux complexes des occasions manquées. Cette Armée sera forte sans doute, aventureuse peut-être, certainement ni européenne d'esprit, ni amicale à notre égard. Et nous-mêmes assisterons à sa renaissance avec des sentiments de défiance et d'hostilité. L'Europe restera divisée et ne gardera un semblant de cohésion que par la crainte d'un ennemi commun et l'arbitrage, sinon la protection, des Etats-Unis<sup>141</sup>.

---

<sup>138</sup> Lettre d'Ély à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233.

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 9 janvier 1953, citée dans Vial, « Le militaire et le politique... », p. 148.

<sup>141</sup> De Larminat, « Pourquoi une armée européenne? Et comment? », p. 13, SHD, GR 1 K 233.

Ély abondait dans le même sens:

Un grand pays comme l'Allemagne, à moins d'y être contraint, ne peut se passer d'une force militaire; le réarmement allemand est donc inéluctable à plus ou moins brève échéance et cela même si la France renonçant à sa politique atlantique actuelle menait l'Amérique à abandonner à son tour sa politique européenne. Mais un tel réarmement pourrait alors être mené non par l'équipe actuelle qui semble devoir faire preuve de sagesse, mais par des éléments beaucoup plus proches de l'ancienne Wehrmacht et sous la direction d'une équipe politique qui serait tentée de chercher vers l'Est la solution au problème de la réunification allemande. Ce serait compromettre à jamais les chances d'un rapprochement franco-allemand et isoler la France face, en Europe, à un bloc germano-soviétique considérablement renforcé<sup>142</sup>.

Enfin, l'occasion qui s'offrait à la France serait peut-être la dernière, et il serait donc absurde de la laisser passer: « il serait vraiment triste que, sous l'effet d'une sorte de complexe d'infériorité vraiment injustifié, elle laisse passer l'occasion, peut-être unique, de devenir le “leader” de l'Europe [...] »<sup>143</sup> [nous soulignons] De Larminat présenta le même point de vue de façon plus nette encore: « Prenons bien garde, par souci de prudence, de laisser échapper cette chance qui est à portée de notre main, la dernière sans doute qui passe. »<sup>144</sup>

Pour toutes ces raisons, la non-ratification du traité de Paris risquait d'être extrêmement grave. Non seulement la France perdrait une occasion rêvée et peut-être unique de se réconcilier avec son ancien ennemi, tout en limitant son réarmement, et de s'assurer de demeurer le leader de l'Europe et une grande puissance, mais elle s'exposerait à plusieurs graves conséquences en ne la saisissant pas: perte de prestige et de puissance, retour à la stratégie périphérique, reconstitution d'une armée allemande autonome.

---

<sup>142</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 20 mars 1954, SHD, GR 1 K 233.

<sup>143</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 25 septembre 1953, SHD, GR 1 K 233.

<sup>144</sup> De Larminat, « Pourquoi une armée européenne? Et comment? », p. 16, SHD, GR 1 K 233.

En somme, on peut donc réfuter les auteurs, dont Pierre Guillen, qui considèrent que des cédistes comme Ély prônèrent la ratification du traité de Paris sans conviction: « Le seul haut responsable militaire qui plaide pour la ratification, c'est le général Ély, non parce qu'il approuve le traité, mais parce qu'il estime que la France ne peut se déjuger. Comme il l'explique à l'ambassadeur Massigli le 5 avril 1954, "j'étais opposé à la signature, mais le traité a été signé, il faut le ratifier, notre tâche sera de le transformer dans l'application" »<sup>145</sup>. Certes, comme nous l'avons vu au chapitre 2, il avait initialement prôné l'adhésion de la RFA à l'Union occidentale créée par le traité de Bruxelles en 1948, ne cessa jamais de critiquer ce qu'il considérait comme les lacunes militaires du traité, et insista beaucoup sur les conséquences négatives d'une éventuelle non-ratification, ce qui peut porter à croire qu'il appuyait le projet uniquement parce qu'à son avis la France ne pouvait sans de graves conséquences revenir sur sa parole. Mais le fait demeure qu'Ély ne ménagea pas d'efforts pour favoriser la ratification du traité de Paris et qu'il s'intéressa réellement aux importants gains politiques que celui-ci était susceptible d'apporter à la France. Comment expliquer, sinon, qu'il milita sans relâche et de façon presque passionnée en sa faveur? Car des anticédistes comme le maréchal Juin étaient tout aussi conscients de l'effet que le rejet du traité pourrait avoir sur le prestige de la France auprès de ses alliés, ce qui ne les empêcha pas de s'opposer avec virulence à sa ratification.

#### Analyse des arguments cédistes

Une première conclusion importante est que presque tous les arguments des cédistes se situaient sur le plan politique. La variable de l'intégration politique fut donc cruciale dans leur réflexion. Il s'agissait d'une nouvelle façon de considérer la puissance nationale. En effet, on

---

<sup>145</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 29.

considérerait que la puissance de la France ne passerait plus par le nombre de divisions qu'elle pourrait aligner, mais par sa capacité à proposer des projets novateurs, à prendre des initiatives constructives, fédératrices. On retrouve clairement ce raisonnement dans une lettre d'Ély en septembre 1953: « Car, en définitive, dans la conjoncture militaire actuelle, la position de la France ne dépend même pas tellement du rapport de puissance militaire entre elle et son partenaire allemand, mais de tout ce qu'elle apportera d'idées neuves, larges et généreuses, dirigées vers l'avenir, dans cette immense œuvre de construction de l'Europe qui peut seule vraiment sauver la paix et notre civilisation. »<sup>146</sup> Ély avait exprimé la même idée un an auparavant dans un passage que nous avons déjà cité:

La seule attitude maintenant permise est d'aller résolument de l'avant. Nous conserverons ainsi les gains que nos initiatives nous ont apportés par le Plan Schuman et par le Plan Pleven, et nous resterons un partenaire dont on ne pourra ni ne voudra se passer. La position française au sein d'une Europe unie pourra ainsi rester prépondérante parce que la France aura été l'initiatrice et le moteur de la nouvelle Europe, parce que les nations anglo-saxonnes lui conserveront leur amitié agissante, parce que ses responsabilités mondiales la maintiendront sur un plan plus élevé et plus large que le plan simplement européen<sup>147</sup>. [nous soulignons]

Le projet de CED, d'abord rien d'autre qu'un outil contre la renaissance du militarisme allemand, était donc devenu bien plus, même si cette dimension originelle ne disparut jamais. On peut aller plus loin: il semble que, pour les cédistes, la variable de l'intégration européenne était si importante qu'elle occulta les autres, comme la menace communiste (pourtant à l'origine de l'ultimatum américain et donc du projet de CED) et l'atlantisme. En effet, on remarque, surtout chez Ély, que ce sont les bienfaits politiques qui occupaient la plus grande partie de la réflexion. N'est-il pas frappant qu'il ait vigoureusement défendu un traité qui, selon lui, ne

---

<sup>146</sup> Lettre d'Ély à Pleven, 25 septembre 1953, SHD, GR 1 K 233.

<sup>147</sup> Lettre d'Ély à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 233.

pouvait être appliqué que de façon très graduelle, sans quoi il risquait d'engendrer « le désordre et le désarroi le plus complet »? Cela semble confirmer que les militaires cédistes appuyèrent le traité pour des raisons purement politiques, occultant ses dimensions militaires. Il est probable qu'Ély se serait rallié au projet défendu par la majorité des chefs militaires (adhésion de la RFA à l'OTAN assortie de garanties contre la reconstitution d'une armée allemande autonome) *si l'efficacité militaire et la défense contre la menace soviétique avaient été ses principales préoccupations*. Le fait qu'il ait défendu la CED malgré les faiblesses qu'il percevait à cet égard montre que sa réflexion s'appuyait presque uniquement sur les gains politiques d'une intégration européenne dirigée par Paris.

Enfin, on peut considérer, comme le fait Philippe Vial, que les cédistes appartenaient au courant euro-atlantiste. Anticommunistes et favorables à l'OTAN, les membres de ce courant se méfiaient cependant de la superpuissance américaine, comme le prouve ce passage d'une lettre d'Ély à René Massigli, ambassadeur français au Royaume-Uni:

On pourrait presque dire, quoique ce soit une vue bien simplifiée de la question, que l'Europe cherche avant tout à maintenir la paix, alors que les Américains cherchent peut-être à obtenir une victoire sans guerre. [...] J'en arrive ainsi à penser que le vrai motif d'inquiétudes tient essentiellement dans la faiblesse de l'Europe, non pas seulement vis-à-vis de l'URSS, mais je dirais presque vis-à-vis des USA eux-mêmes. [...] Les Américains mènent actuellement, seuls, le jeu de la politique mondiale, sans posséder l'expérience, ni la maturité nécessaire à la conduite de cette politique<sup>148</sup>.

Les euro-atlantistes croyaient en conséquence que seule la création d'une union européenne qu'elle dirigerait pourrait empêcher la France affaiblie de devenir un vassal de Washington au sein de l'Alliance atlantique. Seul un leadership européen d'un nouveau genre

---

<sup>148</sup> Lettre personnelle d'Ély à Massigli, 27 avril 1951, citée dans Vial, « Le militaire et le politique... », p. 147-148. Nous n'avons pas trouvé cette lettre lors de notre recherche aux archives.

pouvait lui garantir le statut de grande puissance et lui permettre de contrebalancer la toute-puissance américaine<sup>149</sup>. Comme l'écrivit Ély en septembre 1952: « Je suis intimement convaincu de la nécessité de développer l'idée d'une Europe unie, non seulement pour faire face, avec l'aide de l'Amérique, au danger soviétique, mais aussi pour survivre entre les masses américaines et asiatiques, bien envahissantes toutes les deux. »<sup>150</sup>

Les membres de ce courant avaient accordé une grande importance à l'Union occidentale, créée en 1948 par le traité de Bruxelles, qu'ils considéraient comme une fin en soi, et même comme un geste fondateur de l'intégration européenne. Le général Stehlin écrivit, longtemps après les faits: « C'est donc le premier projet d'envergure qui prend forme pour la construction de l'Europe et une éventuelle union politique. »<sup>151</sup> Ély déplora la relégation de l'UO aux oubliettes par l'OTAN: « Vous savez à quel point j'ai toujours pensé que le Pacte de l'Atlantique ne prendrait sa vraie valeur que comme complément du Pacte de Bruxelles. Or, trop souvent, il a servi chez nous de prétexte pour "tuer" l'esprit même de Bruxelles. »<sup>152</sup> Stehlin fit de même: « J'avais trop intensément vécu la période de conception de l'Union occidentale et participé à sa création, pour ne pas redouter que sa mutation en une alliance étendue aux États-Unis et au Canada ne sonnât le glas de ce qui devait être une entreprise européenne. [...] Dans mon esprit, l'Alliance atlantique ne devait être que le moyen qui permît de réaliser, à l'abri d'une réaction soviétique, une défense qui fût proprement européenne. »<sup>153</sup>

---

<sup>149</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 148.

<sup>150</sup> Lettre d'Ély à Ganeval, 12 septembre 1952, SHD, GR 1 K 133.

<sup>151</sup> Paul Stehlin, *Retour à zéro. L'Europe et sa défense dans le compte à rebours*, Paris, Laffont, 1968, p. 48.

<sup>152</sup> Lettre personnelle d'Ély à René Massigli, 27 avril 1951, citée dans Vial, « Le militaire et le politique... », p. 138.

<sup>153</sup> Stehlin, *op. cit.*, p. 57.

Le courant euro-atlantiste fut lucide sur plusieurs points. Si les cédistes n'annoncèrent jamais explicitement la décolonisation, ils comprirent que le statut de grande puissance de la France ne pourrait plus forcément passer par la possession de colonies. Ély avait constaté que la France n'avait plus les moyens de demeurer une grande puissance coloniale tout en participant activement à la défense du continent ouest-européen: « je ne pense pas que nos forces soient au niveau des responsabilités mondiales auxquelles nous prétendons », écrivit-il en septembre 1952. Que la CED soit créée ou non, la France n'avait donc plus les moyens de ses ambitions, fait rarement admis à l'époque. De plus, on peut faire remarquer que le maintien de l'Empire après la Seconde Guerre mondiale n'avait pas suffi pour faire de la France une puissance de premier ordre capable d'assurer seule sa défense. Bref, étant donné que l'Union française ne pouvait plus être le socle de la puissance nationale, notamment parce que la France n'avait probablement pas les moyens de la conserver si elle participait pleinement à la défense de l'Europe d'une façon ou d'une autre, il fallait absolument chercher une nouvelle façon d'assurer cette puissance. Il est donc tout à fait logique que les cédistes aient considéré que la CED représentait l'occasion « peut-être unique » pour la France de devenir le leader de l'Europe, et ainsi de demeurer une grande puissance. Il ne semble donc pas exagéré de penser, comme le fait Philippe Vial, qu'« [a]u fond, les uns ont déjà anticipé la décolonisation, alors que les autres continuent à croire au salut par l'Empire... »<sup>154</sup>

La faiblesse structurelle du courant euro-atlantiste se trouvait dans l'impossibilité de concilier la tradition impériale et les ambitions européennes, puisqu'au début des années 1950, personne ne pouvait aller au bout de la logique de décolonisation. Comme l'écrit Vial:

---

<sup>154</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 158.



Le traumatisme de la défaite tétanise les élites françaises dans la défense sourcilleuse du rang, exigeant d'elles une audace peu commune pour penser l'avenir, en une période où l'actualité internationale ne laisse aucun répit. Ce n'est donc pas un hasard si beaucoup, dans l'armée, se reconnaissent dans Juin, et peu dans Ély. Il faudra l'ébranlement de Suez et les déchirements de la décolonisation en Afrique pour que le maréchal [Juin] reconnaisse la justesse des intuitions européennes [d'Ély] [...]<sup>155</sup>

### L'importance du courant cédiste

Il s'agit maintenant d'évaluer l'importance du cédisme au sein de l'armée française. Les principaux partisans du traité de Paris parmi les très hauts gradés furent les généraux Ély, de Larminat et Stehlin<sup>156</sup>. Nous avons trouvé une mention du général Jean Crépin qui aurait été favorable à la CED, non sans réserve<sup>157</sup>. Enfin, on évoque parfois un membre de la Marine, le capitaine Marcel Duval<sup>158</sup>.

Il est très ardu de mesurer l'opinion des militaires du rang, des sous-officiers et même des officiers subalternes. Philippe Vial écrit que « Depuis la fin des années quarante, il existe bien, au sein du corps des officiers, un courant européen qui se reconnaît dans les thèses de Schuman ou Monnet. Largement minoritaire, il s'oppose à celui qui propose une vision plus

---

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> Conférence du général Stehlin sur le traité de la Communauté européenne de défense prononcé le 30 Octobre 1952 à l'École militaire, SHD, GR 1 K 145. Stehlin semble cependant avoir joué un rôle plus effacé, parce que nous avons trouvé peu de traces de son implication.

<sup>157</sup> André Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France. Tome 4: De 1940 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, p. 277. Nous n'avons cependant retrouvé aucune trace de l'orientation cédiste de Crépin. Son fonds privé au SHD comporte un seul carton, qui ne contient aucune référence à la CED. Il ne semble donc pas avoir joué un rôle marquant.

<sup>158</sup> Raflik-Grenouilleau, *op. cit.*, p. 167. Fait intéressant, Duval, désormais amiral, écrivit des décennies plus tard un article sur la CED. Si, d'une part, il déplora l'échec du projet (« Comme l'a écrit Adenauer, le rejet de la CED fut un "jour noir pour l'Europe", puisqu'il marqua l'échec, peut-être définitif, de ce grand dessein politique qu'était "l'Europe des Six", c'est-à-dire de cette Europe dont la culture et l'histoire avaient été communes depuis Charlemagne »), il n'hésita pas à le critiquer: l'idée était prématurée en 1950 parce que les souvenirs de la guerre étaient trop récents pour que les esprits l'acceptent, du moins en France; on avait voulu passer de l'économie à la défense avant d'avoir fait l'Europe politique; on avait cherché à créer l'institution avant d'avoir établi une politique commune. Voir Marcel Duval, « La crise de la CED (1950-1954) », dans Vaïsse, Maurice, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo, dir., *La France et l'OTAN, 1949-1996. Actes du colloque tenu à l'École militaire, 8, 9 et 10 février, à Paris*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 210-211.

classiquement impériale de la grandeur française. » Ce courant représentait davantage « que la simple collection d'individualités brillantes ou marginales, à laquelle on le réduit d'ordinaire. »<sup>159</sup> Enfin, les jeunes officiers, qui priorisaient l'Indochine, y auraient été plus favorables que les plus anciens, davantage concentrés sur l'Afrique du Nord<sup>160</sup>.

Il semble cependant que la majorité de l'armée se soit très peu souciée de la CED. Georgette Elgey écrit que « Dans leur ensemble, la troupe et les officiers restent indifférents, plus préoccupés de leur “tour” pour l'Indochine et du réajustement des soldes. » Elle ajoute: « En fait, l'armée compte surtout dans ses rangs une majorité que la CED laisse indifférente et une minorité qu'elle bouleverse. »<sup>161</sup> Ce point de vue semble être confirmé par les entretiens menés par Dominique Moïsi, pour qui « bien des officiers et sous-officiers ne virent dans la CED qu'une perspective d'augmentation de leurs soldes par alignement de celles-ci sur celles de leurs collègues européens plus favorisés, les Hollandais et les Belges en particulier. »<sup>162</sup>

Bref, on peut croire qu'il y eut parmi les officiers un courant cédiste significatif quoique minoritaire, mais que celui-ci trouva peu d'écho auprès des officiers subalternes, des sous-officiers et, *a fortiori*, des simples soldats. Malheureusement, vu que les archives militaires conservent surtout des documents émanant des officiers généraux et des hautes instances de l'armée, il est difficile de vérifier l'exactitude de cette conclusion.

---

<sup>159</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 157.

<sup>160</sup> André Martel, dir., *Histoire militaire de la France*, p. 277.

<sup>161</sup> Elgey, *op. cit.*, p. 377, 560.

<sup>162</sup> Cité dans Vial, « Les militaires français... », p. 148.

### Les facteurs à l'origine du courant cédiste

Nous devons maintenant tenter d'expliquer quels facteurs (tels le grade, l'arme, la proximité au pouvoir, ou l'expérience personnelle) peuvent expliquer l'appartenance au courant cédiste. En d'autres mots, il s'agit de voir si nous pouvons cerner les lignes de fracture entre les militaires cédistes et leurs collègues anticédistes.

Comme nous venons de le souligner, il est très difficile de connaître l'opinion des militaires du rang, des sous-officiers et même des officiers subalternes. Nous ne pouvons donc pas savoir si le grade fut un facteur décisif dans la position face à la CED.

On doit faire un constat similaire concernant l'arme. Les deux principaux défenseurs de la CED, Ély et de Larminat, appartenaient à l'Armée de terre. Or, de nombreux anticédistes importants en étaient également issus: Juin, de Gaulle, Koenig, Weygand, etc. Nous verrons au chapitre suivant que la position officielle de la Marine varia très peu; à notre connaissance, pratiquement aucun haut gradé de cette branche n'appuya les idées européennes des cédistes, hormis le capitaine Duval, cité ci-haut<sup>163</sup>. Stehlin, même s'il venait de l'Armée de l'air, ne développa jamais un argumentaire propre à son arme, et rien n'indique que celle-ci eut un impact déterminant sur ses prises de position<sup>164</sup>. Bref, on peut difficilement postuler que l'arme fut une

---

<sup>163</sup> Raflik-Grenouilleau, *op. cit.*, p. 167. L'auteure soutient qu'un grand nombre d'autres responsables de la Marine furent attirés par la CED, mais nos recherches en archives ne permettent pas de corroborer cette affirmation. Comme nous le verrons au chapitre 4, l'état-major de la Marine se montra au mieux réticent face au projet.

<sup>164</sup> Même si Stehlin consacre une centaine de pages à la CED dans son ouvrage *Retour à zéro. L'Europe et sa défense dans le compte à rebours*, il ne présente à peu près aucun argument proprement militaire, se contentant de citer longuement des politiciens cédistes comme Robert Schuman.

ligne de fracture importante dans l'épisode de la CED, même si, selon certains auteurs, la Marine et l'Armée de l'air s'y seraient montrées plus réceptives que l'Armée de terre<sup>165</sup>.

Il n'est pas non plus aisé d'évaluer l'impact de la proximité au pouvoir. Juin détenait de nombreuses fonctions nationales et interalliées. À l'automne 1951, il devint Inspecteur général des Forces armées et, à ce titre, président du CCEM. La même année, il fut nommé commandant en chef des forces terrestres du secteur Centre-Europe de l'OTAN; il serait élevé au commandant interarmées de ce même secteur en 1953. Juin profita de son importance au sein de l'armée pour tenter d'influencer les dirigeants politiques, comme en témoignent ses nombreuses lettres aux ministres de la Défense nationale, aux présidents du Conseil, et même au président de la République. Son prestige et sa puissance l'auraient convaincu qu'il ne pouvait se taire: « Cette accumulation de titres, loin de l'amadouer et de le rendre compréhensif, sinon complaisant, envers le pouvoir politique, va lui donner une audace nouvelle. Car, ainsi que l'écrit son ancien aide de camp, "il estime que la dignité de maréchal, dont il a été investi, lui crée des devoirs supplémentaires vis-à-vis du pays". »<sup>166</sup> Or Ély, comme nous l'avons vu, défendit la position inverse, même s'il était lui aussi proche du pouvoir: chef de la délégation française au *Standing Group* (Groupe permanent) de l'OTAN depuis octobre 1949, il succéda en août 1953 à Juin comme président du CCEM lorsqu'il fut nommé chef d'état-major général des Forces armées, un poste nouvellement créé comprenant l'Inspection générale; désormais l'homme le plus important de l'armée, il n'hésita pas, lui non plus, à agir sur les hommes politiques. Ainsi, rien ne porte à croire que la proximité au pouvoir eut un impact important sur la position des chefs

---

<sup>165</sup> Martel, dir., *op. cit.*, p. 277. Nous n'avons pas trouvé de preuve de cette affirmation, qui n'est pas prouvée dans ce livre. Jenny Raflik-Grenouilleau y va d'une affirmation similaire, sans davantage la prouver. Voir Raflik-Grenouilleau, *La IV<sup>e</sup> République et l'Alliance atlantique: influence et dépendance (1945-1958)*, p. 167.

<sup>166</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 76.

militaires français face à la CED, car son principal adversaire ainsi que son principal défenseur eurent tous deux une grande influence politique. L'étude des autres chefs militaires n'infirme pas ce constat.

L'expérience personnelle semble être le seul facteur pouvant avoir influé sur la position des militaires cédistes français. Selon certains auteurs, de Larminat, un des premiers à rejoindre les Forces françaises libres en 1940, considérait l'armée trop proche des anciens éléments de Vichy, et aurait soutenu la CED pour déranger ces éléments: « Frondeur, non conformiste de nature, Larminat, en se faisant l'apôtre d'une armée européenne absolue, uniforme compris, agit essentiellement par provocation à l'égard d'une haute hiérarchie beaucoup trop issue de Vichy, à son gré. »<sup>167</sup> Si cette affirmation reste à vérifier, de Larminat n'hésita pas à écorcher les militaires qui étaient restés fidèles à Vichy, notamment en critiquant ceux qui s'inquiétaient de la perte d'insignes traditionnels de l'armée française: « J'ai encore connu beaucoup de braves garçons qui, en 1941 et 1942, ont préféré se battre pour leur pays sous un uniforme de coupe britannique—et bien souvent y laisser leur peau—plutôt que d'accepter la loi de l'ennemi sous le képi. »<sup>168</sup> Il se peut donc que de Larminat ait vu la CED comme un moyen pour l'armée française de rejeter définitivement cet héritage en intégrant une organisation de type totalement nouveau. On peut noter que le général Crépin, lui aussi, rejoignit très rapidement les Forces françaises libres, dès août 1940. Il est moins évident de voir l'impact de l'expérience personnelle du général Ély sur son orientation cédiste, hormis que son rôle de premier plan au *Standing Group* de l'OTAN lui permit de bien mesurer l'impact qu'aurait une non-ratification du traité

---

<sup>167</sup> Philippe Masson, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, p. 389.

<sup>168</sup> De Larminat, *L'Armée européenne*, 1952, SHD, p. 52, SHD, GR 1 Q 65.

sur les options stratégiques américaines<sup>169</sup>. Pour conclure sur l'expérience personnelle, il faut souligner que nous nous sommes contentés de formuler des hypothèses, étant donnée la nature des sources disponibles.

### Conclusion

En somme, les militaires cédistes développèrent quatre arguments principaux: la CED réarmerait l'Allemagne sans recréer l'armée allemande; elle permettrait une réconciliation avec Bonn; elle garantirait à la France son rôle de leader de l'Europe et donc de grande puissance; son rejet pourrait avoir pour Paris des conséquences graves, dont une perte de prestige auprès de ses alliés. Les cédistes, on le voit, développèrent des arguments presque uniquement politiques, alors que leur chef de file ne cessa de critiquer les lacunes militaires du traité. La variable de l'intégration politique fut donc centrale, à un point tel qu'elle occulta presque les autres, comme l'anticommunisme (pourtant à l'origine de l'ultimatum américain de 1950 et donc de tout le projet d'armée européenne) et l'atlantisme. En effet Ély, s'il avait eu comme principal objectif une défense efficace du continent européen, n'aurait certainement pas défendu un traité qui lui paraissait « susceptible d'amener le désordre et le désarroi le plus complet » sur le plan militaire.

Les généraux Ély et de Larminat furent les deux principaux chefs militaires cédistes. Le capitaine Duval et les généraux Stehlin et Crépin prônèrent également la ratification du traité de Paris, mais prirent nettement moins de place dans le débat. Nous avons vu qu'il n'est pas facile d'évaluer l'importance du courant cédiste au sein de l'armée française en dehors de ses chefs.

---

<sup>169</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 148.

Les études existantes portent cependant à croire qu'il y eut, au sein du corps des officiers, un courant minoritaire se reconnaissant dans les idées européennes, soit le courant euro-atlantiste. Mais il semble surtout que la CED laissa fort probablement la majorité des officiers et des militaires du rang indifférents, notamment parce que la solde et la possibilité d'un déploiement en Indochine les préoccupaient davantage. Il est donc probable que seule une faible minorité de l'armée dans son ensemble puisse être classée dans le camp cédiste.

Enfin, nous avons conclu que seule l'expérience personnelle a pu être un facteur significatif dans l'appui de certains militaires à la CED. Nous avons, par exemple, souligné que de Larminat semble avoir été marqué par son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale, puisqu'il aurait voulu que l'armée française se débarrasse de ses liens encore très forts avec l'armée de l'armistice ayant servi sous Vichy. Il faut cependant souligner que, vu les sources disponibles, cette conclusion ne saurait être prise comme étant définitive.

## **Chapitre 4. Le point de vue des militaires anticédistes**

Ce chapitre, qui étudie la position des militaires opposés à la ratification du traité de Paris, suit le même plan que le précédent. Il s'ouvre par une présentation des principaux arguments des chefs militaires opposés à la CED, qui seront ensuite analysés afin de bien comprendre ce courant. Nous verrons de quelle nature, militaire ou politique, étaient ces arguments et quelles variables furent au cœur de la réflexion de ces militaires avant de placer l'anticédisme dans un courant idéologique plus large, l'impérial-atlantisme. Puis, nous essaierons d'évaluer l'importance du courant anticédiste au sein de l'armée française, opération difficile quand on sort du cercle restreint des chefs militaires. Enfin, nous tenterons de cerner les facteurs (grade, arme, expérience personnelle, proximité au pouvoir, situation géographique, etc.) qui pourraient expliquer que des militaires aient défendu ce point de vue.

### *Les arguments contre la CED*

#### *Inefficacité sur le plan militaire*

Les chefs militaires ne cessèrent d'affirmer que l'armée européenne prévue par le traité de Paris serait forcément inefficace. D'abord, ils répétèrent sans cesse qu'on avait mis la charrue avant les bœufs, puisqu'il était absurde de mettre sur pied une armée européenne intégrée avant que l'Europe politique ne devienne réalité. Selon le colonel Faure, les négociateurs avaient oublié « que l'Armée en temps de guerre est le prolongement de l'Armée du temps de paix et qu'elle est issue de l'effort général et total de la Nation – En l'état actuel des institutions politiques, seuls les Gouvernements sont à même de résoudre les problèmes essentiels de la mobilisation, de la coordination, comme de la préparation et de la mise en œuvre de l'effort de



guerre – ce sont des problèmes qui ne peuvent se dissocier. »<sup>170</sup> Seuls les États pouvaient mener une action militaire efficace; on avait donc commis une grave erreur en leur enlevant des pouvoirs au profit d'une entité incapable d'assumer des responsabilités jusque-là nationales.

Le passage brusque de l'armée nationale à l'armée intégrée ne pouvait qu'affecter le moral des troupes qui, en l'absence d'un patriotisme européen, seraient démotivées: « Le Français qui obéit à la vocation de soldat ne doit pas avoir à prononcer un choix entre le service de la grandeur française outre-mer et la défense d'une entité intellectuelle Europe à laquelle rien encore sur le plan sentimental et affectif ne l'attache. Il faut longtemps pour forger un sentiment populaire qui mérite qu'on y sacrifie sa vie. »<sup>171</sup>

Les concepteurs de la CED n'avaient pas compris la réalité des troupes: « L'Armée n'est pas une entreprise privée réunissant par libre adhésion des individus poussés par des intérêts personnels. C'est une institution faite pour les crises graves dont la valeur réside dans un sentiment collectif unanime mais aussi dans la contrainte à l'égard des individus pris isolément. Les armées sont à l'image de la nation. Pour réaliser la fusion des armées, il faut une fusion préalable des États. Or rien ne laisse présager une Europe unifiée. »<sup>172</sup> Selon Faure, « une Armée n'est pas un rassemblement de mercenaires, mais bien la réunion de toutes les disponibilités des Pays en vue de réaliser une mobilisation effective humaine et matérielle »<sup>173</sup>.

---

<sup>170</sup> Lettre de Faure, 25 août 1952, SHD, GR 1 K 233. La lettre est adressée à un général qui n'est jamais nommé, mais les références au *Standing Group* de l'OTAN et à l'influence du destinataire auprès des Anglo-Saxons porte à croire qu'il s'agit d'Ély.

<sup>171</sup> Réflexions sur le traité instituant la Communauté européenne de défense et les protocoles annexes, sans date, SHD, GR 1 K 233.

<sup>172</sup> État-major de l'Armée (EMA), 1<sup>er</sup> Bureau, Note pour la Section de coordination interalliée (SCI), 8 juillet 1952, SHD, GR 11 T 161.

<sup>173</sup> Lettre de Faure, 25 août 1952, SHD, GR 1 K 233.

Comme mentionné au chapitre 2, la plupart des militaires prônèrent une mise sur pied extrêmement graduelle des institutions supranationales de la CED et une période transitoire d'une durée indéterminée, mais probablement longue, pendant laquelle la défense demeurerait une prérogative presque exclusivement nationale, ce qui permettrait, selon eux, d'atténuer autant que possible la désorganisation et le bouleversement qu'entraînerait une application rigide et rapide du traité de Paris. Une note d'août 1952 résume parfaitement ce raisonnement:

Il aurait fallu prévoir au moins deux stades. Un premier d'une durée de plusieurs années où les Gouvernements nationaux auraient conservé leurs pouvoirs d'administration générale et où les Institutions essentielles de la CED auraient été mises sur pied. Les commandements intégrés auraient été créés. Les règles de fonctionnement auraient été élaborées et progressivement appliquées. L'unité de vue se serait imposée petit à petit. Le second stade aurait été celui de l'application des dispositions du Traité<sup>174</sup>.

Le discours des militaires anticédistes semble contradictoire. Le Commissariat n'avait pas suffisamment de pouvoirs pour agir efficacement en temps de crise. Pour pallier cette faiblesse, il fallait lui retirer des pouvoirs au profit des États. La CED était donc à la fois pas assez et trop supranationale; le Commissariat n'avait pas assez de pouvoirs, mais les États ne devaient pas lui en déléguer davantage. Cette tension est particulièrement remarquable dans un document anonyme où on peut lire qu'« [i]l importe donc, si l'on veut assurer au système l'efficacité indispensable, de trouver des procédés susceptibles de donner aux autorités européennes les pouvoirs qui leur font défaut en matière de préparation et d'exécution de la mise sur pied des forces. » [souligné dans le texte] Plus loin, on apprend qu'il n'est cependant pas question d'augmenter la supranationalité pour atteindre cet objectif: « Comment parvenir à ce résultat? Certainement pas en transférant tous les pouvoirs des Gouvernements au Commissariat

---

<sup>174</sup> EMA, 1<sup>er</sup> Bureau, Note pour la SCI, 8 juillet 1952, SHD, GR 11 T 161.

- les Gouvernements et avec eux les Parlements dont ils relèvent, ne l'admettraient pas. Il s'agit là de prérogatives essentielles du Pouvoir constitutionnel. Le Traité compte déjà trop d'abandon de souveraineté pour qu'on puisse envisager leur extension. »<sup>175</sup>

La contradiction n'est cependant qu'apparente. En effet, l'armée supranationale n'était possible que pour une Europe unie politiquement. Selon de nombreux militaires, il aurait donc fallu procéder de façon graduelle, en commençant par établir une confédération européenne. Comme l'écrivit le général retraité Revers en janvier 1953: « N'anticipons pas. Formons une solide confédération européenne où chacun apportera loyalement sa part de réalisations, et nous verrons naître et s'implanter l'idée européenne. Alors nous ferons l'armée européenne; aller plus loin, aller plus vite, c'est bâtir un château de cartes que le premier souffle dispersera. »<sup>176</sup> Donner plus de pouvoirs au Commissariat ne servirait donc à rien tant et aussi longtemps que l'unité politique ne serait pas réalisée. On peut évidemment se demander si cet argument témoignait d'une véritable volonté de construire l'Europe politique ou n'était qu'une simple manœuvre visant à reporter la naissance de l'armée supranationale intégrée aux calendres grecques, vu que l'intégration politique ne pouvait qu'être un processus long et complexe.

Ainsi, l'argument selon lequel on avait mis la charrue avant les bœufs fut souvent présenté par les militaires français. L'armée intégrée ferait disparaître les armées nationales pour les remplacer par une construction abstraite dénationalisée, alors que l'armée en temps de guerre était issue de l'effort général et total de la nation. De plus, les soldats n'acceptaient de se battre que pour leur nation, et il faudrait longtemps pour qu'un véritable patriotisme européen puisse

---

<sup>175</sup> Organisation – Articulation et attributions du commandement, sans date, SHD, GR 11 T 161.

<sup>176</sup> Général Revers, « L'armée européenne et la France », *Le redressement économique*, deuxième quinzaine de janvier 1953, SHD, GR 1 Q 65.

remplacer le sentiment national. Les anticédistes, que ce soit sincèrement ou par calcul, se déclarèrent favorables à l'idée d'une armée européenne. Le problème était dans la méthode: il aurait fallu commencer par établir une confédération européenne, qui aurait graduellement pavé la voie vers l'émergence et la consolidation de l'idée d'une armée commune intégrée.

Les militaires soulignèrent également la lourdeur de l'appareil administratif prévu par le traité. Selon eux, la multiplication des structures et un partage complexe des pouvoirs et responsabilités engendreraient forcément confusion et désorganisation, réduisant les capacités de la défense occidentale. Ainsi, selon le général Gérardot, « la multiplicité des contrôles, des inspections, des autorisations, etc., donnera naissance à des organes administratifs supplémentaires et sera ainsi cause de lourdeur et de complications, de difficultés internes et de lenteur. »<sup>177</sup> Ailleurs, on peut lire à propos de l'organisation de la CED:

On voit mal, dans ce fouillis, comment s'établiront les responsabilités dans les cas de crise, la conséquence naturelle de toutes ces dispositions hâtivement bâclées (en 18 mois!) ne pouvant être qu'une nouvelle Prolifération d'États-Majors, secrétariats, missions de liaison, etc... qui échangeront des notes, se surveilleront et finalement, enlisés dans le papier, aboutiront à une stérilité totale... Nous sommes loin, semble-t-il, du principe d'efficacité annoncé et dont la condition sine qua non est la simplicité<sup>178</sup>.

Bref, pour citer le maréchal Juin, « l'application immédiate et brutale de certains articles du Traité est susceptible d'engendrer initialement une certaine désorganisation des forces existantes et partant une diminution de la valeur de l'outil à ma disposition avant que le concours allemand ait pu donner son effet. »<sup>179</sup>

---

<sup>177</sup> Général Gérardot, L'armée européenne et le réarmement allemand, sans date, SHD, GR 1 Q 65.

<sup>178</sup> Réflexions sur le traité instituant la Communauté européenne de défense et les protocoles annexes, sans date, SHD, GR 1 K 233.

<sup>179</sup> Lettre de Juin à Pleven, 30 janvier 1953, SHD, GR 1 K 238. On se rappellera que le général Ély, pourtant un partisan de la ratification du traité de Paris, avait un discours similaire concernant l'efficacité militaire de la CED.

Les détracteurs du traité de Paris considéraient également que celui-ci pouvait être illégal: « Le traité, enfin est en contradiction avec la Constitution de 1946 qui prévoit en son article 62 que les “les membres de l’Union Française mettent en commun la totalité de leurs moyens pour garantir la défense de l’ensemble de l’Union.” »<sup>180</sup> [souligné dans le texte]

On avait aussi commis une grave erreur en n’incluant pas l’Afrique du Nord dans le projet: « Le traité ne vise que de l’Europe Occidentale. Or celle-ci est inséparable de l’Afrique, tout au moins de l’Afrique du Nord avec laquelle elle forme un tout. Un traité signé par la France ne peut se rapporter à la seule France Métropolitaine privée de son prolongement en Afrique. »<sup>181</sup> Selon les anticédistes, l’AFN était indispensable à la France (et à toute armée dont ses forces feraient partie) sur le plan militaire. Le général Niessel rappela que « lors de la Ière Guerre Mondiale, nos territoires d’Outre-Mer ont fourni 570.000 combattants et 200.000 travailleurs, qu’en 1942-45 ils ont, alors que la métropole était occupée, mis sur pied plus de 300.000 combattants dont le rôle a été brillant. »<sup>182</sup> Mais l’importance de l’Union française et surtout de l’AFN dépassait de loin l’apport humain: « L’Afrique du Nord Française fait partie intégrante de l’arrière du Théâtre Européen, principalement par: - l’existence sur son territoire de lignes de communications en direction des secteurs Centre et Sud Europe, - la présence de zones de stationnement de bombardement stratégique, - l’imbrication de ses secteurs de D.A.T. [défense aérienne du territoire] avec ceux de l’Europe, dont ils sont l’aboutissement naturel vers le Sud. »<sup>183</sup> Selon le général Béthouard, si l’Europe continentale avait évidemment besoin de l’apport

---

<sup>180</sup> Commandant Gaume, Note au sujet de la Communauté Européenne de Défense, 1<sup>er</sup> octobre 1952, SHD, GR 11 T 161.

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> Général A. Niessel (cadre de réserve), Communauté européenne de défense. La place de la France, 14 octobre 1952, SHD, GR 11 T 163.

<sup>183</sup> État-major général des Forces armées Air (EMGFAA), Note sur l’organisation des Forces Aériennes Européennes dans le cas particulier du réarmement allemand, sans date, SHD, AI 9 E 1153.

allemand, « Il est tout aussi clair que sa défense stratégique ne peut être assurée qu'appuyée sur les espaces africains. » En effet, « Le développement des transports aériens et des opérations aéroportées exigent un échelonnement de plus en plus large en profondeur et on peut envisager le jour où le commandement européen et ses réserves seront installés en Afrique saharienne autour de ses bases aériennes stratégiques. »<sup>184</sup> Bref, le traité était absurde sur le plan militaire, car il enlevait à l'Europe la profondeur stratégique nécessaire pour assurer une défense efficace.

### *Une armée dirigée par l'Allemagne*

Nous avons vu que la direction de la CED par la France fut la condition *sine qua non* de l'appui des chefs militaires au projet, dont l'opposition se cristallisa lorsqu'il s'avéra que cet objectif ne serait pas atteint. Juin déclara, par exemple, que « la France ne peut entrer dans une communauté de ce genre, qu'en majoritaire et actuellement ses forces sont dispersées, amoindries et réparties dans certains États Associés dont les ficelles sont encore mal attachées. »<sup>185</sup> Les militaires continuèrent donc à s'inquiéter d'une CED que Paris ne pourrait diriger. Plusieurs affirmèrent en effet que, vu la faiblesse française, il était illogique et dangereux de créer un face-à-face franco-allemand qui risquait fort d'être à l'avantage de Bonn. Le général Weygand, par exemple, écrivit que « Le Traité affronte en effet la France et l'Allemagne sur le terrain de leur rivalité séculaire, dans des conditions où notre Patrie se trouve, nous l'avons montré, disposer pour le moment de ressources matérielles inférieures. »<sup>186</sup> Pour le colonel

---

<sup>184</sup> Général Béthouard, « L'armée européenne. I. - Le projet: une initiative française », *Le Figaro*, 26-27 juillet 1952, SHD, GR 1 Q 65.

<sup>185</sup> Extrait d'un discours de Juin, sans date, SHD, GR 1 K 238. Le discours est postérieur au printemps 1953, puisqu'il fait référence aux protocoles interprétatifs. Il s'agit peut-être d'un extrait de son discours prononcé à Constantine en avril 1953.

<sup>186</sup> Général Weygand, À propos du traité instituant la Communauté européenne de défense, sans date, SHD, GR 1 Q 66.

Faure, « On pourrait résumer toute l'affaire en disant que pour camoufler le réarmement allemand – ils ont créé un système dans lequel la France et l'Union française sont sacrifiées pour bâtir une Europe à dominante germanique sous les ordres d'un général Américain. »<sup>187</sup>

Cela s'explique par un élément abordé au chapitre 2: l'incapacité des gouvernements successifs de donner à l'armée les moyens de diriger la CED, que ce soit en priorisant l'Europe au détriment de l'Indochine, soit en adoptant des mesures qui permettraient de ne pas devoir choisir entre ces deux missions, ou, pour citer Juin, « l'impossibilité où nous sommes de pouvoir concilier les deux grandes tâches militaires que la France s'est assignées. »<sup>188</sup> Le maréchal résuma très bien le dilemme auquel l'armée française était confrontée.

[A]ussi longtemps que nous poursuivrons, à la mesure de l'effort actuel, la guerre d'Indochine, nous ne pourrons remplir les obligations qui nous incombent dans la communauté Atlantique et qu'il nous faudra au surplus renoncer à faire figure de majoritaire dans la communauté européenne de défense, - nos alliés pouvant très bien, devant notre carence, souhaiter, avec un semblant de raison, que les Allemands s'affranchissent un jour du malthusianisme que nous entendons leur imposer<sup>189</sup>.

Juin demanda donc si « c'est du déclin de notre prestige en Europe et en Afrique du Nord et de notre impuissance à défendre notre sol avec les moyens estimés convenables que nous risquons, en fin de compte, de payer les énormes sacrifices consentis en Indochine dans un intérêt commun et avec les chances de succès les plus douteuses »<sup>190</sup>. Bref, l'armée, n'ayant pas reçu les moyens lui permettant de dominer la CED, estimait que celle-ci ne devait pas naître, car elle risquait de consacrer la supériorité allemande et l'infériorité française.

---

<sup>187</sup> Lettre de Faure, 25 août 1952, SHD, GR 1 K 233.

<sup>188</sup> Lettre de Juin à Pleven, 19 novembre 1952, SHD, GR 1 K 238.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> *Ibid.*

### *Aucune véritable garantie contre le militarisme allemand*

Plusieurs militaires prétendirent que, malgré les assurances de ses partisans, la CED ne fournissait aucune garantie contre la reconstitution d'une armée allemande autonome. « Tout se passe en effet, déclara de Gaulle fin 1951, comme si la Wehrmacht allait pouvoir se refaire, progressivement sous le couvert d'un morceau de papier que le vent déchirera vite. »<sup>191</sup>

Selon le général Weygand, tout portait à croire que le réarmement allemand ne serait pas contrôlé. La taille des unités nationales avait beaucoup augmenté, passant de petits groupements aux divisions. Sans standardisation des armes, des munitions et des ravitaillements, les bienfaits espérés d'une logique échappant au contrôle allemand ne seraient pas réalisables. Enfin, qu'on leur donne ou non le nom de ministère de la Défense et d'état-major allemands, ces entités ne pouvaient qu'exister (et existaient déjà) sous la forme des « organes chargés de la constitution des divisions et de leur formation technique et morale ».

Or, Bonn avait tous les atouts pour bâtir une puissante armée: « L'Allemagne possède des ressources qui lui permettent de gagner la France de vitesse dans la reconstruction de son armée: une population nombreuse, qui s'augmente chaque jour des réfugiés fuyant le régime de l'est; une puissance métallurgique supérieure[;] des charges intérieures moins lourdes; l'absence de charges extérieures. »<sup>192</sup> Le général Billotte s'inquiétait aussi du potentiel allemand:

Le vrai danger est dans le grand nombre de divisions qu'une mobilisation rapide permettrait de mettre sur pied; il est dans l'appareil de mise en œuvre de ces forces (Ministère, États-Majors et Services); il est, enfin, dans le volume considérable de réserves instruites. Si, au lieu de prendre sur tous ces plans les garanties appropriées,

---

<sup>191</sup> Conférence de presse tenue par le général de Gaulle, le 21 décembre 1951 au Palais d'Orsay, SHD, GR 1 K 237.

<sup>192</sup> Général Weygand, À propos du traité instituant la Communauté européenne de défense, sans date, SHD, GR 1 Q 66.



l'on se contente de la seule garantie que semble donner la présence des divisions allemandes du temps de paix dans une armée unifiée, l'on n'a pas du tout résolu le problème<sup>193</sup>.

Le général Niessel présenta un argument historique pour prouver la vanité des garanties obtenues dans le cadre de la CED:

En 1807, Napoléon avait limité à 40000 hommes l'effectif de l'armée prussienne – en 1813 la Prusse mettait sur pied plus de 300.000 hommes bien instruits et solidement encadrés. En 1920 le traité de Versailles avait limité à 100.000 hommes l'effectif de la Wehrmacht et supprimé le Grande [sic] État-Major allemand. En 1935 Hitler en dénonça les prescriptions, et dès 1939, une puissante armée allemande équipée des meilleurs équipements modernes, parfaitement instruite et encadrée, détruisait la Pologne en quelques jours et en 1940 elle envahissait la France, écrasait notre armée en quelques semaines, et envahissait notre territoire dont elle allait occuper pendant quatre ans la majeure partie en percevant un tribut de guerre écrasant<sup>194</sup>. [souligné dans le texte]

Bref, selon Weygand, la question du réarmement allemand avait été mal posée: « On a posé le dilemme: “Armée Européenne ou Wehrmacht[”]. Nous croyons que le dilemme revient à: “Armée Européenne et Vehrmarkt [sic]”. »<sup>195</sup>

### *La fin de l'Union française*

Un autre argument constamment utilisé contre le projet de CED fut que celui-ci provoquerait forcément la disparition de l'Union française. En effet, les négociateurs du traité n'avaient pas tenu compte du statut particulier de la France. « À l'instar de l'Angleterre qui a invoqué le Commonwealth pour ne pas adhérer à la C.E.D., nous disposons dans le monde entier des points d'appui constitués par les territoires de l'Union Française, et de leurs ressources en

---

<sup>193</sup> Général Billotte, Le traité sur la Communauté européenne de défense, sans date, SHD, GR 1 Q 69.

<sup>194</sup> Général A. Niessel (cadre de réserve), Communauté européenne de défense. La place de la France, 14 octobre 1952, SHD, GR 11 T 163.

<sup>195</sup> Général Weygand, À propos du traité instituant la Communauté européenne de défense, sans date, SHD, GR 1 Q 66.

personnel et en matériel. »<sup>196</sup> [souligné dans le texte] Cette décision était absurde vu l'importance de l'Union pour la défense française.

Or, la nécessité de fournir un contingent important à la CED pour y assurer la prédominance française ne pouvait, vu les ressources limitées de l'armée française, que compromettre la défense de l'Indochine et des autres colonies. L'armée serait « absolument insuffisante pour nous permettre de soutenir notre effort en Indochine ou de faire face à un incident grave en un point quelconque de l'Union. » Au sein de la CED, elle serait confrontée à un dilemme déchirant: « Ou bien nous abandonnerons l'Indochine, ou bien nous devons demander au Commandement Suprême compétent (article 13) l'autorisation de prélever des effectifs sur les forces que nous aurons données à la C.E.D. En admettant que cette demande soit acceptée, il en résultera un amoindrissement de notre contribution Européenne et, partant, une rupture d'équilibre qui jouera au profit de l'Allemagne dans les forces de la Communauté. »<sup>197</sup> On déplorait donc que la priorité soit accordée à l'Europe au détriment de l'Union française: « Les engagements que la France a contractés au sein de l'Union française ne sont pas compatibles avec ceux qu'elle projette de prendre en Europe. Le Traité tranche cette option en faveur de l'Europe. Il faut qu'on sache, et avec précision, que cette décision signifie, à plus ou moins brève échéance, la perte de l'Union française. »<sup>198</sup> [souligné dans le texte]

Cela peut sembler paradoxal car, comme nous l'avons vu au chapitre 2, les chefs militaires avaient demandé que l'Europe passe avant l'Indochine. Mais le paradoxe n'est

---

<sup>196</sup> Général A. Niessel (cadre de réserve), Communauté européenne de défense. La place de la France, 14 octobre 1952, SHD, GR 11 T 163.

<sup>197</sup> Commandant Gaume, Note au sujet de la Communauté Européenne de Défense, 1<sup>er</sup> octobre 1952, SHD, GR 11 T 161.

<sup>198</sup> Réflexions sur le traité instituant la Communauté européenne de défense et les protocoles annexes, sans date, SHD, GR 1 K 233.

qu'apparent, ne serait-ce que parce que la plupart étaient incapables d'envisager la rupture du lien colonial; leur demande de relégation de l'Indochine au deuxième rang des priorités militaires ne signifie pas qu'ils étaient prêts à l'abandonner. Rappelons que ceux-ci prônèrent fréquemment le service militaire de deux ans et l'envoi du contingent en Indochine, deux mesures qui auraient permis de ne pas choisir entre les deux missions de l'armée.

Nous passerons sous silence les craintes concernant le contrôle du Commissariat sur les envois d'armements en Union française et les échanges de personnel entre contingents européens et nationaux. D'une part, parce que nous avons déjà abordé la question au chapitre 2; d'autre part, parce que, malgré ce qu'en dirent les anticédistes, la France obtint des garanties contre ces deux menaces sous la forme de protocoles additionnels<sup>199</sup>.

Les militaires tentèrent de montrer que la perte de l'Union affecterait non seulement la France, mais la CED dans son ensemble. Comme le déclara de Gaulle, « l'Europe réduite à la France, à l'Allemagne, à l'Italie et au Bénélux, serait-elle viable sans un prolongement mondial qui est, pour l'essentiel, l'Union française! [...] Il est nuisible à l'Europe d'ébranler l'Union Française. »<sup>200</sup> L'argument était cohérent: il était logique de prétendre qu'affaiblir l'un des membres les plus forts d'une armée pouvait effectivement affaiblir cette armée.

---

<sup>199</sup> Le cinquième protocole stipulait que « Les autorisations générales prévues à l'article 107 sont délivrées dès l'entrée en vigueur du traité. Elles ne peuvent comporter aucune limitation de durée, de qualité ou de qualité autre que celles résultant respectivement des alinéas e) et f) du paragraphe 4 du dit article. » Selon le sixième, « En application de l'article 13 du Traité, le Commissariat met immédiatement les forces à la disposition de l'État qui a introduit une demande jugée urgente par cet État dès que celui-ci a notifié cette demande au Commissariat et au Commandement Suprême compétent. » De plus, « le Commandement Suprême ne peut refuser son accord, sauf s'il est établi, conformément aux dispositions du Traité et de ses Annexes, que le retrait dont il s'agit est de nature à compromettre la sécurité de la Communauté. » Protocoles additionnels au Traité instituant la Communauté Européenne de Défense (Paris, 24 mars 1953), SHD, GR 1 K 233.

<sup>200</sup> Conférence de presse tenue par le général de Gaulle, le 21 décembre 1951 au Palais d'Orsay, SHD, GR 1 K 237.

## *La mort de l'armée française*

Pour beaucoup de militaires français, la CED représentait rien de moins que la mort de l'armée française ou même du pays. Le colonel Faure déclara écrit par exemple dans son étude de juillet 1952 que « sous forme actuelle, [le traité] conduit au suicide de la France »<sup>201</sup>.

Cette crainte avait plusieurs raisons, dont un attachement sentimental aux traditions. Quelques militaires disaient s'inquiéter de la disparition de symboles traditionnels de l'armée française, même parmi les plus banals. Par exemple, des officiers retraités se demandaient notamment quelles chaussures et quel chapeau porterait le soldat européen, quelles décorations il recevrait, et même si le soldat français serait prêt à accepter le café ou le thé allemand ou néerlandais<sup>202</sup>. Nous pouvons également citer le général Montsabert, qui voulait savoir qui lui rendrait les honneurs à sa mort<sup>203</sup>. Si ces exemples peuvent sembler anecdotiques, ils témoignent néanmoins d'un malaise face au bouleversement que représentait la CED.

La division de l'armée française entre contingents nationaux et européens serait également lourde de conséquences: « Cette scission en deux armées, totalement distinctes par l'aspect et par la formation, ne peut que nuire à la valeur militaire d'un ensemble disparate dans laquelle la Nation ne retrouvera plus son image. »<sup>204</sup>

Notre Armée sera écartelée: le Traité la coupe en deux, une partie qui devient européenne, une autre qui est affectée aux territoires d'Outremer. Ainsi la France devra, ou bien sacrifier la sécurité de ses territoires extra-européens, ou bien subir un accroissement de charges pour disposer des moyens militaires de faire respecter

---

<sup>201</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 146.

<sup>202</sup> Au sujet de l'armée européenne par 7 officiers en retraite, sans date, SHD, GR 11 T 161-.

<sup>203</sup> Masson, *op. cit.*, p. 389.

<sup>204</sup> Commandant Gaume, Note au sujet de la Communauté Européenne de Défense, 1<sup>er</sup> octobre 1952, SHD, GR 11 T 161.

outre-mer la souveraineté française; ou bien encore accepter de faire partiellement dépendre la sécurité de ces territoires de la Communauté européenne. Les soldats et les cadres français seront soumis à des règles, à un esprit, à un régime différents, selon qu'ils serviront dans les forces européennes ou dans les forces d'Outre-Mer<sup>205</sup>.

Enfin, comme nous l'avons souligné en parlant de l'efficacité militaire de la CED, les anticédistes considéraient qu'on ne pouvait séparer l'armée de la nation, d'autant plus que l'Europe politique était encore clairement loin de pouvoir se substituer aux États-nations. Ceci pourrait par exemple avoir de graves conséquences morales: nous avons déjà vu que, selon plusieurs chefs militaires, les troupes ne seraient pas motivées à se battre pour une construction désincarnée envers laquelle ils n'éprouveraient probablement pas avant longtemps d'attachement sentimental comparable à celui qui les liait à la Nation.

Après la présentation de ces cinq arguments, fortement liés les uns aux autres car s'appuyant souvent sur les mêmes idées et les mêmes postulats de base, nous devons tenter de voir ce qu'on peut en tirer. Il s'agira notamment de voir quelles furent les causes primordiales du rejet de la CED par une majorité des chefs militaires français.

### Analyse des arguments anticédistes

Il y a beaucoup à dire sur les arguments présentés ci-haut. D'abord, contrairement à ce qu'on peut observer du côté cédiste, plusieurs étaient susceptibles de susciter l'émotion. Affirmer, comme le firent les anticédistes, que la ratification du traité de Paris entraînait la fin de l'Union française et la mort de l'armée française, par exemple, ne pouvait que provoquer des

---

<sup>205</sup> Général Billotte, Le traité sur la Communauté européenne de défense, sans date, SHD, GR 1 Q 69.

réactions passionnées. Comme le souligne Pierre Gerbet, le débat se situa de plus en plus sur le plan émotif, ce qui aida forcément les détracteurs de l'armée européenne<sup>206</sup>.

On remarque que les anticédistes développèrent des arguments militaires et politiques, souvent en même temps. Par exemple, la CED serait inefficace sur le plan militaire, entre autres, parce qu'elle ne pourrait s'appuyer sur aucune entité politique; c'est pourquoi il aurait fallu commencer par la confédération européenne. Mais, ultimement, les opposants à la CED craignaient surtout que celle-ci n'empêche la France d'être une grande puissance. La variable politique les préoccupa donc davantage. N'avons-nous pas vu au chapitre 2 que l'opposition d'une majorité de chefs militaires se cristallisa lorsqu'il devint apparent que la France serait incapable de jouer le premier rôle au sein de l'armée européenne? L'élément déclencheur fut donc la crainte d'une perte de rang, et non les inquiétudes concernant la capacité de la CED à assurer une défense efficace de l'Europe occidentale.

Deux variables furent particulièrement cruciales pour leur réflexion concernant la puissance nationale. D'abord, la nation. Comme nous l'avons vu, les anticédistes insistèrent souvent sur le fait que seule celle-ci était capable d'assurer l'effort de guerre et de motiver les citoyens à choisir la carrière militaire et se battre. Le sujet était donc problématique, puisque la nation européenne demeurerait à créer. Plus généralement, on peut remarquer au sein des instances dirigeantes de l'armée française une hostilité automatique et implacable envers toute forme de supranationalité. Philippe Vial en voit pour preuve la réunion du Comité de défense nationale du 21 avril 1953: Juin refusa un compromis (période transitoire doublée de 18 à 36 mois) qui garantissait un délai supplémentaire substantiel dans l'application du traité de Paris, car il aurait

---

<sup>206</sup> Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999, p. 144-146.

fallu négocier cette concession avec des partenaires de plus en plus excédés des hésitations et réticences françaises, pour demeurer dans une logique du tout ou rien. S'il est possible que les anticédistes aient estimé la victoire totale à leur portée, une autre possibilité (qui ne contredit pas la première) est possible. On peut voir dans cette attitude intransigeante

une attitude de fond, celle qui au-delà des considérations rationnelles, guide leur comportement à l'égard de la CED. Ne peut-on voir dans leur manque de lucidité politique (ou politicienne, si l'on veut) la marque d'un rejet épidermique de celle-ci? [...] Cette réticence initiale [de Juin], spontanée pourrait-on dire, dont on a tout lieu de croire qu'elle était partagée par les autres chefs militaires, s'explique par un élément qu'ils ne mentionnent pourtant jamais: leur nationalisme. Car l'armée européenne, surtout dans ses premières moutures, constitue la négation de cette armée nationale qu'est, par excellence, l'armée française<sup>207</sup>.

Cette question fut rarement discutée, notamment parce que le pouvoir avait toujours tenté de confiner les militaires aux simples discussions des questions techniques.

Il faut ici rappeler la crise d'identité que traversait alors l'armée française. Le projet de CED arriva au moment où le divorce entre celle-ci et la nation allait en s'accroissant. Cela expliquerait donc que l'armée ait rejeté de façon automatique et instinctive toute forme de supranationalité: en rejetant un projet qui menaçait un lien qu'elle avait déjà de la difficulté à préserver, elle voulait prouver qu'elle demeurait, malgré les apparences, l'armée de la nation. On peut souligner que l'hostilité des militaires demeura même lorsque la supranationalité du projet alla en s'estompant, ce qui peut porter à croire qu'ils rejetaient son principe même. Leur refus d'envisager que l'armée intégrée puisse un jour fonctionner correctement pourrait très bien être une autre preuve de l'intensité de leurs motivations idéologiques contre le projet.

---

<sup>207</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 143.

L'autre variable fondamentale pour les anticédistes fut l'Union française. Que ce soit sur le plan politique, économique ou militaire, celle-ci, et surtout l'AFN, était le prolongement indispensable de la métropole. Or, ils considéraient que la CED entraînait fatalement la rupture de ce lien, ce qui ne pourrait évidemment que nuire à la puissance française et, ainsi, à la défense du continent européen. Plus globalement, il semble donc tout à fait logique de considérer, comme le fait Philippe Vial, que les anticédistes appartenaient à un courant d'idées plus large, l'impérial-atlantisme. Ce courant, tout en reconnaissant que l'Alliance atlantique était, à tout le moins, un mal nécessaire vu la faiblesse française en matière de défense, stipulait que le pays ne pourrait assurer sa sécurité et sa puissance qu'en demeurant une puissance impériale: « Pour eux, l'Empire demeure le socle d'une puissance française, désormais inscrite dans le cadre atlantique, mais qui se suffit à elle-même. Car elle incarne, à elle seule, cette dimension eurafricaine qui assure à l'Occident tout entier la profondeur stratégique nécessaire pour contenir avec succès une attaque venue de l'Est. »<sup>208</sup> L'Europe des Six prévue par le traité de Paris ou la « petite Europe » était donc un non-sens militaire<sup>209</sup>.

On peut faire plusieurs remarques sur ce courant. Nous ne pouvons d'abord qu'être frappés par sa pauvreté d'analyse à plusieurs égards. Comme l'écrit Philippe Vial: « Pour eux, et c'est une constante, l'exigence d'efficacité disqualifie systématiquement toute entreprise européenne. Ils se refusent à sortir d'une logique strictement technicienne, qui sert de paravent commode à leur conservatisme. »<sup>210</sup>

---

<sup>208</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 141.

<sup>209</sup> C'est ce qu'écrivit le général Gérardot dans la *Revue de Défense nationale* de décembre 1953. Claude d'Abzac-Epezy et Philippe Vial. « Quelle Europe pour les militaires? La perception de l'Europe dans la presse militaire 1947-1958 », *Revue historique des armées*, n° 193, décembre 1993, p. 85.

<sup>210</sup> Vial, « Le militaire et le politique... », p. 158.



Il faut également souligner le manque de lucidité des impériaux-atlantistes. Nous avons vu à quel point l'Indochine et plus globalement l'Union française furent au cœur de leurs réflexions. Malgré des demandes constantes en faveur d'une réduction des effectifs en Indochine pour faciliter le réarmement européen et assurer une prédominance française au sein de la CED, les chefs d'état-major non seulement n'envisagèrent jamais que l'Indochine soit cédée, ce qui n'est pas surprenant vu leur impérialisme, mais encore ne demandèrent jamais qu'on cesse les hostilités pour chercher une solution politique au conflit. Guillen en donne une preuve éclatante, écrivant qu'après le CDN du 21 avril 1953, « Pleven fait poursuivre au ministère de la Défense nationale les études pour la mise en place de la CED, notamment la fixation de la part du budget de la Défense nationale qui y sera affectée, ce qui provoque la colère des chefs d'état-major: commencer par prélever pour la CED et repartir ensuite le reste entre les forces nationales, c'est faire passer les besoins de la CED avant les besoins de l'OTAN et de l'Indochine. »<sup>211</sup> On voit donc que l'Indochine demeurait une priorité. Cela est étonnant, puisque, comme nous l'avons vu, les chefs d'état-major avaient posé comme condition de leur appui à la CED la priorité accordée au réarmement européen au détriment de l'Indochine, mais surtout avaient compris que la victoire militaire n'y était plus possible.

Il faut cependant avoir une vue plus globale de la question pour comprendre ce point. Ultimement, les impériaux-atlantistes craignaient que l'armée européenne ne marque la fin de la France comme puissance coloniale. Toutes leurs déclarations sous-entendaient clairement que l'abandon du projet de CED suffirait pour assurer à la France de demeurer toujours une puissance coloniale, nonobstant les graves difficultés financières et militaires que connaissait le

---

<sup>211</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 26.

pays, dont ils étaient conscients et qui précédaient le projet d'armée européenne, ainsi que l'émergence de mouvements indépendantistes forts (guerre d'Indochine depuis 1946, troubles en AFN depuis le début des années 1950). Le maréchal Juin n'évoqua-t-il pas « l'impossibilité où nous sommes de pouvoir concilier les deux grandes tâches militaires que la France s'est assignées »<sup>212</sup>? Car l'abandon de la CED n'aurait pas diminué les ambitions des militaires français, et ne fit rien pour empêcher l'effritement de l'Union française. Les anticédistes firent donc preuve d'un singulier manque de vision.

Certes, on pourrait considérer qu'il est injuste de reprocher aux impériaux-atlantistes de n'avoir pas su prédire l'avenir malgré plusieurs signes annonciateurs. Mais, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les euro-atlantistes furent nettement plus lucides. Prévoir que la puissance française ne passerait plus par la possession d'un vaste empire colonial n'était donc pas une tâche impossible à l'époque. C'est essentiellement pour cette raison que nous sommes plus sévères envers les adversaires de la CED qu'envers ses partisans. Soulignons cependant que les arguments des deux camps seront critiqués de façon systématique dans la conclusion générale de ce mémoire.

L'étude du courant impérial-atlantiste soulève un point important, parfois évoqué par les militaires mais rarement reconnu de façon explicite: la France n'avait pas les moyens de ses ambitions. En effet, les militaires français voulaient à la fois maintenir de façon permanente un contingent français supérieur à celui de la RFA au sein de la CED, sans quoi Bonn y jouerait le premier rôle<sup>213</sup> et maintenir d'importantes troupes dans l'Union française, particulièrement en

---

<sup>212</sup> Lettre de Juin à Pleven, 19 novembre 1952, SHD, GR 1 K 238.

<sup>213</sup> La réduction des forces allemandes ne constituait pas une solution, vu que la CED comporterait alors trop peu d'hommes, ce qui compromettrait évidemment l'efficacité de la défense européenne.

Indochine, mais aussi en AFN où les troubles avaient déjà commencé<sup>214</sup>. Si l'atteinte du point 1 fut la condition *sine qua non* de l'appui des chefs militaires au projet d'armée européenne, ceux-ci ne cessèrent jamais d'accorder une grande importance aux possessions coloniales de la France. Non seulement ils refusèrent de renoncer à l'Indochine et de faire un choix certes déchirant entre leurs deux missions, mais ils ne semblent jamais avoir anticipé que la France serait incapable de demeurer une grande puissance coloniale et la première puissance militaire du continent ouest-européen, *que la CED soit créée ou non*.

### L'importance du courant anticédiste

Il semble clair qu'une nette majorité de chefs militaires furent anticédistes: comme nous l'avons vu au chapitre 3, seul une poignée de haut gradés se prononcèrent officiellement en faveur de la ratification du traité de Paris. Au sein des chefs militaires, plusieurs groupes manifestèrent leurs inquiétudes envers le projet, développant parfois des arguments relevant de leur situation précise, et qui pouvaient ainsi être distincts des arguments présentés ci-haut.

Il faut d'abord souligner la position de la Marine. Dans un premier temps, les questions navales furent totalement occultées. Absente du plan Pleven, l'idée d'une marine européenne n'apparut qu'au cours des négociations à Paris en 1951, et la nature de la contribution française demeura floue jusqu'à l'automne 1951<sup>215</sup>. Nous avons vu au chapitre 2 que les chefs militaires français s'étaient assurés de limiter au strict minimum la participation allemande à la marine

---

<sup>214</sup> Ceci sans parler de l'impasse financière qui apparut dès l'automne 1951, et que nous avons présentée au chapitre 2. La France éprouvait de graves difficultés à pouvoir contribuer au moins autant que la RFA au budget de la future armée européenne. Aligner la contribution de Bonn sur celle de Paris ne représentait pas non plus une solution viable, parce que le budget de la CED serait alors bien inférieur aux besoins.

<sup>215</sup> Ludovic Caserta et Philippe Vial, « La marine nationale, l'OTAN et la C.E.D. (1950-1954) ou l'impossible marine européenne », *Revue historique des armées*, n° 215, juin 1999, p. 80.

européenne. Celle-ci ne devait être qu'une marine de côte rapprochée, à laquelle la France verserait une faible minorité de ses forces (entre 10 et 15%).

La Marine fut hostile envers la CED, essentiellement parce qu'elle y voyait une menace à son rang, son statut et son indépendance. Un problème était la crainte de devenir une marine continentale, gênée dans sa mission impériale par l'intégration des services. La CED aurait accentué le découplage entre la métropole et l'empire, dont seule la première bénéficierait de la garantie atlantique. Or, la Marine avait longtemps tiré une grande partie de sa légitimité de l'Union, dont elle était la gardienne; elle ne pouvait donc que s'inquiéter d'un projet desserrant les liens entre Paris et l'outre-mer<sup>216</sup>. Autre point notable, elle adopta un ambitieux plan de développement en 1952; intégrer une partie de ses effectifs, même restreinte, ne pouvait que représenter un sacrifice pénible pour elle<sup>217</sup>. Enfin, l'intégration rendrait certainement plus difficile la coopération avec les marines américaine et britannique dans le cadre de l'OTAN, reléguant encore davantage la Marine française au statut de petite marine continentale<sup>218</sup>.

Ses hauts gradés tentèrent donc à tout prix de s'opposer à cette relégation, développant un argumentaire et des demandes qui demeurèrent les mêmes jusqu'à la fin. On demanda pour la Marine un traitement particulier selon deux axes: d'abord, bloquer tout projet susceptible de désorganiser l'appareil naval français; ensuite, s'assurer que les ressources demeurrées nationales ne soient pas utilisées pour des tâches dont le financement devait être assuré par la CED<sup>219</sup>. Comme la très grande majorité de ses forces demeuraient nationales et interalliées, il

---

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 82.

était normal que la supranationalité, acceptable pour l'Armée de terre et l'Armée de l'air, ne s'applique pas à elle. Une priorité absolue fut la préservation de l'autonomie des services logistiques nationaux. C'est ainsi que la Marine ne ménagea aucun effort pour pouvoir se soustraire à l'article 107 du traité de Paris, dont nous avons déjà discuté. Comme cet article faisait du Commissariat l'arbitre suprême en matière de production et d'exportation d'armements, les forces navales françaises, même celles demeurées nationales, devraient se soumettre à une bureaucratie européenne en matière d'armements<sup>220</sup>. Ainsi, la Marine avait absolument besoin d'une dérogation si elle voulait continuer, notamment, de pouvoir envoyer comme bon lui semblait du matériel outre-mer et de recevoir une aide américaine directe.

Dans la même optique, celle-ci ne cessa de réclamer la création, au sein du Commissariat de la CED, d'un poste de commissaire à la Marine, alors qu'on semblait se diriger vers l'existence d'un commissaire aux armements et d'un commissaire aux forces armées, ce qu'elle souhaitait absolument éviter: « La Marine s'est toujours élevée contre cette organisation qui briserait l'unité et la cohérence de l'établissement naval européen. »<sup>221</sup> Le commissaire à la Marine disposerait d'un état-major et de services propres: fabrications, entretien, ravitaillement et personnel, selon le modèle français. Cette solution aurait l'avantage de ne pas désorganiser ce qui existait déjà, de ne pas priver les marines nationales du contrôle de leurs armements, de ne pas subordonner les services logistiques des marines à un commissaire aux armements, et de libérer la Marine de l'emprise des deux autres armées au sein d'une CED où ses forces seraient très minoritaires. De plus, « Une telle identité d'organisation présenterait en outre

---

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>221</sup> EMGM, Bureau organisation, Fiche pour le CCEM, Délimitation des attributions du Commissariat à l'administration générale vis-à-vis des Forces Armées, 2 juin 1953, SHD, MV 3 BB 8 CEM 9.

l'incontestable avantage non seulement de faciliter la coordination de la politique navale de la C.E.D. avec celle des états membres, mais encore de permettre par la suite un resserrement des liens des Marines européennes avec la Marine de la Grande[-]Bretagne. »<sup>222</sup>

La Marine n'obtint cependant pas satisfaction: si un protocole abolit pratiquement les restrictions pour la production, l'importation et l'exportation des matériels nécessaires aux forces restées nationales, rien ne fut dit sur la gestion des aides alliées. Le projet de création d'un commissaire à la Marine ne fut pas retenu<sup>223</sup>. Les propositions britanniques en matière de collaboration navale avec la CED furent jugées insuffisantes. L'opposition de la Marine se cristallisa donc à partir de l'automne 1952, et demeurera implacable jusqu'à la toute fin.

Bref, l'évolution de la position de la Marine ressembla beaucoup à celle des chefs militaires présentée au chapitre 2. Après une période de flou pendant laquelle l'idée d'une marine européenne fut absente puis vaguement définie, rendant le projet mineur, sinon dérisoire, à leurs yeux, les hauts gradés navals posèrent les conditions de leur appui à la CED une fois que le projet se précisa, et, celles-ci n'ayant pas été retenues, passèrent à une opposition implacable. En dernière analyse, la Marine s'opposa à la CED parce que celle-ci pouvait menacer son statut et son indépendance. On pourrait croire que ses chefs ne s'opposaient pas réellement à la CED, puisqu'ils l'acceptèrent à condition qu'elle ne lui impose pas d'abandons de souveraineté. Mais il serait absurde de prétendre qu'une branche de l'armée rejetant pour elle-même toute forme de supranationalité ait réellement appuyé l'idée d'une armée européenne supranationale.

---

<sup>222</sup> EMGM, Note, Position spéciale de la Marine au sein de la C.E.D. - Création d'un Commissariat à la Marine, 6 février 1953, SHD, MV 3 BB 8 CED 10.

<sup>223</sup> Caserta et Vial, *op. cit.*, p. 89.

Nous en savons peu sur le point de vue de l'Armée de l'air, mais rien n'indique que celle-ci fut davantage favorable à la CED. Rappelons que, comme nous l'avons vu au chapitre 3, nous ne connaissons que le général Stehlin comme haut gradé de l'air cédiste. Presque tous les documents issus de cette branche que nous avons trouvés sont purement techniques. Seule une note son état-major à propos de l'article 107 du traité de Paris prouve qu'elle partageait les craintes des deux autres concernant l'envoi de matériels de guerre outre-mer:

L'État-Major Général des Forces Armées "Air" estime que les termes de l'Article 107 - § 4-e) n'apportent pas de garanties suffisantes pour la sauvegarde d'un degré de liberté minimum dans le domaine des fabrications nationales. Celles-ci, compte tenu de la nature, du volume essentiellement variable et aussi de l'urgence des besoins, ne peuvent être entièrement dépendantes d'autorisations à provenir du Commissariat même si celles-ci sont accordées de la façon la plus large<sup>224</sup>.

Il fallait donc que soit adopté un protocole garantissant que les autorisations générales ne pourraient être retirées ou limitées. Il ne devait pas exister de classification détaillée des matériels, ni en quantité ni en qualité, et la seule condition serait la satisfaction par la France de ses engagements envers la CED<sup>225</sup>.

Les forces françaises en Allemagne (FFA), dirigées par le général Roger Noiret de 1951 à 1956, voyaient aussi dans la CED une menace, puisqu'elles deviendraient européennes et dépendraient des autorités allemandes pour la vie matérielle, l'instruction et l'infrastructure. Le statut des troupes françaises d'occupation serait inférieur à celui des forces américaines et britanniques, qui demeuraient autonomes. Noiret demanda que tout le territoire de la RFA soit placé dans une zone de l'avant, afin de justifier le maintien d'un commandement territorial

---

<sup>224</sup> EMGFAA, Cabinet, Note pour l'État-major combiné des forces armées, Règles envisagées pour application de l'Article 107 - § 4-e du Traité instituant la C.E.D., 16 février 1953, SHD, AI 9E 1152.

<sup>225</sup> *Ibid.*

français. Bref, les FFA jugeaient nécessaire « de garder notre armature solidement constituée et notre implantation territoriale qui permette de maintenir une prééminence française à l'intérieur des éléments de la Communauté Européenne stationnés en Allemagne »<sup>226</sup>.

Les chefs militaires d'Afrique française du Nord (AFN) éprouvaient également de vives inquiétudes face au projet. Le mémorandum adopté lors de la V<sup>e</sup> Conférence militaire nord-africaine, à Rabat en octobre 1952, demanda au gouvernement plusieurs assurances: il ne fallait pas scinder l'armée française en deux corps séparés, l'un européen, l'autre national; il fallait pouvoir substituer ou retirer des contingents de la CED en fonction des besoins de l'outre-mer; l'équipement et l'armement des forces demeurées nationales devaient échapper au contrôle du Commissariat et avoir le même niveau de priorité que les forces européennes<sup>227</sup>.

Nous avons vu au chapitre 3 qu'il est difficile d'évaluer l'opinion des militaires du rang, des sous-officiers et des officiers subalternes. Rappelons que les militaires du rang et les officiers, davantage préoccupés par le réajustement des soldes et leur « tour » pour l'Indochine, se montrèrent majoritairement indifférents. Il aurait existé un profil-type de l'officier anticédiste: « Seuls quelques-uns se sont sentis concernés qui, apparemment, répondent à trois critères précis: ce sont des officiers supérieurs, ils sont dans les états-majors et, à ce titre, servent en métropole. »<sup>228</sup> Cela semble confirmer que, chez les militaires français qui n'étaient pas officiers généraux ou supérieurs, l'opposition active à la CED fut très rare.

---

<sup>226</sup> Commandement en chef des forces françaises en Allemagne, État-major, Bureau des études générales, Note sur un certain nombre de problèmes posés à la suite de la Signature des Accords Contractuels et du Traité de la Communauté Européenne de Défense, 30 mai 1952, SHD, GR 3 U 52.

<sup>227</sup> Guillen, « Les chefs militaires... », p. 20.

<sup>228</sup> Vial, « Les militaires français... », p. 148. Notons que, pour l'Armée de terre et l'Armée de l'air, les officiers supérieurs peuvent être, en ordre croissant de grade, commandant, lieutenant-colonel et colonel. Pour la Marine, ce sont, dans le même ordre, capitaine de corvette, capitaine de frégate et capitaine de vaisseau.



### *Les facteurs à l'origine du courant anticédiste*

Il ne reste plus qu'à évaluer les facteurs qui contribuèrent à l'orientation anticédiste chez plusieurs militaires, ou, en d'autres mots, les lignes de fracture qui pouvaient exister entre ce courant et le cédisme. Nous avons déjà établi dans le chapitre précédent que rien ne permet de penser que le grade et la proximité au pouvoir jouèrent un rôle significatif.

En revanche, l'arme fut un facteur pour les détracteurs de la CED, contrairement à ce que nous avons pu observer pour ses partisans. S'il est vrai que l'opposition ou à tout le moins la méfiance envers l'armée européenne fut majoritaire dans les trois armées, l'appartenance à une branche de l'armée française eut un impact sur la nature des arguments développés. C'est ainsi que, comme nous l'avons vu, la Marine développa son propre argumentaire touchant surtout les aspects de la CED qui la concernaient directement. Cela ne signifie évidemment pas que celle-ci n'accordait pas d'importance aux idées présentées par un maréchal Juin, puisque nous avons vu que l'Union française fut au cœur de ses réflexions, ce qui la place clairement dans le courant impérial-atlantiste.

On peut faire un constat similaire concernant la situation géographique, car nous avons vu que les chefs militaires français en Allemagne et en AFN utilisèrent eux aussi des arguments propres à la situation particulière de leurs troupes pour justifier leur méfiance envers la CED.

Enfin, on peut souligner l'impact de l'expérience personnelle. Par exemple, le maréchal Juin avait un lien émotif et des attaches personnelles très solides avec l'AFN: né en Algérie, il servit dans l'armée d'Afrique et fut résident général au Maroc de 1947 à 1951, ce qui contribua sans doute à son opposition à une armée européenne qui, selon lui, romprait le lien colonial. Il

ne faudrait cependant pas croire qu'il soit toujours possible d'établir une adéquation aussi claire entre l'expérience personnelle et l'opinion face à la CED.

### Conclusion

En somme, les militaires anticédistes développèrent cinq arguments principaux: la CED serait inefficace sur le plan militaire; elle serait dominée par Bonn; elle ne permettait pas un réel contrôle du réarmement allemand, argument qu'on retrouve un peu moins souvent que les autres dans les sources d'archives; elle consacrerait la fin de l'Union française; elle détruirait l'armée française. Plusieurs de ces arguments étaient indissociables l'un de l'autre, notamment parce qu'ils s'appuyaient souvent sur les mêmes idées. Mentionnons que, vu le grand nombre de documents critiquant la CED, souvent de façon virulente, nous avons dû ne présenter que les arguments les plus souvent développés. Une foule d'arguments secondaires car cités seulement quelques fois se retrouvent également dans les documents d'archives<sup>229</sup>.

Nous avons notamment vu que, si les militaires anticédistes développèrent des arguments à la fois militaires et politiques, la raison principale de leur opposition était de nature politique: la crainte que la CED ne relègue la France au statut de puissance de second ordre. Cette réflexion fut grandement influencée par les variables de la nation et de l'Union française, puisque les anticédistes, d'une part, croyaient que l'armée devait demeurer liée à la nation (du moins, tant que celle-ci ne serait pas remplacée par l'Europe politique) et, d'autre part, considéraient que le maintien du lien colonial représentait le meilleur moyen pour la France de

---

<sup>229</sup> Par exemple, le général Gérardot prétendit que la CED pousserait définitivement la Pologne et la Tchécoslovaquie dans les bras de Moscou. Voir Général Gérardot, L'armée européenne et le réarmement allemand, sans date, SHD, GR 1 Q 65. Quelques documents témoignent d'un souci quant au danger pour l'économie française posé par les dispositions économiques et financières du traité de Paris.

préserver son statut mondial. Nous avons vu qu'on peut donc classer les militaires opposés à la CED dans le courant impérial-atlantiste, dont nous avons notamment souligné le manque de réalisme et de lucidité concernant l'avenir de l'Union française. Enfin, on a vu que peu d'anticédistes étaient prêts à reconnaître explicitement le problème fondamental de l'armée française: elle n'avait pas les moyens de ses ambitions, soit demeurer la principale puissance militaire du continent ouest-européen tout en maintenant un grand nombre de troupes outre-mer, *que la CED devienne une réalité ou non.*

Il a également été montré qu'une majorité de chefs militaires français s'opposèrent à la CED. Plusieurs, dont ceux de la Marine, des FFA et de l'AFN, développèrent un argumentaire propre à la situation de leurs troupes, sans contredire celui des chefs d'état-major. On voit donc que l'arme et la situation géographique, contrairement à ce qu'on a pu observer chez les cédistes, furent des facteurs importants dans la détermination d'une orientation hostile ou du moins méfiante envers l'armée européenne. Nous avons constaté que l'expérience personnelle put également jouer un rôle. Enfin, nous avons vu qu'il semble qu'en dehors du cercle restreint des officiers généraux et supérieurs l'opposition active à la CED fut rare.

## **Conclusion générale**

La grande majorité des chefs militaires français s'opposèrent à la CED. On peut distinguer trois phases dans leur position: de l'automne 1950 à l'été 1951, ils furent indifférents, car le projet ne paraissait pas encore crédible, et il y avait d'autres priorités, dont l'Indochine; le projet fut accepté à l'été 1951, à condition que le gouvernement choisisse entre le réarmement européen et l'Union française, ou bien qu'il donne à l'armée les moyens de mener pleinement ces deux missions; rapidement, les chefs militaires comprirent que cette condition ne serait pas remplie, et passèrent à l'opposition, de sorte qu'à la signature du traité de Paris ils s'opposaient déjà à sa ratification; cette opposition ne fit que croître par la suite.

Cependant, le courant cédiste, quoique minoritaire, mérite d'être étudié, et semble plus important que l'historiographie ne le laisse généralement croire. Ses membres développèrent quatre arguments principaux: la CED réarmerait l'Allemagne sans recréer l'armée allemande; elle permettrait une réelle réconciliation franco-allemande; elle garantirait à la France son rôle de leader de l'Europe et donc de grande puissance; enfin, son rejet pourrait avoir pour Paris des conséquences graves, dont une perte de prestige auprès de ses alliés. L'argumentaire cédiste était donc presque uniquement politique. La CED donnerait à la France des avantages politiques tellement importants que ses faiblesses militaires devenaient secondaires; la variable de l'intégration politique sublima toutes les autres, comme la menace communiste et l'atlantisme, pourtant à l'origine de l'ultimatum américain de l'automne 1950 et donc du projet d'armée européenne.

Les détracteurs de la CED développèrent cinq arguments principaux. Elle serait inefficace sur le plan militaire, dominée par Bonn, inapte à assurer un réel contrôle du

réarmement, promotrice de la fin de l'Union française, et destructrice de l'armée française. S'ils développèrent, on le voit, des arguments à la fois militaires et politiques, ils rejetaient avant tout le projet pour des raisons politiques. Ils s'y opposèrent en dernière analyse parce qu'ils croyaient que, vu l'incapacité du gouvernement de leur donner les moyens nécessaires pour diriger la CED, celle-ci ferait de la France une puissance de second ordre, parce qu'ils se méfiaient de toute forme de supranationalité et considéraient qu'une nation se devait de conserver son armée, et parce qu'ils accordaient une grande importance à l'Union française, suffisante selon eux pour assurer que le pays demeure une grande puissance. Les variables de la nation et de la puissance coloniale furent donc au cœur de leur réflexion.

Nous avons vu qu'il n'est pas facile de déterminer les lignes de fracture entre cédistes et anticédistes. On n'en sait pas assez sur les opinions des soldats de rang, des sous-officiers et même des officiers subalternes pour invoquer le critère du rang. Il ne semble pas y avoir eu de différence importante selon la proximité au pouvoir d'un côté comme de l'autre. Par contre, on a vu que, parmi les groupes anticédistes, les chefs militaires de la Marine développèrent un argumentaire propre à leur arme. Celle-ci fut donc un facteur pour les adversaires du traité, contrairement à ce qu'on a pu observer chez ses partisans. La situation géographique fut également importante pour les anticédistes, puisque les chefs militaires des forces françaises en Allemagne et d'Afrique française du Nord développèrent des arguments propres à la position précise de leurs troupes. Le seul facteur qui semble pertinent pour les deux camps est l'expérience personnelle. Par exemple, comme une majorité d'élites militaires de l'époque, le maréchal Juin considérait qu'on ne pouvait séparer l'Europe de l'Afrique, car celle-ci assurait à l'Occident entier la profondeur stratégique pour contenir avec succès une attaque venant de l'Est; l'Europe des Six prévue par le traité de Paris était donc un non-sens. Or, Juin

avait, nous l'avons vu, un lien émotif, des attaches personnelles avec l'Afrique. Nous avons vu que la CED fut peut-être, aux yeux du général de Larminat, un des premiers officiers à rejoindre les Forces françaises libres en 1940, un moyen pour l'armée française de rejeter définitivement l'héritage vichyste en intégrant une organisation de type nouveau. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il soit toujours possible d'établir une adéquation claire entre expérience personnelle et opinion face à la CED.

Enfin, nous avons tenté d'établir le poids relatif des deux courants au sein de l'armée française. Parmi les chefs militaires, seuls les généraux Ély, de Larminat, Stelhin, et Crépin, ainsi que le capitaine de la Marine Duval, prônèrent la ratification du traité de Paris; le point de vue anticédiste fut donc largement majoritaire. Il est plus difficile de tâter le pouls de l'armée dans son ensemble, étant donné la nature des sources disponibles. Nous avons cependant postulé que la majorité de celle-ci fut indifférente au projet, et qu'il n'y eut donc pas de vaste mouvement de refus ou d'appui au sein de la troupe et du corps des officiers.

Les anticédistes obtinrent gain de cause le 30 août 1954, lorsque les parlementaires français enterrèrent définitivement la CED par une simple manœuvre de procédure, une « motion préalable » selon laquelle « Il n'y a pas lieu de débattre du projet de traité » adoptée par 319 voix contre 264 et 12 abstentions. Une solution de rechange fut rapidement trouvée. Le 23 octobre 1954, la conférence de Paris adopta une série d'accords. D'abord, les accords de Bonn étaient essentiellement repris. La RFA retrouvait sa pleine souveraineté, mais les quatre puissances conservaient leurs droits concernant l'Allemagne dans son ensemble et Berlin. Ensuite, elle était admise à l'OTAN, où elle disposerait des mêmes droits que les autres membres. Enfin, le pacte de Bruxelles, signé en 1948 en prévision d'une agression allemande,

était élargi à la RFA et à l'Italie pour créer l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Celle-ci devait contribuer à encadrer le réarmement allemand. Ainsi, une Agence de contrôle fut créée. L'Allemagne s'engageait, comme elle l'avait fait en signant le traité de Paris, à ne pas fabriquer d'armes atomiques, biologiques ou chimiques sur son territoire. Elle renonçait également à produire certaines armes conventionnelles, notamment les avions de bombardement stratégique. L'armée allemande ne pourrait compter plus de 12 divisions sans l'accord unanime des autres États membres. Point essentiel, Londres s'engageait à maintenir quatre divisions en Europe, qu'elle ne pourrait retirer sans l'accord de la majorité des membres du pacte de Bruxelles (sauf en cas de grave crise outremer). Le Royaume-Uni accordait donc à la France ce qu'il lui avait refusé dans le cadre de la CED<sup>230</sup>. Une garantie américaine, objectif important de Paris depuis la conclusion du Pacte atlantique, fut également donnée aux signataires, mais seulement en mars 1955, alors que l'Assemblée nationale française avait déjà ratifié les accords<sup>231</sup>.

Il pourrait maintenant être intéressant d'évaluer l'argumentaire des deux camps. On ne peut évidemment savoir si la CED aurait été efficace sur le plan militaire ou si les partisans de la ratification du traité de Paris avaient raison de prétendre que la CED aurait procuré plusieurs avantages politiques à la France. On peut cependant souligner que l'abandon du projet n'empêcha pas la réconciliation avec Bonn et l'émergence graduelle du couple franco-allemand, pas plus qu'elle n'entraîna une perte de contrôle du réarmement allemand et la réémergence d'une armée allemande indépendante et revancharde. En effet, nous venons de voir que les accords de Paris reprirent plusieurs mesures jugées essentielles par la France, invalidant en

---

<sup>230</sup> Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999, p. 155-157.

<sup>231</sup> Pierre Guillen, « La France et l'intégration de la RFA dans l'OTAN », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 159, juillet 1990, p. 84-85.

grande partie l'argument alarmiste des cédistes concernant les conséquences néfastes de la non-ratification du traité de Paris. Il semble d'ailleurs que la perte de prestige et d'influence due au vote du 30 août fut temporaire. On peut également souligner que Washington et Londres ne retournèrent pas à la stratégie périphérique de défense de l'Europe occidentale. Il est aussi permis de se demander si la création de la CED aurait été suffisante pour permettre à la France de demeurer la première puissance d'Europe et ainsi d'éviter la vassalisation atlantique. La France fait aujourd'hui partie d'une vaste organisation supranationale: cela l'empêche-t-elle d'être clairement subordonnée aux États-Unis? Enfin, si Paris accepta de renoncer à un projet pouvant fort bien donner l'élan décisif au processus de construction européenne, force est d'admettre que celui-ci n'en fut pas trop affecté, et se poursuivit avec la mise sur pied de la Communauté économique européenne dès 1957-1958.

Cependant, on peut tout aussi aisément critiquer plusieurs arguments anticédistes. Nous avons déjà vu qu'il était étrange d'affirmer que la CED mettrait fin à l'Union française alors que celle-ci était surtout menacée par l'incapacité de l'armée française à jouer le premier rôle en Europe tout en maintenant d'importantes forces outre-mer au moment où naissaient des mouvements indépendantistes bien organisés, que la CED soit créée ou non. Si on avait fait le calcul de sacrifier la CED pour préserver l'Union française, on avait mal calculé. Mais nous avons souligné que l'armée était réticente, sinon hostile, envers toute forme de supranationalité; tout porte à croire que c'eût été le cas même si la France n'avait pas eu d'empire. Encore une fois, il est bien sûr difficile d'évaluer les arguments voulant que la CED aurait détruit l'armée française, consacré la domination allemande en Europe, et été inefficace sur le plan militaire. On ne peut que soulever des hypothèses. Les craintes sur la mort de l'armée française semblent nettement exagérées, étant donné, notamment, les protocoles additionnels permettant à la France,



presque sans restriction, d'exporter des matériels de guerre outre-mer et de transférer ses troupes de l'Europe à l'Union, et vice-versa, ce qui amoindrait l'impact de la scission entre forces européennes et forces demeurent nationales; on peut également croire que les troupes se seraient habituées à servir sous les couleurs européennes. Les craintes concernant la primauté allemande au sein de l'armée européenne paraissent davantage fondées, d'autant plus que la guerre d'Algérie, qui commença fin 1954, aurait taxé au maximum les ressources françaises en Europe, accentuant la supériorité numérique du contingent allemand. Par contre, l'inefficacité sur le plan militaire qu'entraînerait le traité de Paris fut sans doute exagérée, et nous avons vu qu'il est révélateur que de nombreux hauts gradés aient toujours refusé d'envisager que la CED puisse un jour fonctionner correctement. Enfin, l'argument selon lequel celle-ci ne permettrait pas un véritable contrôle du réarmement allemand paraît fallacieux, puisque les accords de Paris reprirent essentiellement les mêmes dispositions que le traité en ce sens, sans y ajouter de garantie significative. La seule chose qui changea fut la suppression de toute trace de supranationalité.

Une autre conclusion à tirer de l'épisode de la CED concerne le rôle des militaires dans les décisions politiques, déjà évoqué dans ce mémoire. Nous avons vu que ceux-ci, en raison de la gravité de la menace que représentait à leurs yeux l'armée européenne pour la France, s'immiscèrent de plus en plus dans le domaine politique, nonobstant leur devoir de réserve et de neutralité politique, de sorte qu'on vit apparaître la dynamique qui devait emporter la Quatrième République. Il semble fort probable que la décision de prendre part au débat politique ne fut pas seulement la réaction des militaires français à une menace jugée grave, mais aussi un réflexe tout à fait naturel, celui de remplir un vide de pouvoir. Les annexes 1 et 2 montrent le contraste frappant entre la stabilité chez les militaires et l'instabilité chez les civils: alors qu'au

sein de l'armée le seul bouleversement fut le congédiement du maréchal Juin et son remplacement par le cédiste Ély en août 1953, on remarque que, de la présentation du plan Pleven en octobre 1950 au rejet définitif de la CED fin août 1954, soit une période de moins de quatre ans, la France connut trois ministres des Affaires étrangères, cinq ministres de la Défense nationale, mais surtout neuf gouvernements et sept présidents du Conseil. Nous avons souligné au chapitre 1 l'incapacité de ces gouvernements à établir une politique militaire cohérente à long terme. Il semble donc tout à fait logique de postuler que les militaires, constatant l'impuissance des dirigeants politiques sur la question, aient décidé de les remplacer. L'épisode de la CED témoigne donc, à notre avis, d'une faiblesse structurelle et lourde de conséquences de la Quatrième République: un système politique aux gouvernements instables et éphémères, toujours à une décision impopulaire du renversement, peu susceptibles conséquemment de pouvoir fixer des politiques viables à long terme. Cette faiblesse est d'autant plus problématique lorsqu'elle pousse l'armée à jouer un rôle politique, ce qu'un état de droit doit évidemment chercher à éviter. Bref, la CED peut servir d'avertissement: puisque, selon le dicton, la nature a horreur du vide, les décideurs politiques ne doivent pas créer de vide de pouvoir que l'armée pourrait être tentée de combler.

Enfin, on peut souligner que le sujet de ce mémoire demeure d'actualité, puisque l'actuel président français, Emmanuel Macron, prône la création d'une Europe de la défense. « Posture incertaine du Royaume-Uni, poursuite du désengagement américain et renforcement du rôle de l'Allemagne: nous devons préparer la France aux changements stratégiques qui se dessinent en Europe. » Macron propose en effet la création d'un Quartier Général européen pour renforcer la coordination des opérations, d'un Conseil de sécurité européen chargé de conseiller les décideurs, et d'un Fonds européen de défense permettant de financer des programmes communs

comme un drone européen, ainsi que l'activation des « groupements tactiques », des forces multinationales permettant des interventions européennes communes, mises sur pied il y a dix ans mais jamais déployées<sup>232</sup>. Évidemment, les arguments ne peuvent être les mêmes que ceux employés en faveur de la CED, vu que le contexte actuel diffère beaucoup de celui des années 1950, mais il est quand même fascinant de constater que des projets d'armée européenne continuent de circuler près de 65 ans après le rejet du traité de Paris, et que l'européisme continue de côtoyer l'atlantisme.

---

<sup>232</sup> <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/defense>.

## Bibliographie

### Sources

*Archives de l'Armée de terre, Service historique de la Défense (SHD)*

Fonds Blanc (Clément), SHD, GR 1 K 145.

Fonds Ély, SHD, GR 1K 233.

Fonds Koenig, SHD, GR 1 K 237.

Fonds Juin, SHD, GR 1 K 238.

Fonds Pédrón, SHD, 1 K 496.

Secrétariat général de la défense nationale et organismes rattachés, État-major particulier du président de la République 1946-1958, SHD, GR 1 Q 65-66, 69.

Secrétariat général de la défense nationale et organismes rattachés, Comités et conseils de défense 1943-1957, Comité de Défense nationale, 1951-1953, SHD, 2 Q 17, 20.

Secrétariat général de la défense nationale et organismes rattachés, Secrétariat général permanent de la défense nationale, 6 Q 66-67.

Cabinet du ministère et organismes rattachés, Comité des chefs d'état-major, 1950-1953, SHD, GR 6 R 4, 7-14.

Cabinet du ministère et organismes rattachés, Conseil supérieur des forces armées, 1951-1953, GR 7 R 2.

Cabinet du ministère et organismes rattachés, Contrôle général des armées, SHD, GR 9 R 506, 608.

État-major de l'armée de terre (1945-1972), Conseil supérieur de la Guerre, 1952-1954, SHD, GR 1 T 4.

État-major de l'Armée de terre (1945-1972), 1<sup>er</sup> Bureau, Section Études générales, SHD, GR 6 T 309-310.

État-major de l'Armée de terre (1945-1972), 3<sup>e</sup> Bureau, Emploi, Section Études plans opérations, SHD, GR 11 T 161-163.

Forces françaises en Allemagne, Commandement en chef des Forces françaises en Allemagne, SHD, GR 3 U 29, 52.

*Archives de l'Armée de l'air, Service historique de la Défense*

Ministère de l'Air et secrétariat d'État à l'Air, cabinet militaire, 2<sup>e</sup> Bureau de l'état-major de l'Armée de l'air, SHD, AI 2 E 2919.

Communauté européenne de défense, CED, SHD, AI 9 E 1152-1153.

*Archives de la Marine, Service historique de la Défense*

Communauté européenne de défense 1951-1954, SHD, MV 3 BB 8 CED 1, 7, 10-14, 17.

Chefs d'état-major, SHD, MV 3 BB 8 CEM 3-9.

Ouvrages généraux

Allain, Jean-Claude *et al.* *Histoire de la diplomatie française II. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2007 [2005], 636 p.

Guillen, Pierre. *La question allemande (1945-1995)*, Paris, Imprimerie nationale, 1996, 236 p.

Soutou, Georges-Henri. *La guerre de Cinquante Ans: Le conflit Est-Ouest, 1943-1990*, Paris Fayard, 2001, 767 p.

Témoignages

Stehlin, Paul. *Témoignage pour l'histoire*, Paris, Laffont, 1964, 379 p.

Stehlin, Paul. *Retour à zéro. L'Europe et sa défense dans le compte à rebours*, Paris, Laffont, 1968, 416 p.

Monographies

*La France de la Quatrième République*

Elgey, Georgette. *Histoire de la IV<sup>e</sup> République. Deuxième partie: La République des contradictions (1951-1954)*, Paris, Fayard, 1993 [1968], 755 p.

*Construction européenne*

Bitsch, Marie-Thérèse. *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2008 [2001], 400 p.

Bossuat, Gérard. *L'Europe des Français 1943-1959. La IV<sup>e</sup> République aux sources de l'Europe communautaire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

Gerbet, Pierre. *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999 [1983], 617 p.

### *Armée française*

Martel, André, dir. *Histoire militaire de la France. Tome 4: De 1940 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, 701 p.

Masson, Philippe. *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, 507 p.

### *OTAN et guerre froide*

Bozo, Frédéric. *La France et l'OTAN: de la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991, 287 p.

Creswell, Michael. *A Question of Balance. How France and the United States Created Cold War Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, 238 p.

Raflik-Grenouilleau, Jenny. *La IV<sup>e</sup> République et l'Alliance atlantique: influence et dépendance (1945-1958)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 323 p.

### *Relations franco-britanniques*

Sanderson, Claire. *L'impossible alliance? France, Grande-Bretagne, et la défense de l'Europe, 1945-1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 471 p.

### Ouvrage collectif

Aron, Raymond et Daniel Lerner, dir. *La querelle de la CED. Essais d'analyse sociologique*, Paris, Armand Colin, 1956, 216 p.

### Chapitres d'ouvrages collectifs

Aimaq, Jasmine. « Rethinking the EDC: Failed Attempt at Integration or Strategic Leverage? », dans Michel Dumoulin, dir., *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain? / The European Defence Community, Lessons for the Future?*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, 2000, p. 91-134.

Duval, Marcel. « La crise de la CED (1950-1954) », dans Vaïsse, Maurice, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo, dir., *La France et l'OTAN, 1949-1996. Actes du colloque tenu à l'École militaire, 8, 9 et 10 février, à Paris*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 189-216.

Kaplan, Lawrence. « The United States, NATO, and French Indochina », dans Lawrence Kaplan et Denise Artaud, dir., *Dien Bien Phu and the Crisis of Franco-American Relations, 1954-1955*, p. 229-250.

Vial, Philippe. « Le militaire et le politique: le maréchal Juin et le général Ély face à la CED (1948-1954) », dans Michel Dumoulin, dir., *La Communauté européenne de défense, leçons*

*pour demain? / The European Defence Community, Lessons for the Future?*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, 2000, p. 135-158.

### Articles de périodiques

Bariéty, Jacques. « La décision de réarmer l'Allemagne, l'échec de la Communauté Européenne de Défense et les accords de Paris du 23 octobre 1954 vus du côté français », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 71, fasc. 2, 1993, p. 354-383.

Caserta, Ludovic et Philippe. Vial « La marine nationale, l'OTAN et la C.E.D. (1950-1954) ou l'impossible marine européenne », *Revue historique des armées*, n° 215, juin 1999, p. 79-94.

d'Abzac-Epezy, Claude et Philippe Vial. « Quelle Europe pour les militaires? La perception de l'Europe dans la presse militaire 1947-1958 », *Revue historique des armées*, n° 193, décembre 1993, p. 80-92.

Guillen, Pierre. « Les chefs militaires français, le réarmement de l'Allemagne et la CED (1950-1954) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, vol. 33, n° 129, janvier 1983, p. 3-33.

Guillen, Pierre. « La France et la question de la défense occidentale, du pacte de Bruxelles (mars 1948) au plan Plevén (octobre 1950) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, n° 144, octobre 1986, p. 79-98.

Guillen, Pierre. « La France et l'intégration de la RFA dans l'OTAN », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 159, juillet 1990, p. 73-91.

Lacroix-Riz, Annie. « Vers le plan Schuman: Les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950), première partie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 155, juillet 1989, p. 25-41.

Lacroix-Riz, Annie. « Vers le plan Schuman: Les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950), deuxième partie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 156, octobre 1989, p. 73-87.

Thompson, Mark. « Defending the Rhine in Asia: France's 1951 Reinforcement Debate and French International Ambitions », *French Historical Studies*, vol. 38, n° 3, août 2015, p. 473-499.

### Mémoire de maîtrise

Vial, Philippe. « Les militaires français face aux constructions européennes de Défense (1950-1954) », mémoire de M.A, Université de Paris I, Département d'histoire, 1988, 175 p.

## **Annexe I. Les principaux chefs militaires français de 1950 à 1954**

### Chefs d'état-major des armées

Chefs d'état-major combiné des Forces armées

1<sup>er</sup> avril 1950-20 août 1951: général de corps d'armée Henri Zeller (auparavant chef d'état-major général des Forces armées du 28 avril 1948 au 31 mars 1950)

20 août 1951-20 août 1952: général d'armée aérienne Charles Lechères

20 août 1952-18 août 1953: maréchal de France Alphonse Juin

Chefs d'état-major général des Forces armées

18 août 1953-3 juin 1954: général d'armée Paul Ély

4 juin 1954-28 février 1956: général d'armée Augustin Guillaume

### Chef d'état-major de l'Armée de terre

10 décembre 1949-15 juin 1955: général de corps d'armée puis, en 1953, général d'armée Clément Blanc (chef d'état-major général des Forces armées « Guerre » du 10 décembre 1949 au 31 mars 1950; chef d'état-major des Forces armées « Guerre » du 1<sup>er</sup> avril 1950 au 11 août 1951; chef d'état-major de l'Armée du 11 août 1951 au 15 juin 1955)

### Chefs d'état-major de l'Armée de l'air

Chef d'état-major général de l'Armée de l'air

1<sup>er</sup> février 1948-19 août 1953: général de corps d'armée aérien puis, en août 1948, général d'armée aérienne Charles Lechères

Chef d'état-major de l'Armée de l'air

20 août 1953-21 mars 1955: général d'armée aérienne Pierre Fay

### Chefs d'état-major général de la Marine

18 août 1950-26 octobre 1951: vice-amiral d'escadre Roger-Gabriel Lambert

26 octobre 1951-1<sup>er</sup> juillet 1960: vice-amiral d'escadre puis, en septembre 1953, amiral Henri Nomy



## **Annexe II. Les principales instances dirigeantes et leurs titulaires de 1950 à 1954**

### Présidents de la République française

16 janvier 1947-16 janvier 1954: Vincent Auriol

16 janvier 1954-8 janvier 1959: René Coty

### Gouvernements français

12 juillet 1950-28 février 1951: Gouvernement René Pleven (1)

10 mars-10 juillet 1951: Gouvernement Henri Queuille (3)

11 août 1951-7 janvier 1952: Gouvernement René Pleven (2)

20 janvier-28 février 1952: Gouvernement Edgar Faure (1)

8 mars-23 décembre 1952: Gouvernement Antoine Pinay

8 janvier-21 mai 1953: Gouvernement René Mayer

27 juin 1953-16 janvier 1954: Gouvernement Joseph Laniel (1)

16 janvier-12 juin 1954: Gouvernement Joseph Laniel (2)

18 juin 1954-23 février 1955: Gouvernement Pierre Mendès France

### Défense nationale (Défense nationale et Forces armées à partir du 8 janvier 1953)

12 juillet 1950-11 août 1951: Jules Moch

11 août 1951-8 mars 1952: Georges Bidault

8 mars 1952-19 juin 1954: René Pleven

19 juin-14 août 1954: Pierre Koenig

14 août-3 septembre 1954: Emmanuel Temple

### Affaires étrangères

26 juillet 1948-8 janvier 1953: Robert Schuman

8 janvier 1953-19 juin 1954: Georges Bidault

19 juin 1954-20 janvier 1955: Pierre Mendès France